



**SPREP
PROE**

SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIEEN DE L'ENVIRONNEMENT

RAPPORT ANNUEL

2024



Photo s: © Diane McFadzien

Un environnement résilient dans le Pacifique qui préserve nos modes de subsistance et notre patrimoine naturel en harmonie avec nos cultures.

Le Programme régional océanien de l'environnement (PROE) est l'organisation régionale de référence pour la préservation et le développement durable des écosystèmes insulaires du Pacifique. Le PROE a été créé par ses gouvernements Membres en 1992 pour soutenir la coopération et la coordination sur les questions environnementales dans la région. L'accord établissant le PROE est entré en vigueur en 1993, faisant officiellement de l'organisation un organisme autonome.

Avec son siège principal à Apia, Samoa, le PROE travaille en étroite collaboration avec ses 26 pays et territoires Membres – ainsi qu'avec ses partenaires, bailleurs de fonds et communautés locales – pour mettre en œuvre la gestion environnementale et le développement durable dans la région dans quatre domaines prioritaires :

Résilience face au changement climatique

Gestion des déchets et lutte contre la pollution

Protection des écosystèmes et de la biodiversité

Gouvernance environnementales



BIBLIOTHÈQUE DU PROE : CATALOGAGE DES DONNÉES DES PUBLICATIONS

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement. Rapport annuel du PROE : 2024. Apia, Samoa : PROE 2025

88 p. 29 cm

ISSN: 1562-675X |

I. Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2023.

363.7099

© Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2025.

La reproduction à des fins pédagogiques ou à d'autres fins non commerciales est autorisée sans autorisation écrite préalable de la part du titulaire des droits d'auteur, à condition que la source soit dûment mentionnée. La reproduction de cette publication à des fins de revente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans l'accord écrit préalable du titulaire des droits d'auteur.

Photo de couverture : Tailevu, Fidji © Stuart Chape

Autres photos : sauf mention contraire, les photographies figurant dans la présente publication ont été prises par le personnel du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).



P.O. Box 240, Apia, Samoa
+685 21929
sprep@sprep.org
www.sprep.org

NOTRE VISION: *Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.*



© Diane McFadzien

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE	2
MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
SYNTHÈSE DE HAUT NIVEAU DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DU PROE EN 2024	6
RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	12
ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES	22
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION	34
GOVERNANCE ET SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALES	42
ÉVÉNEMENTS MARQUANTS	50
QUESTIONS TRANSVERSALES ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS	60
ÉTATS FINANCIERS ABRÉGÉS	64
PUBLICATIONS	78
PERSONNEL	82
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	84
OUR REGION	85

Message de la présidence



Talofa lava, bula vinaka, malo e lei lei, halo, et salutations du gouvernement et du peuple du Royaume-Uni.

Tout d'abord, je tiens à dire que ce fut un plaisir de représenter le Royaume-Uni en tant que président de la quatrième réunion du conseil exécutif du Secrétariat du Programme régional pour l'environnement dans le Pacifique (PROE) afin de guider notre vaka au cours des douze derniers mois. Je tiens à reconnaître et à remercier mes collègues du gouvernement de Tuvalu pour leur appui en tant que vice-présidents.

L'importance stratégique et la pertinence du PROE, en tant qu'organisation régionale créée par les gouvernements et administrations du Pacifique, chargée de protéger et de gérer l'environnement ainsi que les ressources naturelles de la région, n'ont jamais été aussi cruciales.

Nous vivons une période d'incertitude, marquée par des défis économiques, politiques, environnementaux et sociaux. Pour les communautés des îles du Pacifique, parmi les plus vulnérables au monde, ces défis sont aggravés par la triple crise planétaire que constituent le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution. Les urgences climatique et écologique constituent la source la plus profonde et la plus universelle de désordre à l'échelle mondiale, et ces crises définissent notre époque.

La science, telle que présentée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, est irréfutable : l'influence humaine a réchauffé l'atmosphère, les océans et transformé les terres. Ce groupe souligne que chacune des trois dernières décennies a été plus chaude que la précédente et prévoit que la prochaine décennie sera encore plus chaude. Ces données scientifiques soulignent également l'interconnexion entre la crise climatique, la perte de biodiversité et l'augmentation de la pollution. Les impacts de ces crises, tels que la hausse des températures, le réchauffement des océans, la fonte des glaces polaires et des glaciers, l'élévation du niveau de la mer et les phénomènes météorologiques extrêmes, nous rappellent sans cesse pourquoi le travail accompli par le PROE et ses États et territoires membres est essentiel pour nos communautés, pour la région et pour des populations situées aux quatre coins de la planète.

Les pays du Pacifique et leurs institutions, telles que le PROE, disposent d'une voix morale forte dans les efforts mondiaux visant à relever les défis environnementaux de notre époque. Qu'il s'agisse des négociations internationales sur le changement climatique, de la lutte contre l'érosion de la biodiversité ou des travaux en cours pour élaborer un instrument juridiquement contraignant mettant fin à la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin, la voix des pays du Pacifique constitue – et doit continuer de constituer – une véritable boussole morale. C'est dans ces arènes internationales de premier plan que l'importance stratégique du PROE doit être reconnue, saluée et renforcée.

Au cours de notre mandat en tant que président de la quatrième réunion du conseil exécutif du PROE, le Royaume-Uni se réjouit d'avoir pu contribuer aux efforts continus menés par le PROE pour bâtir un environnement pacifique résilient, tout en préservant les moyens de subsistance et le patrimoine naturel, en harmonie avec les cultures des îles du Pacifique.

Les travaux, réalisations et succès présentés dans les pages de ce compte rendu annuel du PROE témoignent de la valeur de la collaboration régionale et mondiale, ainsi que de l'importance stratégique du rôle du PROE dans la coordination de ces efforts pour la protection et la gestion de l'environnement pacifique. Ce compte rendu reflète les réalisations d'une seule des 32 années d'existence du PROE, consacrées à favoriser la coopération, à faciliter des partenariats significatifs et à amplifier les voix influentes des nations insulaires du Pacifique sur la scène mondiale.

Pour l'avenir, l'élaboration et la mise en œuvre du prochain Plan stratégique 2027–2036 seront essentielles pour garantir que le PROE soit bien positionné pour la décennie à venir et continue de répondre efficacement à la triple crise planétaire. Cela ne sera possible qu'avec l'appui continu et l'engagement des États membres, des partenaires au développement et du personnel dévoué du Secrétariat, afin d'agir en faveur du Pacifique.

Alors que nous achevons notre mandat en tant que président, le Royaume-Uni se réjouit, par le biais de son adhésion continue, d'appuyer le PROE, le Secrétariat, les 26 États et territoires membres, les communautés locales et les partenaires au développement dans leurs efforts en faveur d'un environnement pacifique plus résilient.

Enfin, je souhaite exprimer ma gratitude envers le Directeur général du PROE, M. Sefanaia Nawadra, la directrice générale adjointe, Mme Easter Chu Shing, ainsi que l'ensemble du personnel du PROE pour leur travail infatigable. Votre chaleur, votre dévouement et votre amitié tout au long de ce mandat ont été pour moi un moment fort sur le plan personnel. Je tiens également à remercier le conseil exécutif du PROE, qui comprend la Troïka des présidents passés, actuels et futurs de la réunion du PROE, ainsi que les représentants des pays membres de Mélanésie, de Micronésie, de Polynésie, des États métropolitains et francophones, pour leurs contributions.

Fa'afetai tele lava !

Billie Selby

Président de la quatrième réunion du Conseil exécutif du PROE et conseiller pour le climat et l'énergie dans le Pacifique auprès du Royaume-Uni au sein du ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement





Message du directeur général

Île Beqa, Fidji © Stuart Chape

Ni sa Bula Vinaka !

Dans le monde en constante évolution qui est le nôtre, nos Membres expriment une attente croissante : que leur Secrétariat soit dynamique, proactif, novateur et capable de s'adapter à l'ampleur des défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés.

Nous considérons notre mission au service de nos Membres et des communautés du Pacifique comme un véritable appel ; ce devoir dépasse le simple engagement : il est indispensable pour favoriser le bien-être et le développement. Quelle année que 2024 ! Bien que les douze mois couverts par le présent rapport annuel aient été marqués par des défis, des incertitudes et de nombreuses perturbations, j'estime, en toute humilité, que cette période a été essentielle à la croissance du Secrétariat afin de mieux répondre aux attentes de nos Membres.

Le contenu de ce rapport témoigne clairement de la manière dont le Secrétariat a répondu à cet appel, en déployant ses actions dans l'ensemble de notre Pacifique bleu et au-delà. Nous le faisons en collaboration étroite avec nos Membres et partenaires, fidèles à notre Vision : « construire un environnement résilient au sein de la région Pacifique, assurant la pérennité de nos moyens de subsistance et de notre patrimoine naturel, dans le respect de nos cultures. »

En tant que peuples du Pacifique, nous sommes les gardiens de notre environnement. Mais ce rôle devient de plus en plus complexe face à une multitude de circonstances échappant bien souvent à notre contrôle. Les menaces et les pressions environnementales sur nos communautés n'ont jamais été aussi importantes. Il est inutile de rappeler l'impact alarmant des trois grandes crises planétaires – changement climatique, perte de biodiversité et pollution – sur les îles du Pacifique. Nos communautés en subissent durement les conséquences : c'est notre réalité quotidienne.

À cela s'ajoutent les instabilités politiques, économiques et sociales, ainsi que les conflits et tensions à proximité comme à l'échelle mondiale. La pression géopolitique qui s'exerce sur notre région est une réalité que nous ne pouvons ignorer ; nous devons y faire face,

tout en protégeant nos communautés de ses effets délétères. La sécurité environnementale devient un domaine d'action de plus en plus central dans notre mandat.

Le PROE a renforcé de manière stratégique sa capacité à conseiller, à fournir une assistance technique et à soutenir ses partenaires, en mobilisant les ressources nécessaires pour agir concrètement. Nous sommes en première ligne, parmi ceux qui sont le plus durement touchés, mais malgré les nombreux défis liés au financement et aux ressources techniques, nous continuons d'avancer pour répondre aux attentes et aspirations de nos Membres du Pacifique.

Avec plus de 160 employés répartis dans toute la région, les services offerts par le PROE à ses Membres insulaires ont été élargis, en réponse directe aux enjeux environnementaux croissants et à la demande d'appui. Mon objectif a toujours été de consolider et d'adapter le travail du PROE afin que nous puissions offrir des services plus efficaces, performants et de haute qualité à nos Membres, nos partenaires et nos communautés. Nous le faisons pour suivre le rythme d'un Pacifique bleu en pleine transformation, capable de s'adapter, de renforcer sa résilience et ses capacités – non seulement pour survivre, mais pour véritablement prospérer. Permettez-moi d'en illustrer quelques exemples.

Le programme de conservation de la biodiversité (BC) remplace désormais celui des écosystèmes insulaires et océaniques, et la fonction correspondante est renommée « Directeur de la biodiversité et du bureau des Fidji ». L'essentiel du programme a été transféré à Suva, afin de se rapprocher de nos principaux partenaires et de nos Membres, dont tous – à l'exception de deux – disposent de missions diplomatiques sur place.

Le programme de gouvernance environnementale (GE) succède à l'ancien programme de surveillance et de gouvernance environnementale. Les fonctions liées à la Convention de Nouméa, au droit de l'environnement et aux politiques ont été transférées vers le nouveau Département des affaires juridiques et des organes

directeurs, permettant au programme EG de se concentrer sur le développement durable, l'aménagement du territoire, les garanties environnementales, la gestion des données et le suivi, notamment par la reconstruction de notre expertise en systèmes d'information géographique (SIG).

La création du programme Science et information climatique (SIC), séparée, mais en partenariat avec le programme résilience face aux changements climatiques (RCC), reflète l'importance croissante de l'appui au Conseil météorologique du Pacifique, dans une approche régionale axée sur la science climatique, l'intégration des savoirs traditionnels, le renforcement des liens avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et l'articulation avec la gestion des catastrophes, en particulier par des systèmes d'alerte précoce renforcés.

L'ancienne Unité juridique a été restructurée en Département juridique, dirigé par un directeur, afin de consolider nos garanties, services et fonctions de secrétariat juridique.

Nous avons également mis en place un nouveau Département de la planification stratégique, des partenariats et de la mobilisation des ressources, désormais pleinement opérationnel. Il a pour mandat de renforcer la planification stratégique à l'échelle de l'organisation, en intégrant pleinement les enjeux liés au genre et au handicap, tout en consolidant nos relations avec les partenaires et notre rôle d'entité accréditée auprès du Fonds d'adaptation, du Fonds vert pour le climat (FVC) et d'autres mécanismes financiers, comme le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Ces transformations visent à garantir notre pertinence, notre agilité et notre efficacité dans la réponse aux besoins de nos Membres et de la région. Elles s'inscrivent également dans le cadre de la révision de l'architecture régionale menée par nos dirigeants, afin d'assurer que les agences du CROP soient adaptées pour soutenir la mise en œuvre effective de la Stratégie 2050 pour le Continent bleu du Pacifique. Il est essentiel de rester fidèles au mandat que nos Membres nous ont confié, celui d'être l'organisation environnementale indépendante de la région, chargée de réaliser la vision et la mission qu'ils ont définie.

L'année 2024 a aussi été déterminante pour renforcer la visibilité du Pacifique lors des réunions multilatérales sur les accords environnementaux. Le Secrétariat a apporté un appui technique et stratégique essentiel aux délégations de nos Membres lors de la COP-16 de la CDB, de la COP29 de la CCNUCC et de la CIN-5. Ce travail a été soutenu par nos départements moteurs : communication, finances, administration, RH, TI, audit interne, gestion des connaissances, services juridiques, unités de planification stratégique, bureaux sous-régionaux et appui exécutif. Grâce à ces efforts conjoints, nos actions sont menées sur le terrain et dans les forums régionaux et internationaux, de manière coordonnée, planifiée, transparente et responsable.

Le manque d'engagement urgent des accords multilatéraux sur l'environnement (AME), en raison des divergences sur les mesures à prendre, révèle un monde fragmenté où, malheureusement, les règles et normes internationales favorisent les quelques nations réfractaires à l'action, au détriment de la majorité souhaitant faire face aux crises.

Nous avons connu une croissance significative ces douze derniers mois, en réponse aux attentes accrues de nos Membres. Je suis fier de dire que le PROE demeure le partenaire – et souvent l'acteur de référence – de l'environnement régional, et à l'échelle mondiale lorsque cela est nécessaire.

En 2024, nous avons reçu pour la première fois un financement de base supplémentaire du Royaume-Uni, que nous espérons voir devenir un soutien pluriannuel, à l'instar de l'appui australien et néo-zélandais. La Nouvelle-Zélande a engagé 15,2 millions de NZD pour renforcer son soutien à nos Membres face aux menaces climatiques. Cela vient compléter l'accord de financement par subvention de 20 millions de dollars néo-zélandais en 2023 en faveur du Service régional d'appui à la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique, un mécanisme de coordination visant à faciliter l'extension de la

gestion opérationnelle des espèces envahissantes dans la région.

Le Royaume-Uni a versé une contribution budgétaire de base de 3 millions de GBP pour un an. La Chine a poursuivi son soutien volontaire annuel de 200 000 USD pour soutenir nos efforts de coordination régionale en faveur d'une gestion environnementale durable.

La quatrième réunion du Conseil exécutif du PROE, présidée par le Royaume-Uni en septembre, s'est tenue sur le thème « Un continent bleu Pacifique résilient, libéré de la pollution plastique ». Parmi les décisions majeures figure la confirmation du PROE comme organisation intergouvernementale indépendante régie par l'Accord du PROE, la réunion annuelle du PROE en étant l'organe plénier décisionnel. Le Conseil a également approuvé la tenue d'une réunion annuelle des ministres du climat du Pacifique, sous réserve de l'approbation des dirigeants du Forum des îles du Pacifique et de la finalisation de la réforme régionale. Nos Membres ont aussi pris des décisions importantes sur notre gouvernance, notamment l'implication du Troïka dans l'élaboration du prochain Plan stratégique du PROE, afin que nous puissions continuer à répondre efficacement aux priorités environnementales de notre région.

Le bon déroulement de cette quatrième réunion du Conseil exécutif confirme que ce modèle fonctionne pour le PROE. Il nous permet d'allouer davantage de ressources à la mise en œuvre de nos activités, et je remercie l'ensemble des Membres du PROE pour leur confiance.

Depuis sa création, le PROE a considérablement grandi et évolué. Cette progression se reflète dans l'augmentation de ses effectifs, son implantation régionale élargie, et le renforcement de ses capacités dans divers domaines environnementaux. Pour concrétiser notre vision, je tiens à remercier nos Membres, nos partenaires au développement, nos bailleurs, la famille CROP, les parties prenantes, les gouvernements australien (DFAT) et néo-zélandais (MFAT) pour leur soutien financier – y compris la contribution annuelle de la République populaire de Chine. Je souligne également le soutien constant et croissant de l'Union européenne et du Japon.

Je remercie tout particulièrement mon équipe pour son travail acharné. J'exprime ma gratitude à Stuart Chape, qui a servi le Secrétariat pendant 19 ans et a achevé son mandat à la tête du programme des écosystèmes insulaires et océaniques le 30 septembre 2024. Nous faisons aussi nos adieux à Monica Tupai, l'une des quatre dernières employées d'origine du PROE, témoin de 32 années d'évolution de l'organisation. Tautai a'e, malo le tautua !

À toute l'équipe, souvenons-nous que notre plus belle récompense est de savoir que le travail est bien fait et que nous avons glorifié notre Créateur en mettant pleinement à profit les talents et compétences qui nous ont été donnés. En fin de compte, notre réussite repose sur les efforts conjoints des Membres, du personnel, de la communauté et de la famille du PROE.

La charge de travail ne fera qu'augmenter à mesure que les impacts des trois crises planétaires – perte de biodiversité, changement climatique et pollution – se feront de plus en plus sentir. Mais ensemble, nous avancerons, un pas à la fois.

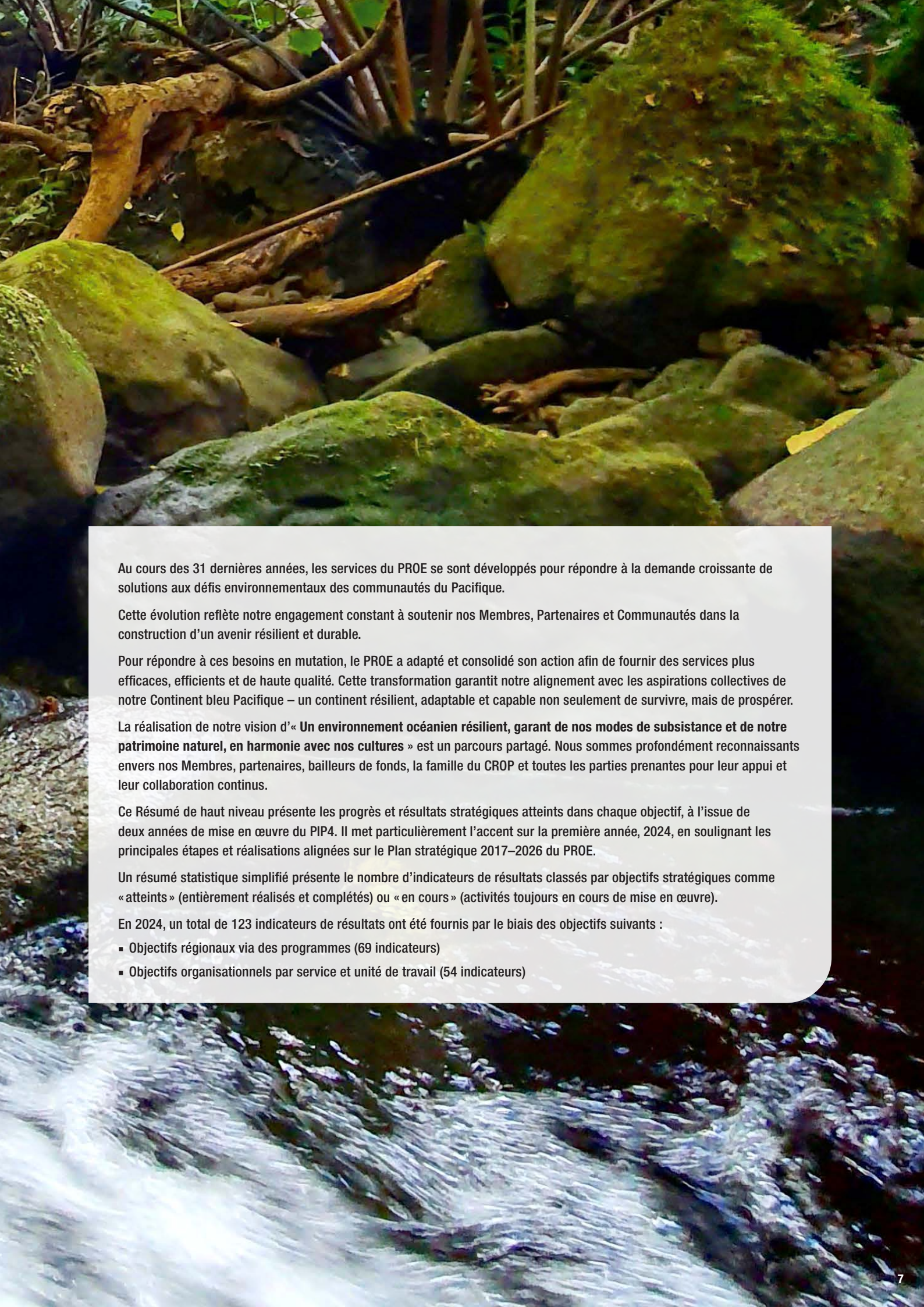
Sa vinaka saka !

Sefanaia Nawadra
Directeur général du PROE



Synthèse de haut niveau des principaux résultats du PROE : 2024





Au cours des 31 dernières années, les services du PROE se sont développés pour répondre à la demande croissante de solutions aux défis environnementaux des communautés du Pacifique.

Cette évolution reflète notre engagement constant à soutenir nos Membres, Partenaires et Communautés dans la construction d'un avenir résilient et durable.

Pour répondre à ces besoins en mutation, le PROE a adapté et consolidé son action afin de fournir des services plus efficaces, efficients et de haute qualité. Cette transformation garantit notre alignement avec les aspirations collectives de notre Continent bleu Pacifique – un continent résilient, adaptable et capable non seulement de survivre, mais de prospérer.

La réalisation de notre vision d'« **Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures** » est un parcours partagé. Nous sommes profondément reconnaissants envers nos Membres, partenaires, bailleurs de fonds, la famille du CROP et toutes les parties prenantes pour leur appui et leur collaboration continus.

Ce Résumé de haut niveau présente les progrès et résultats stratégiques atteints dans chaque objectif, à l'issue de deux années de mise en œuvre du PIP4. Il met particulièrement l'accent sur la première année, 2024, en soulignant les principales étapes et réalisations alignées sur le Plan stratégique 2017–2026 du PROE.

Un résumé statistique simplifié présente le nombre d'indicateurs de résultats classés par objectifs stratégiques comme « atteints » (entièrement réalisés et complétés) ou « en cours » (activités toujours en cours de mise en œuvre).

En 2024, un total de 123 indicateurs de résultats ont été fournis par le biais des objectifs suivants :

- Objectifs régionaux via des programmes (69 indicateurs)
- Objectifs organisationnels par service et unité de travail (54 indicateurs)

Performance globale pour 2024

2024 est la septième année de mise en œuvre du Plan stratégique 2017–2026 et la première année du plan biennal PIP4 (2024–2025). Les résultats globaux du plan PIP4 du PROE pour les 123 indicateurs de résultats (incluant 69 indicateurs pour les objectifs régionaux et 54 indicateurs pour les objectifs organisationnels), sont présentés ci-dessous :

- 37 % (46/123) des objectifs du plan PIP4 ont été RÉALISÉS.
- 63 % (77/123) sont EN COURS

Les progrès sont classés comme « Atteints » ou « En cours ». Le statut « En cours » correspond aux indicateurs associés aux activités qui sont en cours ou terminées, ou encore qui n'ont pas été réalisées en 2024. Les raisons pour lesquelles les activités n'ont pas été menées à bien incluent des retards dans la mise en œuvre, un manque de financement ou d'autres difficultés opérationnelles.

Les activités En cours devraient être terminées courant 2025.

Objectifs régionaux

Le Plan stratégique 2017-2026 approuvé par le PROE comporte quatre objectifs régionaux. Chaque objectif énonce plusieurs sous-objectifs stratégiques clés, ainsi que les résultats régionaux correspondants. Bien que chaque objectif ait une thématique spécifique, les quatre sont interdépendants et contribuent ensemble à la réalisation de la vision du PROE, à savoir « des communautés résilientes et durables dans la zone Pacifique ».

Pour l'**Objectif régional 1** : Les populations du Pacifique bénéficient d'une résilience renforcée face au changement climatique ; le renforcement des Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) dans la prévision météorologique, les systèmes d'alerte précoce, les projections à long terme et l'amélioration des services climatiques pour appuyer la prise de décision des Membres et la coordination via le Conseil météorologique du Pacifique constitue l'une des réalisations majeures.

Les travaux en cours incluent l'examen et l'élaboration de politiques, de lois et de plans stratégiques visant à renforcer la résilience climatique à Tuvalu, Nauru, Samoa et dans d'autres

pays du Pacifique, les activités de renforcement des capacités liées à la résilience climatique dans 21 pays et territoires du Pacifique, y compris le développement d'un plan de durabilité pour le renforcement des capacités à travers le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC), ainsi que la mise en œuvre de l'outil LEAP (Local Early Action Planning) pour des solutions de conservation communautaires visant à réduire la vulnérabilité humaine au changement climatique et à la pollution terrestre en Micronésie.

Pour l'**Objectif régional 2** : Les populations du Pacifique bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients ; l'impact socio-économique et écologique des espèces envahissantes sur les écosystèmes terrestres et aquatiques a été considérablement réduit grâce à la maîtrise et à l'éradication d'espèces prioritaires dans toute la région. Le Service d'appui régional à la gestion des espèces envahissantes (PRISMSS) a assisté dix-sept pays et territoires du Pacifique. Cela inclut le renforcement de la biosécurité et de la détection précoce

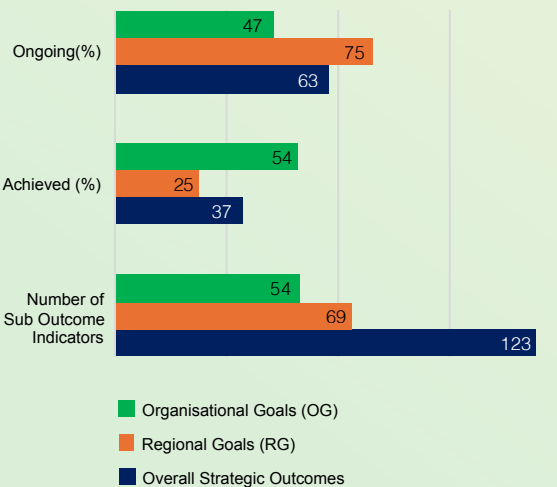


FIGURE 1
Réalisation des objectifs stratégiques
du plan PIP4 (2024-2025) : Globalement

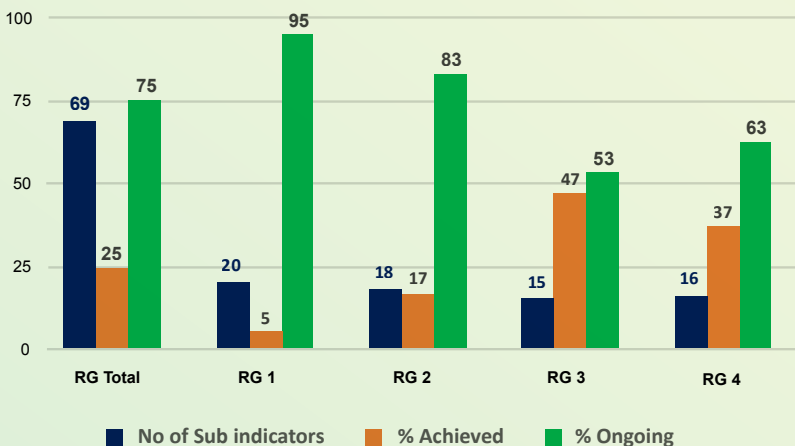


FIGURE 2 PIP4 (2024-2025)
Progrès accomplis en 2024 dans la réalisation
des résultats stratégiques du plan PIP4, selon les objectifs régionaux

avec réponse rapide, l'éradication complète des rats et autres ravageurs, ainsi que le développement d'ennemis naturels pour six plantes envahissantes d'importance régionale, entre autres.

Pour l'**Objectif régional 3** : Les populations du Pacifique bénéficient d'une meilleure gestion des déchets et d'un meilleur contrôle de la pollution ; parmi les réalisations clés figurent l'appui à 14 PEID du Pacifique pour leur participation active aux négociations mondiales visant à mettre fin à la pollution plastique, y compris en milieu marin, la mise en œuvre et le contrôle du règlement interdisant les plastiques à usage unique aux Îles Salomon, et l'élaboration de normes pour éliminer progressivement les plastiques à usage unique en collaboration avec l'Organisation du Pacifique Sud pour le tourisme, les acteurs du secteur touristique, le secteur privé, les gouvernements, la société civile et les partenaires au développement. La tenue de la Quatrième Table ronde pour un Pacifique plus propre (4CPRT) à Tuvalu a renforcé la coopération, la collaboration, la coordination et les partenariats régionaux entre les pays du Pacifique, les bailleurs de fonds et les partenaires au développement, et a permis de partager les meilleures pratiques pour améliorer la gestion des déchets et le contrôle de la pollution dans la région.

Dans le cadre de l'**Objectif régional 4** visant à garantir que les populations du Pacifique et leur environnement bénéficient d'un engagement et de meilleures pratiques de gouvernance environnementale, l'application des évaluations environnementales stratégiques (EES) a progressé dans plusieurs pays du Pacifique. Kiribati et les Îles Cook ont bénéficié d'ateliers de formation aux EES, organisés à partir des lignes directrices régionales du PROE, marquant une étape importante vers l'intégration des EES dans les cadres nationaux de planification. Le PROE a également renforcé son programme sur les systèmes d'information géographique (SIG) au bénéfice de tous les pays membres.

Le PROE a appuyé l'élaboration du quatrième compte rendu national sur l'état de l'environnement (SoE) de Samoa ainsi que le tout premier SoE du Vanuatu. Reconnaissant le rôle des juristes spécialisés en droit de l'environnement dans la mise en œuvre et l'application des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) afin de garantir le respect des engagements et de résoudre les litiges liés à la dégradation environnementale, le PROE, le PNUE et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ont conjointement coordonné un atelier pour des avocats de Fidji, Kiribati, Nioué, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Samoa, Tuvalu et Nauru.

Objectifs organisationnels

Le PROE a continué de renforcer ses capacités institutionnelles afin de mieux appuyer les Membres grâce à l'amélioration des systèmes et services informatiques, à une visibilité accrue et à un meilleur accès numérique à l'information et aux produits de connaissance pour le personnel. Ces efforts contribuent également à la diffusion efficace de messages environnementaux incitant à des comportements positifs dans toute la région.

La voix unique du Pacifique est restée forte et s'est fait entendre sur la scène mondiale lors de la COP 29 à Bakou, Azerbaïdjan.

Le Pavillon Moana Blue Pacific a renforcé l'unité du Pacifique en Azerbaïdjan, en accueillant plus de 80 événements parallèles et en servant de point d'ancrage à plus de 300 délégués du Pacifique. Le Bureau de la délégation du Pacifique, géré par le PROE en partenariat avec les gouvernements de Nouvelle-Zélande et d'Australie, a permis aux Îles du Pacifique de planifier, coordonner et se préparer aux négociations. L'équipe communication du PROE a diffusé plus de 105 contenus dans le monde dans le cadre de ses activités à la COP.

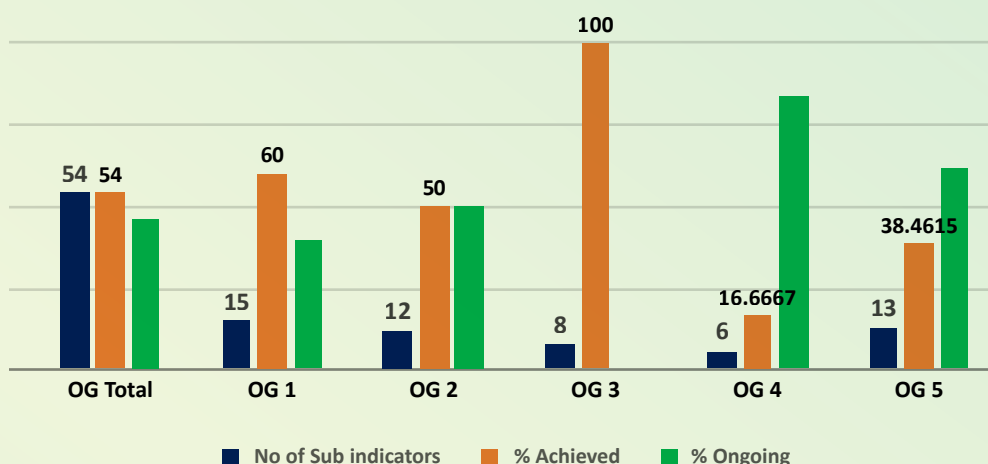


FIGURE 3 PIP4 (2024-2025)
 Progrès vers la réalisation des résultats stratégiques du PIP4 selon les objectifs organisationnels pour 2024

Les efforts se sont poursuivis pour garantir que le PROE dispose de processus multidisciplinaires efficaces et efficaces afin d'appuyer et d'éclairer la mise en œuvre des programmes, les politiques régionales et les stratégies, ainsi que l'accès au financement climatique pour les Membres du Pacifique, un enjeu toujours essentiel. Le nombre de projets approuvés est passé de 4 à 14, incluant des projets en phase de planification et d'autres déjà en cours de mise en œuvre, pour un financement total estimé à 273,5 millions USD.

Le PROE, en tant qu'entité accréditée auprès du Fonds vert pour le climat et du Fonds d'adaptation, a continué d'aider les pays Membres à améliorer leur accès aux financements climatiques pour mettre en œuvre leurs priorités nationales. L'appui fourni aux pays du Pacifique par l'unité de coordination des projets du PROE et par le CCR a inclus deux projets de grande envergure en cours (VanKIRAP et FSM AF), deux projets de PNA en cours (Nauru et Tuvalu), trois projets de préparation (RMI, Niue Readiness 2 et SI Readiness I) et deux projets de PNA en développement (États fédérés de Micronésie et Nioué).

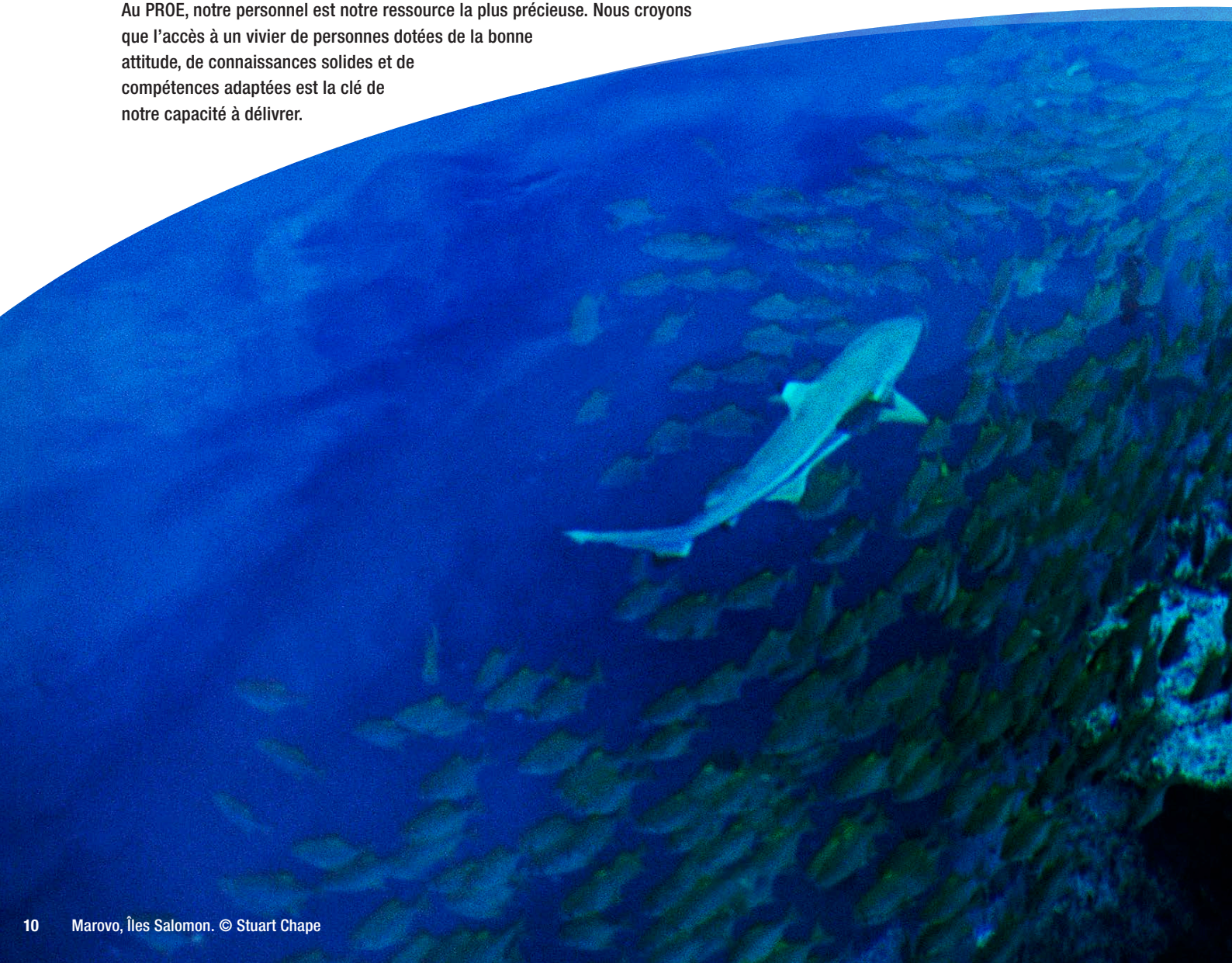
Le PROE a renforcé son engagement et ses partenariats stratégiques avec les gouvernements des Samoa américaines, de Nauru et du Vanuatu à travers la co-élaboration et la signature conjointe de cadres de partenariat stratégique pays et territoires (CTSPF).

Le PROE a continué de garantir une base de financement fiable et durable pour atteindre les résultats environnementaux au bénéfice de la région pacifique insulaire. Cela passe par des programmes et opérations conformes au budget approuvé, une supervision financière proactive, une mise en œuvre stratégique facilitée et un appui opérationnel efficace. Ce faisant, le PROE a continué de maintenir un budget équilibré et durable, ce qui a généré en fin d'année un excédent financier global de 660 824 USD. Les dépenses réelles totales ont dépassé les prévisions budgétaires, atteignant 44 millions USD contre 41 millions USD budgétés, principalement grâce à une exécution solide des Programmes, qui ont enregistré 37 millions USD de dépenses réelles contre 33 millions USD prévus.

Un jalon important en 2024 a été le maintien d'une forte dynamique dans la mise en œuvre des Programmes, avec une moyenne de réalisation globale de 112 % des cibles, deux programmes ayant largement dépassé leurs objectifs.

Le PROE a continué de diriger et de participer à des partenariats et collaborations productifs. Les partenariats se sont renforcés avec de nouvelles collaborations établies avec l'Agence d'investigation environnementale, l'Institut de recherche pour le développement (IRD), l'Office de la sécurité aérienne du Pacifique (PASO), l'Université Griffith, la Great Barrier Reef Foundation, le Fonds pour le financement des observations systématiques, The Nature Conservancy et l'Agence des pêches du Forum.

Au PROE, notre personnel est notre ressource la plus précieuse. Nous croyons que l'accès à un vivier de personnes dotées de la bonne attitude, de connaissances solides et de compétences adaptées est la clé de notre capacité à délivrer.



En 2024, le PROE a atteint un taux de rétention de 87 %, bien au-dessus de l'objectif de 70 %.

À mesure que le PROE continue d'évoluer, il est essentiel que nous acceptions le changement afin de nous réaligner sur nos objectifs stratégiques et de réaffirmer notre engagement en faveur d'une amélioration continue, à travers l'ensemble de l'organisation. Cela implique notamment de favoriser une culture d'entreprise dynamique et réactive, capable d'anticiper l'évolution des exigences de l'environnement mondial et régional, tant en ce qui concerne notre travail que nos collaborateurs et notre raison d'être.

Le renforcement institutionnel du PROE s'est poursuivi avec une restructuration et un réalignement stratégique, afin de garantir la pertinence, l'agilité et la résilience de nos activités.

La première politique de règlement des griefs du PROE a été approuvée après des consultations approfondies avec le personnel et la participation d'un consultant externe indépendant et de la direction, et avec les conseils de groupes de travail internes composés de membres du personnel.

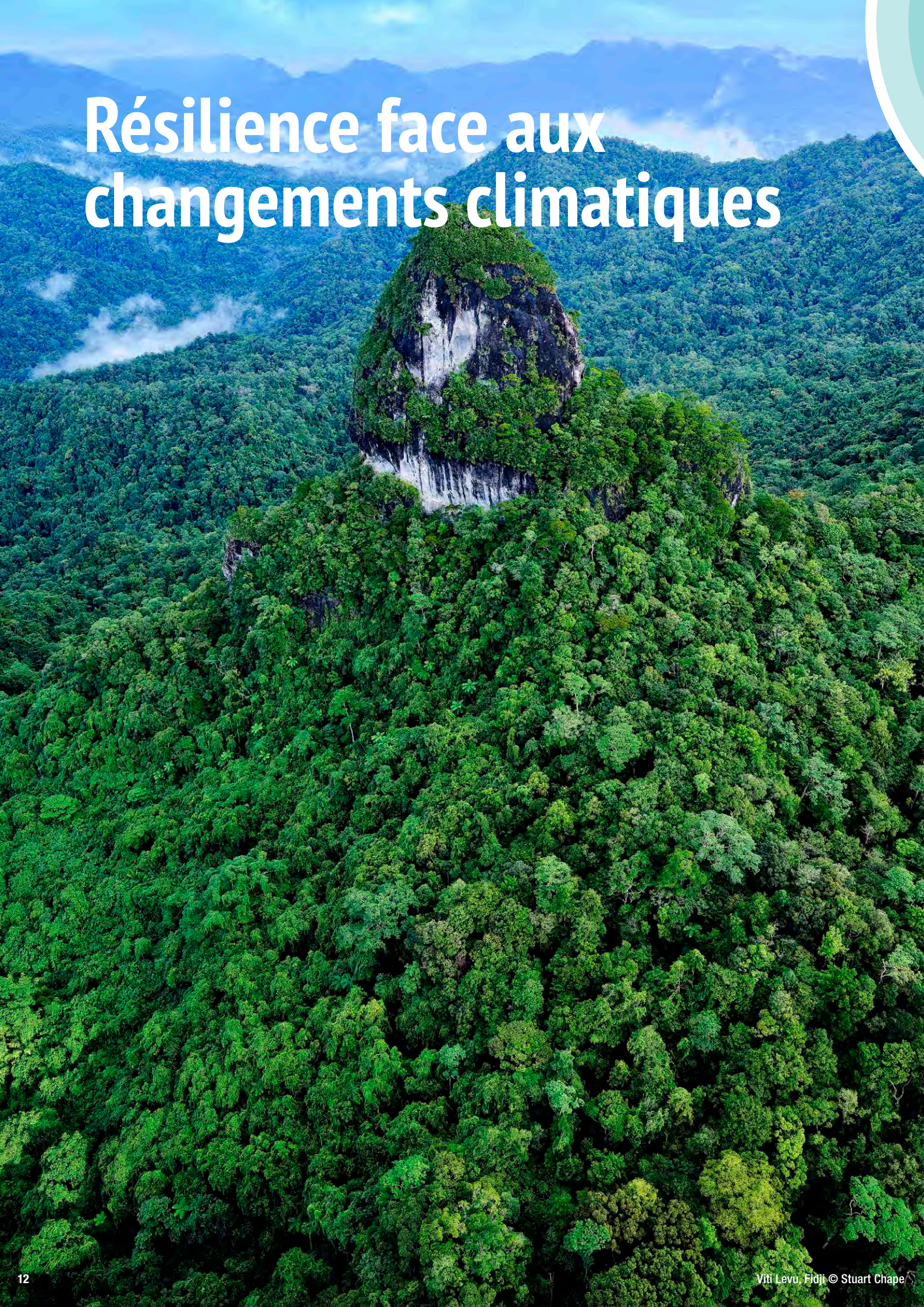
Nous avons continué à promouvoir des améliorations du milieu de travail et à soutenir notre personnel à travers les initiatives de la Stratégie pour le personnel ; parmi les principaux progrès concernant les conditions de travail, en attendant les résultats de l'examen des rémunérations, figurent les éléments suivants :

- Prime de rendement de 3 % versée à l'ensemble du personnel.
- Octroi d'une allocation de gratification à l'ensemble des EPAI nationaux (Employés du Programme et des Activités Internes).
- Octroi d'une indemnité de résidence au personnel EPAI basé aux Îles Fidji.
- Renouvellement de l'assurance médicale avec des conditions générales supplémentaires et améliorées et une couverture accrue en cas d'évacuation médicale à l'étranger.

Conformément à l'engagement du PROE en faveur de la création d'un environnement de travail stimulant et propice à l'épanouissement, une série d'activités ont été mises en œuvre pour promouvoir la diversité, l'inclusion et le bien-être au travail. Parmi celles-ci, citons la fête de rentrée au début de l'année, la célébration de Pâques sur les différents sites, l'opération « Gift of Time » (Don de temps) pour la fête des mères, le mois rose en collaboration avec l'équipe chargée de l'égalité femmes-hommes, de l'inclusion et de l'intégration (GEIM, Gender Equity, Inclusion and Mainstreaming), la Journée internationale des femmes, le voyage au pôle Nord, ainsi que diverses initiatives en matière de santé et de bien-être.

Alors que nous poursuivons notre parcours, nous restons guidés par nos objectifs régionaux et organisationnels stratégiques, et nous nous efforçons de consolider et d'intensifier nos efforts pour garantir la fourniture de services à fort impact au bénéfice de la région et des communautés du Pacifique.

Résilience face aux changements climatiques



OBJECTIF RÉGIONAL 1

Les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques.

OBJECTIF 1.1

Renforcer la capacité des Membres des îles du Pacifique à diriger, hiérarchiser et gérer l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation et la réduction des risques de catastrophe pour atteindre leurs objectifs nationaux en matière d'environnement et de développement, et leurs obligations volontaires et légales en vertu des accords régionaux et internationaux.

Table ronde sur le changement climatique dans le Pacifique 2024

La Table ronde sur le changement climatique dans le Pacifique (PCCR) s'est à nouveau tenue pour la première fois depuis sept ans afin de fournir aux membres une plateforme destinée à promouvoir l'avancement de leurs priorités nationales en matière de lutte contre le changement climatique.

La PCCR se tiendra désormais tous les deux ans afin de renforcer la collaboration régionale autour des priorités du Pacifique en matière de changement climatique et de faciliter l'accès aux financements efficaces nécessaires à leur mise en œuvre. L'événement a réuni 19 membres du PROE, ainsi que le Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique (PIFS) et la Communauté du Pacifique (CPS). En outre, 16 partenaires et bailleurs ont pris part au segment Dialogue avec les partenaires de la PCCR. Cette réunion a été rendue possible grâce à l'appui du gouvernement néo-zélandais, par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères et du Commerce.



Samoa œuvre à la réalisation des objectifs de ses CDN

Samoa a mis en œuvre une série d'activités agroforestières conformément à ses engagements au titre de sa Contribution déterminée au niveau national (CDN). Les objectifs des CDN prévoient d'étendre les zones d'agroforesterie de 5 % supplémentaires des terres agricoles d'ici 2030 par rapport à 2018, afin de renforcer la résilience climatique et de promouvoir des pratiques agricoles durables. Grâce au NDC Hub, le PROE a permis à Samoa de mettre en œuvre l'une de ses priorités en matière de CDN dans le secteur Agriculture, foresterie et autres utilisations des terres (Fonds pour l'adaptation), qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 26 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2007. Ce travail a été rendu possible grâce à un partenariat entre le gouvernement samoan et le NDC Hub du PROE.

Préparation pour la COP29

Une réunion ministérielle de haut niveau a été organisée par le PROE en amont de la vingt-neuvième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC – COP29). Cet appui aux ministres des petits États insulaires en développement du Pacifique (PEIDP) est essentiel pour renforcer la position stratégique du Pacifique et la coordination régionale lors de la COP29. Cette réunion a inclus le Dialogue ministériel des pays insulaires du Pacifique sur le changement climatique (« Talanoa ») avec les gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Cet appui a été consolidé par la réunion préparatoire à la COP29 des représentants des petits États insulaires en développement du Pacifique. Cet engagement aide « One Pacific » à se concentrer sur les thèmes prioritaires du Pacifique pour les négociations climatiques et à définir une orientation stratégique ainsi qu'une position régionale commune en amont de la COP29.

Les deux événements préparatoires ont réuni les petits États insulaires en développement du Pacifique ainsi que les agences membres du Conseil des organisations régionales du Pacifique, qui appuient le mécanisme One-CROP pour les négociations sur le changement climatique, sous la direction du PROE.

Les réunions ont été coordonnées par le PROE avec l'appui du gouvernement australien.





Pavillon Moana Blue Pacific à la COP29

Les voix des îles du Pacifique se sont exprimées lors de la COP29 au Pavillon Moana Blue Pacific à Bakou, en Azerbaïdjan, avec 77 événements organisés pour mettre en lumière les défis, les actions et le leadership du Pacifique face au changement climatique. Le Pavillon Moana Blue Pacific est un partenariat du Pacifique avec les gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, géré par le PROE.

Environ 40 000 délégués participant à la COP29 de la CCNUCC ont visité le Pavillon Moana Blue Pacific, qui a offert un aperçu des petits États insulaires en développement du Pacifique sur la scène mondiale, contribuant ainsi à amplifier la voix du Pacifique en marge des négociations climatiques.

Sur les 77 événements organisés au Pavillon Moana Blue Pacific, 28 étaient de haut niveau et ont réuni des dirigeants du Pacifique, des ministres et des chefs d'organisations. 406 intervenants ou participants ont pris part aux événements organisés au Pavillon Moana Blue Pacific.

Pour contribuer à faire entendre la voix du Pacifique lors de la COP29, plus de 110 contenus ont été élaborés par le PROE, comprenant des articles d'actualité, des tribunes et des publications sur les réseaux sociaux. Ces contenus, qui ont amplifié la voix du Pacifique dans notre lutte pour la survie face à la crise climatique, ont mis en avant les voix de présidents, de premiers ministres, de ministres, de responsables gouvernementaux, de responsables religieux, de membres des communautés et de jeunes. Ils ont également mis en avant des personnalités mondiales de premier plan impliquées dans le processus de la COP29.



Bureau de la délégation du Pacifique à la COP29

Lors de la COP29, le Bureau de la délégation du Pacifique, financé par le gouvernement néo-zélandais et géré par le PROE, a mis à disposition un espace dédié permettant la coordination interne de haut niveau, l'organisation de discussions bilatérales, de conférences de presse, d'interviews, de tables rondes, ainsi que la tenue de cérémonies de signature au plus haut niveau.

Le Bureau de la délégation du Pacifique a joué un rôle essentiel dans les discussions stratégiques de haut niveau à huis clos, en particulier celles impliquant l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ces réunions ont donné aux îles du Pacifique l'occasion d'aborder en toute confidentialité des enjeux majeurs, confirmant la confiance accordée au Bureau en tant qu'espace sûr et fiable pour la conduite de discussions bilatérales sensibles. Situé à proximité du bureau de la Nouvelle-Zélande, le Bureau de la délégation du Pacifique a vu son importance renforcée au sein de la COP29 grâce à son rôle de lieu privilégié pour ces discussions confidentielles.

Les délégués des îles du Pacifique ont exprimé une profonde reconnaissance pour le Bureau, qui leur a offert un environnement calme, sûr et privé pour leurs réunions de coordination. Il est devenu un espace essentiel pour les PEIDP, leur permettant de préparer stratégiquement les sessions de la COP29 et d'élaborer leurs plans de négociation.



Étude de faisabilité et conception d'un système d'assainissement domestique à double compartiment pour Nauru

Le système d'assainissement domestique à double compartiment approuvé par Nauru, à la suite du rapport d'étude de faisabilité, constitue le levier nécessaire pour protéger les ressources en eau douce du pays contre les fuites issues de l'assainissement domestique. Pour lutter contre la contamination des eaux souterraines, il est indispensable d'améliorer les infrastructures d'assainissement, car la pollution des nappes par les eaux usées peut entraîner de nombreux problèmes de santé, notamment un risque accru de maladies chroniques, de maladies hydriques comme le choléra et l'hépatite, ainsi que de troubles gastro-intestinaux tels que la diarrhée.

Grâce à la mise en œuvre du système d'assainissement écologique à double compartiment, une multitude de problèmes sociaux et sanitaires sont évités pour la population et le gouvernement de Nauru. L'étude de faisabilité et la conception du système d'assainissement à double chambre pour Nauru ont été financées par le NDC Hub du PROE et menées en partenariat avec le gouvernement de Nauru.

Création d'un référentiel de données sur les gaz à effet de serre pour Tuvalu

Avec l'appui du NDC Hub, Tuvalu a relevé le défi du stockage et de la gestion des données grâce à la création d'un référentiel de données sur les gaz à effet de serre. Cela permet aux données de rester à jour et accessibles à toutes les parties prenantes, afin de faciliter l'élaboration des rapports nationaux destinés aux différents accords multilatéraux sur l'environnement (AME) auxquels Tuvalu est partie.

Cette mesure a été prise en collaboration avec le gouvernement de Tuvalu et le PROE NDC Hub, qui en a assuré l'appui financier.



Refonte du Portail du changement climatique du Pacifique

Le Portail pacifique sur le changement climatique (PCCP) a été rénové et relancé en 2024, puis présenté lors de la Table ronde pacifique sur le changement climatique. Distribué via le Pacific Climate Change Centre, le PCCP continue de fonctionner comme une plateforme de transfert de connaissances de pointe, conçue pour fournir des informations accessibles, des outils d'aide à la décision et des ressources. Il permet aux îles du Pacifique de prendre des décisions éclairées et adaptées au changement climatique.

Programme d'efficacité énergétique pour le secteur touristique de Samoa

À la réouverture des frontières de Samoa après la COVID-19, l'occasion s'est présentée de permettre au secteur touristique d'identifier des moyens de réduire sa consommation d'énergie et d'économiser sur les coûts élevés de l'électricité. Grâce au NDC Hub du PROE, un appui a été apporté au gouvernement de Samoa pour mener les consultations nécessaires, les formations et le développement du Programme d'efficacité énergétique pour le secteur touristique à Samoa. Des mini-audits énergétiques ont également été réalisés afin de fournir aux prestataires d'hébergement les connaissances de base nécessaires lors de l'achat d'appareils électriques pour leurs activités.



REGIONAL
PACIFIC
NDC HUB



PACIFIC CLIMATE CHANGE PORTAL



OBJECTIF 1.2

Réduire au minimum les pressions multiples sur les écosystèmes fragilisés des îles du Pacifique en mettant en place des approches écosystémiques pour s'adapter aux changements climatiques, notamment des mesures de lutte contre l'acidification des océans et l'élévation du niveau de la mer, afin de préserver la biodiversité et d'apporter des services écosystémiques qui soutiennent les moyens d'existence et favorisent un développement durable.



Les États fédérés de Micronésie agissent face au changement climatique à travers un projet de planification nationale de l'adaptation

Le PROE, en tant que partenaire de mise en œuvre du projet de planification nationale de l'adaptation des États fédérés de Micronésie, a organisé un atelier de lancement et de planification de la mise en œuvre. Ce projet triennal, doté d'un budget de 3 millions de dollars, est financé par le Fonds vert pour le climat.

Plus de 30 représentants ont participé à l'atelier consacré au projet, qui appuiera les États fédérés de Micronésie à élaborer leur premier plan national d'adaptation et à mettre à jour les plans d'action conjoints sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe pour chacun de leurs quatre États, à travers des processus de planification de l'adaptation aux niveaux national et étatique. L'élaboration du PNA des États fédérés de Micronésie contribuera à honorer leurs engagements dans le cadre de l'Accord de Paris et constituera le principal plan stratégique pour mobiliser les ressources financières et l'appui technique indispensables à sa mise en œuvre.

Cette activité a été rendue possible grâce à un partenariat entre le gouvernement des États fédérés de Micronésie, les gouvernements des quatre États accueillant les coordinateurs régionaux du changement climatique, le GCF et le PROE.

Action du Pacifique pour renforcer la visibilité des données sur la santé et les impacts climatiques (PAVE-Santé)

Les États fédérés de Micronésie, Kiribati, Samoa et les Îles Salomon ont lancé en 2024 un projet de 4,8 millions de dollars australiens intitulé PAVE – Santé (Action pacifique pour améliorer la visibilité des preuves sur les impacts du climat sur la santé), financé par le Wellcome Trust. Wellcome est une fondation caritative internationale basée au Royaume-Uni. Cette subvention marque la première fois que le Wellcome Trust finance l'accès au Pacifique. Le projet PAVE – Action pacifique pour améliorer la visibilité des preuves sur les impacts du climat sur la santé – est une proposition conjointe du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) et de l'Université de Melbourne. Cela reflète la collaboration entre le PROE PCCC et des instituts de recherche tels que l'Université de Melbourne, ainsi que leur engagement à élaborer conjointement une proposition collaborative.

L'objectif principal du projet est de renforcer les capacités locales pour évaluer les impacts du changement climatique sur la santé des communautés du Pacifique grâce à la recherche et aux connaissances locales, afin d'éclairer les interventions politiques pertinentes et de permettre aux communautés du Pacifique d'accéder à un financement climatique accru. Le financement des activités en cours du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) est actuellement assuré par les gouvernements australien et néo-zélandais.

Quatrième Conférence pacifique sur le changement climatique tenue à Samoa

4^e Conférence sur le changement climatique dans le Pacifique : « Notre océan, notre maison : Résilience climatique pour un Pacifique bleu » a rassemblé plus de 300 universitaires, chercheurs, scientifiques, étudiants, acteurs de la société civile, décideurs, ainsi que des représentants du monde artistique, religieux et communautaire, issus de toute la région et au-delà, afin d'examiner les enjeux contemporains et les défis auxquels le Pacifique est confronté du fait du réchauffement planétaire et des événements climatiques. Un partenariat entre l'Université nationale de Singapour, l'Université Victoria de Wellington et le PROE, dans le cadre du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC), a abouti à la publication de 105 résumés sur les thèmes abordés lors de la POPCCC4.

La POPCCC4 a été soutenue par le PROE PCCC, l'UNS, l'Université Victoria de Wellington, la Banque asiatique de développement ainsi que par les gouvernements australien et néo-zélandais. La prochaine POPCCC sera organisée par l'Université nationale des Îles Salomon à Honiara, aux Îles Salomon, en 2026.



Septième Conseil météorologique du Pacifique tenu au Vanuatu

Le gouvernement du Vanuatu, en partenariat avec le PROE et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a accueilli la septième réunion du Conseil météorologique du Pacifique (PMC-7) à Port-Vila, au Vanuatu.

Le PMC-7 a renforcé la voix collective du Pacifique en matière de résilience climatique et face aux catastrophes en alignant ses efforts sur la Stratégie 2050 pour un continent pacifique bleu et en mettant à jour la Feuille de route pacifique pour le renforcement des services climatiques (2024–2033), afin d'orienter les actions régionales pour la prochaine décennie.

Le PMC-7 a poursuivi le renforcement direct des capacités techniques et l'amélioration de l'efficacité des services climatiques et météorologiques destinés aux décideurs, tout en favorisant l'unité du Pacifique en matière de résilience climatique et de préparation aux catastrophes. La réunion a permis de renforcer la coopération régionale dans le Pacifique, de mobiliser des financements et des partenariats, de développer les capacités et l'inclusion, et d'offrir à la région une voix collective plus affirmée à l'approche des grandes négociations mondiales sur le climat et les catastrophes, telles que la COP29.

Dans l'ensemble, le PMC-7 a continué à donner aux services météorologiques et hydrologiques nationaux les moyens de fournir des prévisions fiables, des informations utiles pour la planification à long terme, des services climatiques renforcés et des données fiables et exploitables pour la prise de décision.

Le PMC-7 a également été l'occasion d'organiser une série de réunions avant l'événement :

- Atelier « Femmes et leadership » – OMM
- Formation Media Mana – OMM et du PROE
- Réunions du panel du Conseil météorologique du Pacifique – OMM et PROE
- Formation sur les stations météorologiques automatiques imprimées en 3D – Administration nationale océanique et atmosphérique (NOAA) et PROE
- Première réunion du Comité de pilotage Weather Ready Pacific du PROE

OBJECTIF 1.3

Renforcer les capacités des services météorologiques et hydrologiques nationaux en matière de prévisions météorologiques, de systèmes d'alerte précoce, de projections à long terme et de services climatiques améliorés afin de soutenir la prise de décision et la coordination des Membres par l'intermédiaire du Conseil météorologique du Pacifique

Le PMC-7 a été rendu possible grâce à l'appui des services météorologiques et hydrologiques nationaux de l'ensemble de la région Pacifique, ainsi qu'à la collaboration, au généreux appui, à la coordination et à l'aide financière du gouvernement du Vanuatu, du gouvernement australien, du gouvernement néo-zélandais, du projet VanKIRAP financé par le FVC, du projet Intra-ACP Climate Services and Related Application (ClimSA), du projet Climate Risk Early Warning Systems (CREWS) Pacific SIDS 2.0, du PNUE, du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), de la CPS, de l'OMM, du gouvernement irlandais, de la BAD, du réseau Varysian, de l'Agence des États-Unis pour le développement international et de la NOAA.



Lancement par le Vanuatu de l'Atlas climatique et des cartes associées

Le Département de météorologie et des risques géologiques du Vanuatu, avec l'appui du projet VanKIRAP (Services d'information climatique pour une planification du développement résiliente au Vanuatu), a lancé l'Atlas climatique et les cartes. Cela contribue de façon significative à l'objectif du Conseil météorologique du Pacifique, qui vise à améliorer les services météorologiques nationaux en renforçant les connaissances climatiques, les systèmes d'alerte précoce et l'appui à la décision dans des secteurs ciblés.

L'Atlas climatique transforme le Service météorologique et de géorisques du Vanuatu, qui évolue d'un simple fournisseur de données vers un centre d'appui à la décision, intégrant ainsi les informations climatiques dans la planification nationale. Son succès met en évidence le rôle essentiel des services d'information climatique localisés et de l'intégration multisectorielle dans le renforcement de la résilience régionale.

L'Atlas climatique a été rendu possible grâce à un partenariat entre le PROE, le gouvernement du Vanuatu, le FVC et l'Institut national de recherche sur l'eau et l'atmosphère (NIWA).





Réunion inaugurale du comité directeur de Weather Ready Pacific

Le programme d'investissement décennal Weather Ready Pacific (WRP) a marqué une étape importante en organisant sa première réunion du comité directeur au Vanuatu, rassemblant les membres du PMC, les partenaires au développement et les parties prenantes afin de finaliser son mandat et ses objectifs pour une mise en œuvre efficace. Il a également passé en revue les activités mises en œuvre lors de la phase de lancement, telles que la création de l'Unité de gestion du programme (PMU), le projet pilote de radar météorologique établi à Tonga et la formation des météorologues samoans.

La fonction principale du WRP est de renforcer les services météorologiques nationaux du Pacifique afin de fournir des prévisions et des systèmes d'alerte pour les événements météorologiques, hydrologiques et océaniques, améliorant ainsi la précision, la spécificité géographique et les délais d'anticipation, au bénéfice des communautés du Pacifique.

Les principaux domaines d'action de Weather Ready Pacific sont les suivants :

- KRA1 – Gestion et coordination
- KRA2 – Production de prévisions et d'alertes
- KRA3 – Communication et diffusion des prévisions et alertes
- KRA4 – Infrastructure
- KRA5 – Renforcement des capacités et formation

Lors de la réunion inaugurale du comité directeur du WRP, il a été confirmé que le financement initial principal du programme s'élevait à 30 millions de dollars australiens de la part du gouvernement australien et à 20 millions de dollars néo-zélandais de la part du gouvernement néo-zélandais, avec un appui à la coordination assuré par le gouvernement britannique. L'objectif de financement du WRP, fixé à 191 millions de dollars américains, a également été confirmé.



Le 15^e Forum des Organisations Communautaires du Pacifique (PICOF-15) met l'accent sur Égalité femmes-hommes, le handicap et l'inclusion sociale

Le 15^e Forum des Organisations Communautaires du Pacifique (PICOF-15) a offert aux services météorologiques nationaux de la région l'occasion de présenter et de discuter des prévisions climatiques saisonnières pour la fin de 2024 et le milieu de 2025, ainsi que de partager les perspectives océaniques et cycloniques tropicales. Le PICOF-15 revêtait une importance particulière puisqu'il s'est associé au Pacific Disability Forum afin de le renforcer, en organisant des ateliers permettant de transmettre les informations

essentielles aux personnes les plus vulnérables des communautés du Pacifique.

Le PICOF-15 est une plateforme dont la communauté météorologique se sert pour examiner la précision et les impacts des prévisions de l'année précédente et analyser les différents scénarios pour la saison à venir. Parmi les deux PICOF organisés chaque année, l'un en avril et l'autre en octobre, celui d'octobre présente un intérêt particulier en raison des prévisions sur les cyclones tropicaux publiées pour la saison cyclonique allant

de novembre à avril. Cela a permis à la communauté météorologique de discuter de la précision et des impacts des prévisions saisonnières publiées en avril 2024. La révision concerne la période d'avril à octobre 2024.

Le PICOF-15 a été un événement conjoint soutenu par le Programme intra-ACP sur les services climatiques et les applications connexes (Intra-ACP ClimSA) financé par l'UE, le PROE et le Programme de soutien au climat et aux océans dans le Pacifique (COSPPac), financé par l'aide australienne et néo-zélandaise.

OBJECTIF 1.4

Aider les États Membres insulaires du Pacifique à accéder aux financements liés aux changements climatiques et à les gérer, ainsi qu'à mettre en place leurs processus nationaux d'accréditation.

Renforcement des capacités de Nauru pour accéder au financement climatique

Le PROE a collaboré avec l'autorité nationale désignée de Nauru et le gouvernement de Nauru afin de finaliser une évaluation des capacités de gestion financière visant à renforcer son système, ses politiques et ses capacités en matière de gestion financière, afin de répondre aux normes requises par le FVC pour les entités directement accréditées.

La poursuite de la collaboration avec Nauru a permis d'élaborer deux concepts de projet à soumettre au FVC, dont l'un, identifié comme prioritaire par Nauru, est l'initiative « Higher Ground » (HGI). Il s'agit d'une initiative générationnelle menée par Nauru pour répondre aux impacts prévus du changement climatique, avec la note conceptuelle HGI soumise au FVC en 2024. Cette activité a été menée dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement de Nauru et le PROE, avec l'appui de KPMG Fidji et de l'université Monash.

Nauru met également en œuvre son PNA et a réalisé une évaluation complète de la vulnérabilité de tous les secteurs clés du pays afin d'éclairer le PNA et de définir les principales priorités d'adaptation au changement climatique en vue de l'accès au financement climatique.



Donner à Nioué les moyens d'accéder au financement climatique

La formation introductive sur le financement climatique, dispensée à Nioué par le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) dans le cadre de l'appui à la préparation au FVC, a servi de plateforme pour l'élaboration d'une proposition d'accès simplifié au FVC sur la sécurité alimentaire, actuellement en cours de préparation pour Nioué. La formation a donné lieu à une proposition qui adopte une approche transformatrice visant à investir et à mettre en place une sécurité alimentaire résiliente afin de garantir le bien-être socio-économique des communautés de Nioué.

La formation est le résultat d'un partenariat entre le PROE, par l'intermédiaire du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC), le gouvernement de Nioué, la Chambre de commerce de Nioué et le secteur privé. L'appui du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) est financé par l'appui des gouvernements australien et néo-zélandais.





Le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) organise une formation régionale sur le financement climatique

Le PROE, par l'intermédiaire du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC), a organisé six cours de formation régionaux

en 2024, auxquels ont participé environ 460 personnes issues des pays membres, afin d'améliorer l'accès des îles du Pacifique au financement climatique. Cette formation ciblée a constitué une intervention et une plateforme essentielles pour fournir aux participants de la région les connaissances et les compétences nécessaires pour gérer efficacement les financements du FVC. En approfondissant la compréhension, en encourageant la collaboration et en proposant des outils pratiques pour l'élaboration de projets, la formation a pour objectif de stimuler un changement transformateur dans les initiatives de résilience climatique des pays du Pacifique.

Parmi les partenaires ayant appuyé à la mise en œuvre de la formation figuraient le projet de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) pour des solutions innovantes en faveur de la résilience climatique dans le Pacifique (IS-PCCR), le Climate Finance Access Network du Rocky Mountain Institute, la Banque asiatique de développement, l'Institut asiatique de technologie (AIT RRC), l'Université nationale australienne, la VUW, le ministère de l'Agriculture et des Industries primaires de Nouvelle-Zélande, l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) ainsi que la CPS.

La République des Îles Marshall cherche à être accréditée par le FVC

En tant que partenaire de mise en œuvre du Fonds vert pour le climat, le PROE met en œuvre le projet GCF Readiness II de République des Îles Marshall, axé sur le renforcement des capacités de l'autorité nationale désignée (NDA) et des entités d'accès direct potentielles. Un des principaux résultats du projet consiste en une évaluation complète des capacités et des lacunes afin de lancer le processus d'accréditation auprès du FVC, une étape importante vers l'amélioration

de l'accès direct de la République des Îles Marshall au financement climatique afin de mettre en œuvre ses priorités nationales en matière de climat et de bâtir un avenir résilient. L'évaluation, qui s'est concentrée sur les systèmes fiduciaires et les garanties environnementales et sociales, a été menée en partenariat avec le gouvernement des Îles Marshall, le FVC et KPMG Fidji. Le projet a aussi amélioré la coordination institutionnelle et la gestion du financement climatique, surtout en

appuyant la NDA et le Comité Tile Til Eo (TTEC) à se préparer pour les processus d'évaluation des propositions du FVC. Il a permis au TTEC de se réunir plus régulièrement (tous les trimestres), le financement climatique étant désormais un point permanent à l'ordre du jour. L'équipe Readiness a activement appuyé la NDA dans la présentation de propositions de projets pour évaluation, examen ou délivrance d'une lettre de non-objection (NOL), et a fourni un appui

administratif au TTEC. Les réalisations supplémentaires comprennent une formation nationale sur le changement climatique organisée avec le College of the Marshall Islands, la création de la page de la Direction du changement climatique avec suivi du financement climatique dans le portail des données environnementales des Îles Marshall, ainsi que l'achèvement d'une évaluation des besoins en matière de préparation destinée à orienter les futurs programmes.

Promouvoir des solutions innovantes pour un Pacifique résilient avec le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC)



Le PROE, par l'intermédiaire du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC), en collaboration avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), a lancé en mars 2024 le projet « Solutions innovantes pour la résilience au changement climatique dans le Pacifique » (IS-PCCR). Ce projet a permis de dresser un inventaire complet des solutions innovantes adaptées au contexte particulier de la région Pacifique en matière de changement climatique. Un total de 150 solutions potentielles ont été identifiées et analysées. À l'issue d'un processus d'évaluation, 30 solutions ont été retenues.

En septembre 2024, la première formation dans le cadre du projet PCCC-IS-PCCR a été menée avec succès, réunissant 44 participants issus de 13 îles du Pacifique. La formation portait sur les fondamentaux du changement climatique et de ses impacts, ainsi que sur des solutions novatrices en matière de climat adaptées au contexte du Pacifique.

Une exposition innovante organisée par le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) a présenté des technologies et des solutions visant à lutter contre le changement climatique dans la région des îles du Pacifique. Cet événement hybride, organisé avec des pôles locaux à Samoa et à Kiribati, a réuni plus de 300 délégués – praticiens du climat, chercheurs et innovateurs – afin de présenter de nouvelles approches en matière de résilience climatique et de durabilité.

OBJECTIF 1.5

Aider les Membres des États insulaires du Pacifique à élaborer des réponses politiques aux problèmes de pertes et de dommages, ainsi qu'aux impacts des changements climatiques et à la mobilité de la population induite par les catastrophes.

Le projet de renforcement des capacités et des compétences en matière de pertes et préjudices a été approuvé par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande. Ce projet est financé par les 20 millions NZD annoncés par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande lors de la COP27 à Charm el-Cheikh, dont 6,3 millions NZD ont été attribués au PROE pour sa mise en œuvre.

Sur une période de deux ans, le projet sera mis en œuvre par le PROE aux Îles Cook, aux États fédérés de Micronésie, aux Îles Salomon, à Tonga et à Tokélaou.

Il s'agit du premier projet régional sur les pertes et préjudices mis en œuvre par le PROE, qui vise à renforcer la préparation des pays pour faire face aux pertes et préjudices et à améliorer leur accès au financement climatique. Les activités définies en collaboration avec les pays dans le cadre de ce projet répondent aux lacunes en matière de capacités et de compétences, et elles appuieront à la fois des actions régionales et des activités spécifiques pour les pays participants, en :

1. Renforçant la compréhension des pertes et préjudices économiques et non économiques grâce à un meilleur accès aux données et aux informations.
2. Améliorant les informations et la sensibilisation concernant les impacts disproportionnés des pertes et préjudices sur les groupes vulnérables.
3. Renforçant le partage régional d'informations et de connaissances sur les pertes et préjudices.
4. Faisant connaître les expériences du Pacifique en matière de pertes et préjudices, tant au sein de la région qu'au-delà ; et
5. Améliorant les opportunités d'accès au financement climatique lié aux pertes et préjudices, y compris le Fonds mondial pour la réponse aux pertes et préjudices.

Écosystèmes insulaires et océaniques

OBJECTIF RÉGIONAL 2

Les populations du
Pacifique bénéficient
d'écosystèmes insulaires
et océaniques sains et
résilients.

Le partenariat entre le PROE et la Great Barrier Reef Foundation débloque des promesses pour les récifs coralliens résilients

Un nouveau partenariat pour protéger les récifs coralliens du Pacifique a été signé lors de la cinquante-troisième réunion du Forum des dirigeants des îles du Pacifique à Tonga entre le PROE et la Great Barrier Reef Foundation.

En travaillant ensemble, ce partenariat mettra en œuvre le Plan d'action pour les récifs coralliens 2030 à travers le programme de la GBRF, l'Initiative Récifs résilients, et soutiendra l'Initiative pour débloquer la prospérité du Pacifique bleu. L'Initiative Récifs résilients, d'un montant de 15 millions de dollars australiens, est financée par la BHP Foundation et accélérera et amplifiera l'action locale pour protéger les récifs coralliens.

La signature historique du partenariat entre la GBRF et le PROE annonce un avenir résilient face à la triple crise planétaire. Cela signifie également le potentiel atteint grâce au soutien financier des fondations philanthropiques.

Ce partenariat canalise le soutien vers trois sites de démonstration en tant que Centres de résilience du Pacifique pour la mise en place de la résilience des récifs selon les meilleures pratiques. Il soutiendra également quatre accélérateurs de résilience du Pacifique comme moyen de confirmer le financement des projets de récifs coralliens des pays du Pacifique. Les accélérateurs seront la plateforme qui relie les projets en cours d'exécution pour mettre en œuvre le Plan d'action pour les récifs coralliens du Pacifique 2030 avec les donateurs.



Évaluation du carbone bleu pour renforcer la conservation aux Fidji

Une évaluation du carbone bleu pour mesurer les niveaux de stock et d'émissions de carbone pour les herbiers marins et les mangroves a débuté aux Fidji, aux Îles Salomon et à Vanuatu dans le cadre du projet de gestion et de conservation des écosystèmes de carbone bleu (MACBLUE). Le projet, qui comprend également une évaluation rapide de la biodiversité et des menaces, est la première évaluation à grande échelle du carbone bleu dans le Pacifique à appliquer une approche standardisée dans plusieurs pays.

Les données collectées aident les pays dans leurs inventaires de gaz à effet de serre, leurs rapports aux accords internationaux, en particulier l'Accord de Paris à travers les contributions déterminées au niveau national (CDN) et informent les politiques nationales pour la conservation et la gestion des écosystèmes de carbone bleu. Le projet MACBLUE est mis en œuvre conjointement par le PROE, la Communauté du Pacifique (SPC) et la Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ) en étroite coopération avec les quatre gouvernements partenaires, les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Vanuatu. Le projet est financé par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Sécurité nucléaire et de la Protection des consommateurs (BMUV) par l'intermédiaire de son Initiative internationale pour le climat (IKI).

OBJECTIF 2.1

Gérer et protéger efficacement les écosystèmes marins et côtiers ; atténuer les impacts des activités de pêche pour garantir la santé des populations d'espèces menacées et réduire les rejets de polluants marins qui augmentent les risques pour la santé humaine afin d'obtenir des océans sains et productifs soutenant la sécurité alimentaire et le développement durable.

La conservation des tortues est en cours à Vanuatu

Des consultations communautaires ont également été menées à Malekula à Bamboo Bay et à Wiawi par l'initiative BIEM et Wan Smolbag pour examiner les projets de plans de gestion communautaire des sites de nidification des tortues et lancer la signalisation de conservation des tortues. Les deux communautés ont dirigé l'élaboration des projets de plans de gestion pour soutenir les activités de conservation par les observateurs communautaires de tortues et la conception conjointe de la signalisation communautaire avec des informations essentielles en bislama et dans les langues locales sur les cycles de nidification des tortues.



Edgar Hinge (Matasangvulu) de l'Île Pentecost crée un 'Bwatu Uliuli' (un dessin traditionnel dans le sable). © SPREP/Kuautonga N./Hinge E.

Les provinces se réunissent à Fidji pour améliorer la gestion du bassin versant de Beqa-Navua

Les provinces de Namosi, Serua et Rewa aux Fidji ont convenu d'une approche interprovinciale pour gérer les ressources naturelles du bassin versant de Navua et de la lagune de Beqa lors d'une réunion de près de 50 représentants des trois provinces. C'est là que les résultats d'une série d'enquêtes et de rapports d'évaluation documentant l'état et les valeurs des ressources naturelles, les moyens de subsistance des communautés et les options pour s'adapter de manière durable aux impacts du changement climatique ont été partagés.

La zone du bassin versant de Beqa-Navua englobe les trois provinces de Namosi, Serua et Rewa. Les écosystèmes naturels fournissent des services importants tels que l'eau douce, l'air pur, les sols fertiles, les plantes médicinales et la nourriture aux 15 000 personnes qui vivent dans la région et à d'autres qui dépendent d'activités telles que le tourisme, l'agriculture et la pêche pour leurs moyens de subsistance. La lagune de Beqa est depuis longtemps un site de plongée avec les requins de renommée mondiale, tandis que la rivière Upper Navua est un site Ramsar désigné de zones humides et une attraction touristique.

Le développement d'un plan de gestion intégrée de l'écosystème pour le bassin de Beqa-Navua s'inscrit dans le cadre de l'Initiative de gestion intégrée des écosystèmes et des prises accessoires (BIEM) dirigée par le gouvernement des Fidji et le PROE.

Les communautés côtières et le gouvernement de Vanuatu soutiennent les projets d'écosystèmes de la crête au récif et de prises accessoires de la pêche soutenus par l'initiative BIEM

Dix-huit activités de l'Initiative de gestion intégrée des écosystèmes et des prises accessoires (BIEM) à Vanuatu ont été examinées lors du comité directeur multipartite du projet de l'initiative BIEM.

Les activités de l'initiative BIEM à Vanuatu comprennent

des évaluations de la biodiversité marine, la cartographie de la résilience des écosystèmes et socio-économique, le renforcement de la capacité d'application des pêches communautaires côtières et l'élaboration de plans de gestion communautaire de la ponte

des tortues et le lancement de la signalisation.

Le Comité directeur de l'initiative BIEM comprend des agences gouvernementales de Vanuatu, des organisations non gouvernementales et le PROE. Il comprend le Département du changement climatique, le

Département de la protection et de la conservation de l'environnement (DEPC), le Département des forêts, le Centre culturel de Vanuatu, le Département des pêches de Vanuatu (VFD) et le Bureau des affaires océaniques de Vanuatu.

L'initiative BIEM, dans le cadre du programme PEUMP, s'efforce de garantir que les activités et les résultats des projets contribuent aux objectifs nationaux et répondent aux besoins des communautés côtières du Pacifique. Ce programme de sept ans est financé par l'Union européenne (35 millions d'EUR) et le gouvernement de la Suède (10 millions d'EUR). Le programme fournit une assistance directe aux organisations régionales pour soutenir les activités aux niveaux régional et national dans le Pacifique.

L'atelier du PROE approfondit la compréhension du potentiel de la Nature pour réaliser un développement durable

Comprendre la convergence des solutions basées sur la Nature (NbS) et des projets d'adaptation basés sur les écosystèmes (EbA) et la meilleure façon de les appliquer pour soutenir le développement durable était au cœur d'un atelier aux Fidji.

Un des résultats de l'atelier a été l'indication d'intérêt de la part du Conseil des Terres i-Taukei (TLTB) pour intégrer les NbS dans sa nouvelle politique environnementale. Les participants ont fourni des contributions à cette proposition et ont discuté de la nécessité de s'attaquer aux approches cloisonnées du développement des politiques et de la mise en œuvre de la législation existante. La nécessité de travailler avec et de comprendre les secteurs en dehors des secteurs traditionnels de la conservation a été soulignée comme essentielle pour attirer l'intérêt des investisseurs et un financement à grande échelle pour les NbS.

L'atelier était une collaboration entre l'initiative BIEM du PROE, qui est un composant du programme de partenariat maritime Pacifique-Union européenne (PEUMP) financé par l'Union européenne et le gouvernement de la Suède ; le projet multi-partenaire PPIN (PROE, Communauté du Pacifique de l'UICN, GGGI), financé par le NZMFAT, et le projet d'adaptation des écosystèmes du Pacifique aux changements climatiques (PEBACC+) phase 2.



La promotion des solutions basées sur la Nature des îles du Pacifique commence

Le projet de promotion des solutions basées sur la Nature des îles du Pacifique (PPIN), financé par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande, a commencé sa mise en œuvre. Le projet PPIN soutiendra l'élaboration de politiques et de législations pour les solutions basées sur la Nature et intégrera ces solutions

dans les cadres politiques et réglementaires régionaux et nationaux pour les secteurs clés aux Fidji, à Tonga et au Vanuatu. Le projet renforcera également la sensibilisation et les capacités régionales et nationales en matière de solutions basées sur la Nature grâce à des programmes ciblés de renforcement des capacités

pour ceux qui seront chargés de concevoir et de mettre en œuvre ces solutions.

Il est mis en œuvre conjointement par l'Union internationale pour la conservation de la Nature (UICN), la Communauté du Pacifique, l'Institut mondial pour la croissance verte et le PROE.

Exploiter les solutions naturelles pour réaliser un développement durable à Vanuatu

Plus de 40 participants à Vanuatu ont renforcé leurs connaissances sur la convergence des solutions basées sur la nature et des approches d'adaptation basées sur les écosystèmes pour permettre des avantages environnementaux et socio-économiques positifs et durables pour les communautés locales lors d'un atelier.

Des représentants des ministères du gouvernement de Vanuatu, d'organisations

non gouvernementales, de gestionnaires de projets nationaux et d'institutions académiques, ainsi que des agences régionales et internationales, ont collaboré pour examiner les outils NbS et EbA dans le contexte du Vanuatu.

Les participants à l'atelier ont appliqué les outils à une série de projets nationaux et provinciaux existants afin de renforcer les résultats en matière de développement durable et de protection de

la biodiversité, et d'améliorer la résilience et la capacité d'adaptation au changement climatique et aux catastrophes naturelles.

L'atelier était une collaboration entre l'initiative BIEM du PROE, qui fait partie du programme de partenariat UE-Pacifique pour la mer (PEUMP) financé par l'Union européenne et le gouvernement de la Suède, le projet multi-partenaire PPIN (PROE, Communauté du Pacifique de l'UICN, GGGI) financé par le MFAT de la

Nouvelle-Zélande, et le projet PEBACC+ mis en œuvre par le PROE avec le financement de l'Initiative Kiwa et du Fonds français pour l'environnement mondial.



Les Samoa intensifient la surveillance des récifs coralliens

Les Samoa conçoivent un programme national intégré de surveillance des récifs coralliens afin de mieux informer la gestion des récifs coralliens des Samoa et des pêcheries associées. Cela fait suite à trois ateliers organisés aux Samoa en 2024, qui ont rassemblé différents secteurs pour travailler à la protection des récifs coralliens.

Faisant preuve de collaboration et de partenariat entre les secteurs, le gouvernement Samoan et les parties prenantes concernées impliquées dans la surveillance des récifs coralliens développent maintenant le programme ensemble pour mieux informer sur l'état et les tendances des récifs coralliens des Samoa.

L'atelier sur le programme de surveillance des Samoa a été facilité par l'Institut australien des sciences marines (AIMS) en partenariat avec le PROE. Il a également aidé à examiner les régimes de surveillance existants, à identifier les défis et les lacunes.



© Tracy Jennings, Ocean Image Bank

Intégrer les pratiques traditionnelles à la science moderne pour la gestion des récifs coralliens

La facilitation d'une participation accrue, inclusive et efficace de la surveillance des récifs coralliens et des connaissances traditionnelles pour éclairer la gestion des récifs coralliens dans tout le Pacifique a donné lieu à une série d'ateliers organisés aux Samoa et en Australie par l'AIMS en partenariat avec le PROE.

S'appuyant sur la richesse des connaissances traditionnelles et des connaissances locales en matière de gestion des ressources en Australie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Samoa, les participants comprenaient le gouvernement et la communauté samoanes, la Gidarjil Development Corporation d'Australie, les Sea Women of Melanesia (SWoM) de Papouasie-Nouvelle-Guinée et Conservation International – Samoa.

Cela aidera à informer la cogestion adaptative des écosystèmes de récifs coralliens dans un avenir marqué par l'accélération des impacts du changement climatique.

Le programme s'inscrit dans le cadre d'un investissement de quatre ans de l'AIMS et du gouvernement australien visant à renforcer les capacités de surveillance des récifs coralliens dans le Pacifique en élargissant l'utilisation de ReefCloud pour soutenir le Plan d'action pour les récifs coralliens du Pacifique. Il est également soutenu par le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN) et la Fondation Accenture.

Analyse et cartographie des écosystèmes et de la résilience socio-économique aux Îles Salomon

Huit communautés de la province centrale des Îles Salomon ont participé à l'évaluation de « Analyse et cartographie des écosystèmes et de la résilience socio-économique » (ESRAM) afin de renforcer la protection des écosystèmes côtiers clés qui soutiennent les moyens de subsistance et le bien-être de plus de 30 000 personnes dans la province des îles centrales des Îles Salomon.

La nouvelle évaluation informera la conception et la mise en œuvre de plans de conservation et de développement intégrés des zones côtières, marines et insulaires pour la province et aidera à la gestion durable des pêcheries locales.

Cela a été réalisé dans le cadre du programme Pacific BioScapes, une action financée par l'Union européenne (UE), gérée et mise en œuvre par le PROE. Cette activité du programme dans les Îles Salomon est mise en œuvre par le gouvernement des Îles Salomon avec le soutien de la Wildlife Conservation Society.

Trois communautés du sud de Malaita, Tapa'atewa, Eliote et Ori Ore, ont également mené une étude ESRAM dans le cadre du projet d'adaptation écosystémique au changement climatique dans le Pacifique (PEBACC+), financé par l'Initiative Kiwa et le Fonds français pour l'environnement mondial. L'ESRAM a fourni un modèle pour montrer comment les communautés du sud de Malaita peuvent exploiter leurs écosystèmes naturels pour renforcer leur résilience face au changement climatique.

Les pays du Pacifique se sont réunis pour aligner les Objectifs nationaux en matière de biodiversité sur le Cadre mondial de la biodiversité

Les îles du Pacifique ont travaillé à l'alignement de leurs Objectifs nationaux en matière de biodiversité sur le Cadre mondial de la biodiversité en 2024. L'accord historique qui établit un programme ambitieux en vue de la vision de vivre en harmonie avec la nature, le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, a été adopté lors de la 15e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB COP15) en décembre 2023.

Une série de dialogues régionaux et sous-régionaux a été organisée pour faciliter le partage d'expériences et l'apprentissage mutuel en ce qui concerne la mise à jour et la révision des Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP), y compris les objectifs nationaux, afin de s'aligner sur le Cadre mondial de la biodiversité, notamment dans le Pacifique.

Le secrétariat de la CDB s'est associé au PROE, au gouvernement des Fidji, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour organiser le dialogue sous-régional sur les NBSAP pour les pays du Pacifique aux Fidji. Cela a été suivi d'un atelier sur l'objectif 3 du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et de l'atelier technique du PNUE sur le projet d'appui à l'action précoce du Fonds pour l'environnement mondial.

Les membres du PROE participants comprenaient l'Australie, les Îles Cook, les États fédérés de Micronésie, les Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Palau, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des Îles Marshall, les Samoa, les Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

OBJECTIF 2.2

Soutenir la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes marins, côtiers et terrestres et de la biodiversité, conformément aux engagements régionaux et internationaux.

Amplifier la voix du Pacifique à la COP16 de la CDB en Colombie

Quatorze pays insulaires du Pacifique se sont réunis en Colombie pour plaider en faveur de la mise en œuvre du Cadre mondial sur la biodiversité convenu afin de relever les défis auxquels la région du Pacifique est confrontée en matière de conservation et de gestion de la nature.

La seizième réunion de la Conférence des Parties (COP16) à la Convention sur la diversité biologique (CDB COP16) a été officiellement ouverte en présence des parties à la Convention, des représentants gouvernementaux, du secteur privé, de la société civile, des universitaires et des jeunes sous le thème « Paix avec la nature ».

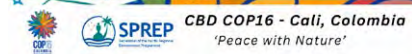
Auparavant, les pays insulaires du Pacifique qui sont parties à la Convention se sont réunis à Samoa pour une Réunion préparatoire du Pacifique afin de définir une stratégie et de préparer La voix du Pacifique pour les négociations en vue de la protection et de la conservation de la biodiversité.

La COP16 était la première COP sur la biodiversité depuis l'adoption du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (GBF). La conférence a fixé des jalons clés pour la mise en œuvre des objectifs du GBF et des 23 cibles pour 2030.

Elle s'est conclue sur l'accord des pays pour un rôle élargi des peuples autochtones et des communautés locales dans la protection de la biodiversité. Les délégués ont également fait le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du FBG, pour lequel 119 pays ont à ce jour soumis des objectifs nationaux en matière de biodiversité, dont 44 pays ont soumis des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité.

La COP 16 de la CDB s'est terminée avec des plans pour reprendre en 2025.

Liste des États ayant participé : Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République des Îles Marshall, Samoa, Îles Salomon, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.



Un Pacifique – Un peuple, Un océan à la COP 16 de la CDB

Un événement spécial du Pacifique organisé en marge de la COP 16 de la CDB a contribué à amplifier les initiatives innovantes de conservation du Pacifique visant à mettre fin à la perte de biodiversité dans la région. Organisé par le PROE, l'événement a permis de faire entendre la voix des jeunes du Pacifique avec un appel à des initiatives soutenant l'implication des jeunes dans les projets de biodiversité, les Samoa et son travail d'intégration des connaissances écologiques traditionnelles avec les pratiques de conservation modernes et le Vanuatu ont présenté leurs efforts en matière de gestion et de surveillance communautaires.

L'événement a mis en lumière des réussites et a favorisé la collaboration entre les participants, renforçant le message selon lequel des efforts unis sont essentiels pour protéger les écosystèmes diversifiés du Pacifique pour les générations futures.



Initiatives de développement durable pour protéger les écosystèmes et le patrimoine culturel

Les directives pour une observation responsable de la faune marine ont été lancées en 2024 pour soutenir le tourisme durable dans le Pacifique. Les directives protègent les récifs coralliens, les baleines, les dauphins, les dugongs, les requins, les raies, les tortues et les oiseaux de mer, en établissant des pratiques responsables pour les activités touristiques.

Le tourisme joue un rôle crucial dans le développement des pays insulaires du Pacifique et est un moteur majeur de la croissance économique et de l'emploi. Sensibiliser les touristes aux espèces et habitats marins peut aider à atténuer les conséquences négatives possibles des interactions humaines avec la faune. Le tourisme peut également offrir des expériences éducatives qui motivent les touristes, favorisent la durabilité environnementale et incitent à un changement de comportement et sociétal généralisé.

Les directives ont été lancées lors de la troisième réunion du Conseil des ministres du tourisme aux Fidji. Elles ont été élaborées dans le cadre du programme Pacific BioScapes, une action financée par l'Union européenne (UE), gérée et mise en œuvre par le PROE, en partenariat avec l'Organisation du tourisme du Pacifique (SPTO).



Soutenir les stratégies nationales de lutte contre le changement climatique en Nouvelle-Calédonie

Le projet PEBACC+, financé par l'initiative Kiwa et le Fonds français pour l'environnement mondial, continue de faire des progrès significatifs dans l'intégration de l'adaptation écosystémique (EbA) et des solutions basées sur la nature (NbS) dans les cadres de développement nationaux et infranationaux dans les pays cibles.

En Nouvelle-Calédonie, le projet a activement contribué à la conception de la stratégie d'adaptation au changement climatique de la Nouvelle-Calédonie et de la contribution déterminée au niveau national (CDN) mise à jour du pays dans le cadre de l'accord de Paris. Ces documents stratégiques mettent désormais davantage l'accent sur le rôle des solutions basées sur la nature en tant que composantes essentielles pour atteindre la résilience climatique et les résultats en matière de développement durable.

OBJECTIF 2.3
Prévenir l'extinction
des espèces menacées
et renforcer les mesures
visant à maintenir
leur état de
conservation.

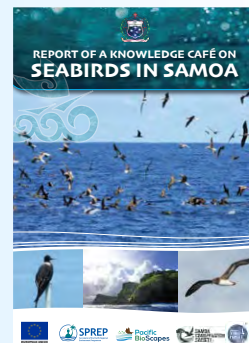
Les oiseaux marins des Samoa au cœur d'un échange de connaissances

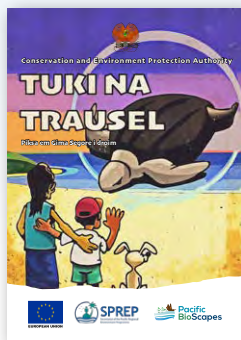
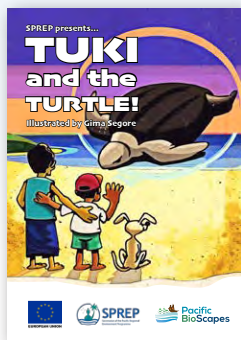
L'importance des oiseaux de mer pour le patrimoine culturel et l'écosystème unique des Samoa a été particulièrement soulignée lors d'un café des connaissances organisé par le PROE en collaboration avec le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement (MNRE), la Samoa Conservation Society (SCS) et le Northern New Zealand Seabird Trust de Nouvelle-Zélande.

Organisé aux Samoa, le café des connaissances a facilité le partage et la documentation des connaissances et des expériences scientifiques, ainsi que des connaissances traditionnelles des membres de la communauté samoane, afin de mieux comprendre les oiseaux de mer et leur écologie aux Samoa. Cela a contribué à soutenir les futures enquêtes et à améliorer les programmes de sensibilisation et de conservation des oiseaux de mer.

Un aperçu des oiseaux de mer existants aux Samoa, de leurs habitats et de leurs lieux de nidification habituels a été fourni. Des études menées par le Ministère, la SCS et le PROE en mer et sur terre pour enquêter sur la diversité et les populations d'oiseaux de mer aux Samoa ont également été présentées.

Le café des connaissances a été rendu possible grâce au soutien du Programme BioScapes du Pacifique de l'Union européenne (UE).





Protection des tortues marines en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Une campagne de sensibilisation du public à la nécessité de protéger les tortues marines en Papouasie-Nouvelle-Guinée est en cours. L'Autorité de conservation et de protection de l'environnement de Papouasie-Nouvelle-Guinée (CEPA) a lancé la campagne nationale dans les médias en 2024 avec des activités éducatives à Manus, dans la baie de Milne, dans les provinces occidentale et centrale, prévues pour 2025.

Dans le cadre de la campagne visant à réduire la surpêche de toutes les espèces de tortues marines en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à sensibiliser à la législation nationale existante qui protège les tortues luths menacées, une bande dessinée éducative a été publiée.

« Tuki et la tortue », la bande dessinée éducative avec du texte en Tok Pisin et des illustrations du célèbre illustrateur papou Gima Segore, a été largement distribuée, s'avérant d'une grande valeur dans les communautés rurales où l'accès aux médias numériques est limité.

La campagne est soutenue par le programme Pacific BioScapes, une action financée par l'Union européenne (UE), gérée et mise en œuvre par le PROE en partenariat avec le CEPA.



OBJECTIF 2.4
Réduire de manière significative l'impact socio-économique et écologique des espèces envahissantes sur les écosystèmes terrestres et aquatiques et contrôler ou éradiquer les espèces prioritaires.

Les Îles Cook accueillent la sixième réunion du Réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique

Plus de 70 professionnels et praticiens des espèces envahissantes de toute la région du Pacifique se sont réunis à Rarotonga dans le cadre de la sixième réunion du Réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique.

Le Réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique (PILN) relie les professionnels et praticiens du Pacifique pour partager les connaissances, l'expertise, les outils et les idées essentiels à la gestion efficace des espèces envahissantes. Le PILN permet aux équipes nationales multidisciplinaires de travailler ensemble sur des stratégies avec des contributions cruciales d'autres équipes nationales et d'experts de toute la région, aboutissant à une vision commune et à un plan d'action efficace pour la conservation.

La sixième réunion du PILN a été rendue possible grâce au soutien financier du projet régional GEF 6 sur les espèces envahissantes financé par le Fonds pour l'environnement mondial, du projet PROTEGE financé par l'Union européenne et du projet de gestion des espèces envahissantes pour l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique (MISCCAP) financé par le gouvernement néo-zélandais.



Les Îles Cook accueillies dans la famille du PILN

Les Îles Cook sont officiellement devenues membres du PILN, démontrant un engagement ferme à renforcer les efforts nationaux de gestion des espèces envahissantes. En tant qu'hôte de la sixième réunion du PILN, c'était également l'occasion de mettre en lumière des initiatives de gestion réussies des espèces envahissantes telles que le programme d'éradication des rats sur l'île de Palmerston. Ce programme, financé par le projet MISCCAP de Nouvelle-Zélande et mis en œuvre par le programme PRISMSS Predator Free Pacific, a été soutenu par le gouvernement et la communauté de l'île de Palmerston, la société Te Ipukarea, le ministère de l'Agriculture, le service national de l'environnement des Îles Cook et le partenaire de PRISMSS, le ministère de la Conservation de Nouvelle-Zélande.

L'île de Palmerston bénéficie déjà des avantages de l'élimination de ces nuisibles, avec une augmentation des populations d'oiseaux, des approvisionnements en fruits et légumes sécurisés et des récifs coralliens plus productifs, contribuant tous à la résilience de la communauté locale face aux impacts du changement climatique.

La Nouvelle-Calédonie remporte le prix du Combattant de l'année 2024 contre les espèces envahissantes du Pacifique

M. Patrick Barrière, coordinateur de l'unité des menaces à l'Agence calédonienne de la biodiversité (ANCB), a été honoré du titre de Combattant de l'année 2024 contre les espèces envahissantes du Pacifique.

Le prix du Combattant de l'année a été créé en 2017 et récompense les praticiens sur le terrain des espèces envahissantes du Pacifique qui travaillent au niveau local et ont obtenu des résultats exceptionnels en matière de biodiversité dans les îles, les pays et les territoires du Pacifique.

Au cours des cinq dernières années, M. Barrière a joué un rôle essentiel dans le volet des espèces envahissantes du programme PROTEGE en Nouvelle-Calédonie. Lui et son équipe ont mené d'innombrables consultations communautaires qui ont abouti à des campagnes de piégeage des porcs et de chasse au cerf couronnées de succès. Ces réalisations se traduisent par un environnement plus sain et, par conséquent, une résilience accrue pour les communautés de Nouvelle-Calédonie.



Les combattants des espèces envahissantes du Pacifique certifiés en gestion des risques liés aux produits agrochimiques

Près de 35 participants du Pacifique qui ont participé à la visite d'étude régionale immersive en Nouvelle-Zélande sont désormais mieux équipés pour gérer les risques associés à l'utilisation de produits agrochimiques, ce qui est crucial pour contrôler les espèces envahissantes.

La certification obtenue par les combattants des espèces envahissantes du Pacifique sera inestimable pour les applicateurs de pesticides de gestion des mauvaises herbes impliqués dans la guerre contre les mauvaises herbes (WOW) et les initiatives de programme d'écosystèmes résilients – communautés résilientes (RERC). La formation interactive, qui comprenait à la fois des séances théoriques et pratiques sur la gestion des risques liés aux produits agrochimiques, a été dispensée par Educhem Ltd, l'un des principaux fournisseurs de formation en gestion des produits agrochimiques de Nouvelle-Zélande, qui forme et certifie pour répondre aux exigences de la norme néo-zélandaise NZS8409:2021 Gestion des produits agrochimiques.

Il ne s'agissait que d'une qualification obtenue lors de la visite d'étude qui visait à promouvoir la compréhension interculturelle, à soutenir le développement professionnel et à encourager le réseautage et la collaboration entre les participants. Les participants ont eu l'occasion de se former aux compétences clés qui peuvent être requises pour le travail sur le terrain de gestion des espèces envahissantes, notamment les soins en plein air et les premiers secours, l'utilisation sûre des produits agrochimiques et le renforcement des communications et de l'engagement en établissant des relations efficaces avec l'intelligence culturelle parmi la communauté et les parties prenantes.

Les Îles Marshall approuvent la stratégie et le plan d'action nationaux sur les espèces envahissantes

Reconnaissant la menace des espèces envahissantes, la République des Îles Marshall a approuvé sa Stratégie et plan d'action nationaux sur les espèces envahissantes (NISSAP), afin de mieux coordonner les efforts pour lutter contre les espèces envahissantes.

Le NISSAP était une activité dans le cadre du projet régional sur les espèces envahissantes du FEM 6 financé par le Fonds pour l'environnement mondial, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par le PROE avec l'assistance des partenaires du Service d'appui régional à la gestion des espèces envahissantes du Pacifique (PRISMSS).

La gestion des espèces envahissantes implique de nombreuses activités, notamment le contrôle aux frontières, la sensibilisation, la recherche, la surveillance, l'éradication, le contrôle et l'évaluation des risques, et un NISSAP permet d'établir un ordre de priorité approprié pour les différents éléments et de répartir les ressources en conséquence.

Le NISSAP des Îles Marshall présente un aperçu de la situation actuelle des espèces envahissantes et identifie le processus de gestion de celles-ci. Il détaille également les actions prioritaires nécessaires pour atténuer les impacts des espèces envahissantes prioritaires.



Les Îles Pitcairn adoptent une Stratégie et un plan d'action inauguraux en matière d'espèces envahissantes

Le Conseil de l'île de Pitcairn a officiellement adopté sa première Stratégie et Plan d'action territorial en matière d'espèces envahissantes (TISSAP), qui ouvre la voie à la protection de la biodiversité et des écosystèmes uniques des îles Pitcairn, ainsi qu'aux cultures locales essentielles à la sécurité alimentaire de la communauté.

Les TISSAP sont un document essentiel pour garantir que la gestion des espèces envahissantes est coordonnée au sein d'un territoire et que les différents secteurs impliqués dans la gestion des espèces envahissantes travaillent ensemble vers les mêmes objectifs et sont essentiels pour montrer la volonté politique de gérer les espèces envahissantes et sont accueillis favorablement par les organismes de financement.

Le TISSAP fournit également des directives pour prévenir l'arrivée d'espèces envahissantes à haut risque présentes dans la région, en mettant l'accent sur les 30 espèces qui constituent des menaces prioritaires pour Pitcairn.

Le TISSAP des Îles Pitcairn a été élaboré après un examen approfondi des informations existantes, une visite consultative sur la gestion des espèces envahissantes par des experts techniques et des consultations avec la communauté fin octobre et décembre 2023. Le TISSAP a été produit dans le cadre du projet PROTEGE financé par l'Union européenne.



Un coup de pouce financier du Royaume-Uni pour lutter contre les espèces envahissantes

La lutte de la région du Pacifique contre les espèces envahissantes a reçu un coup de pouce significatif grâce au financement du Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni. Ce soutien, fourni dans le cadre du

programme Climate Action for a Resilient Asia (CARA), favorisera une collaboration et un soutien accrus pour le projet PRISMSS RIR financé par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande (NZMFAT) et mis en œuvre par

le PROE. Cela permettra de renforcer les actions contre les espèces envahissantes, améliorant ainsi la résilience climatique des communautés du Pacifique.

Le projet PRISMSS-RIR s'appuie sur le travail

fondamental du projet Managing Invasive Species for Climate Change Adaptation in the Pacific (MISCCAP), financé par le NZMFAT et achevé en octobre 2024. Ce projet a jeté les bases des efforts à venir.



PROTEGE se termine sur une note positive

Les délégués ayant participé à la dernière réunion du Comité directeur du projet régional océanien des Territoires pour la gestion durable des écosystèmes (PROTEGE) ont célébré les succès, reconnu les défis et discuté d'une voie à suivre pour continuer à améliorer la gestion, la conservation et l'utilisation durable des ressources biologiques et des ressources en eau dans les pays et territoires d'outre-mer français et britanniques (PTOM).

Des représentants de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie, de Pitcairn et de Wallis et Futuna, ainsi que des délégués de l'Union européenne, ont participé à la réunion de clôture de PROTEGE, tenue en Polynésie française, qui a marqué la fin de cinq années d'initiatives de gestion des espèces envahissantes dans les PTOM français et britanniques.

PROTEGE, un projet de coopération régionale,

a soutenu les politiques publiques des quatre PTOM du Pacifique, à savoir la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, les Îles Pitcairn et Wallis-et-Futuna, afin de réduire la vulnérabilité des systèmes humains et naturels aux impacts du changement climatique en augmentant la capacité d'adaptation et la résilience. Il visait également à améliorer la gestion, la conservation et l'utilisation durable des



ressources biologiques et des ressources en eau.

Il a été financé par le 11e Fonds européen de développement (FED) pour une période de quatre ans. Le projet PROTEGE a été mis en œuvre conjointement par la Communauté du Pacifique (CPS) et le PROE.

Raviver la forêt tropicale de Toloa grâce à une gestion stratégique communautaire des espèces envahissantes à Tonga

Aider à améliorer davantage les efforts de gestion des herbes envahissantes dans la réserve de la forêt tropicale de Toloa à Tonga était une mission du PROE et du programme PRISMSS RERC lors d'une visite visant à renforcer les capacités du personnel du Département de l'environnement de Tonga et des étudiants du Tupou College. L'équipe de visite a interagi, sur une période d'une semaine, avec des visites sur place facilitées par le projet régional sur les espèces envahissantes (RIP) du 6e Fonds pour l'environnement mondial (FEM), financé par le FEM, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et exécuté par le PROE.



Cela a suivi des travaux qui avaient commencé en 2014 mais avaient été interrompus en raison de la pandémie de COVID-19. Un plan de travail par phases pour la restauration de la réserve de la forêt tropicale de Toloa a été préparé sur la base du cadre de restauration de la forêt, où la forêt a été divisée en zones distinctes gérables ou unités de gestion.

Le travail a abouti à la gestion de plus de 2 000 plantes invasives, qui comprenaient principalement Kotia (*Cordia alliodora*), Lakaupouli (*Cestrum nocturnum*), pomme de terre aérienne (*Dioscorea bulbifera*).



Revitaliser la nature : Le parcours de Takutea vers un écosystème prospère et exempt de rats sur les îles Cook

Dans un effort monumental de conservation pour les îles Cook, l'île de Takutea est en voie de devenir exempte de rats. Cette initiative importante, menée par la Société Te Ipukarea, Takutea Trust, avec le soutien des responsables techniques du programme PRISMSS Predator Free Pacific, d'Island Conservation et de BirdLife International, ainsi que du PROE et du PRISMSS

dans leur ensemble, représente un engagement conjoint à protéger l'écosystème unique de l'île, à restaurer un habitat crucial pour la faune locale et les communautés locales.

L'élimination des rats a été réalisée grâce au financement du projet PRISMSS Restoring Island Resilience (RIR), financé par le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce

(MFAT) de la Nouvelle-Zélande. Elle a également été soutenue par la Cook Islands Voyaging Society, avec un financement du Programme de petites subventions du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

La campagne d'éradication actuelle s'appuie sur des années de dévouement et d'engagement local, visant

à restaurer l'habitat riche de l'île, à renforcer sa résilience face au changement climatique et aux conditions météorologiques extrêmes, et à soutenir la croissance des populations d'oiseaux indigènes, y compris des populations d'importance mondiale de Tavake (Tropicbird à queue rouge) et de Teue (Courlis à cuisses frangées).

L'atoll de Nukufetau renforce la conservation du Pacifique et améliore la résilience des communautés en éliminant les rats envahissants

Lors d'une avancée significative pour la biodiversité et la résilience des communautés dans le Pacifique, le Département de l'Environnement de Tuvalu, soutenu par le PRISMSS, a achevé l'éradication des rats envahissants de quatre îlots clés de l'atoll de Nukufetau.

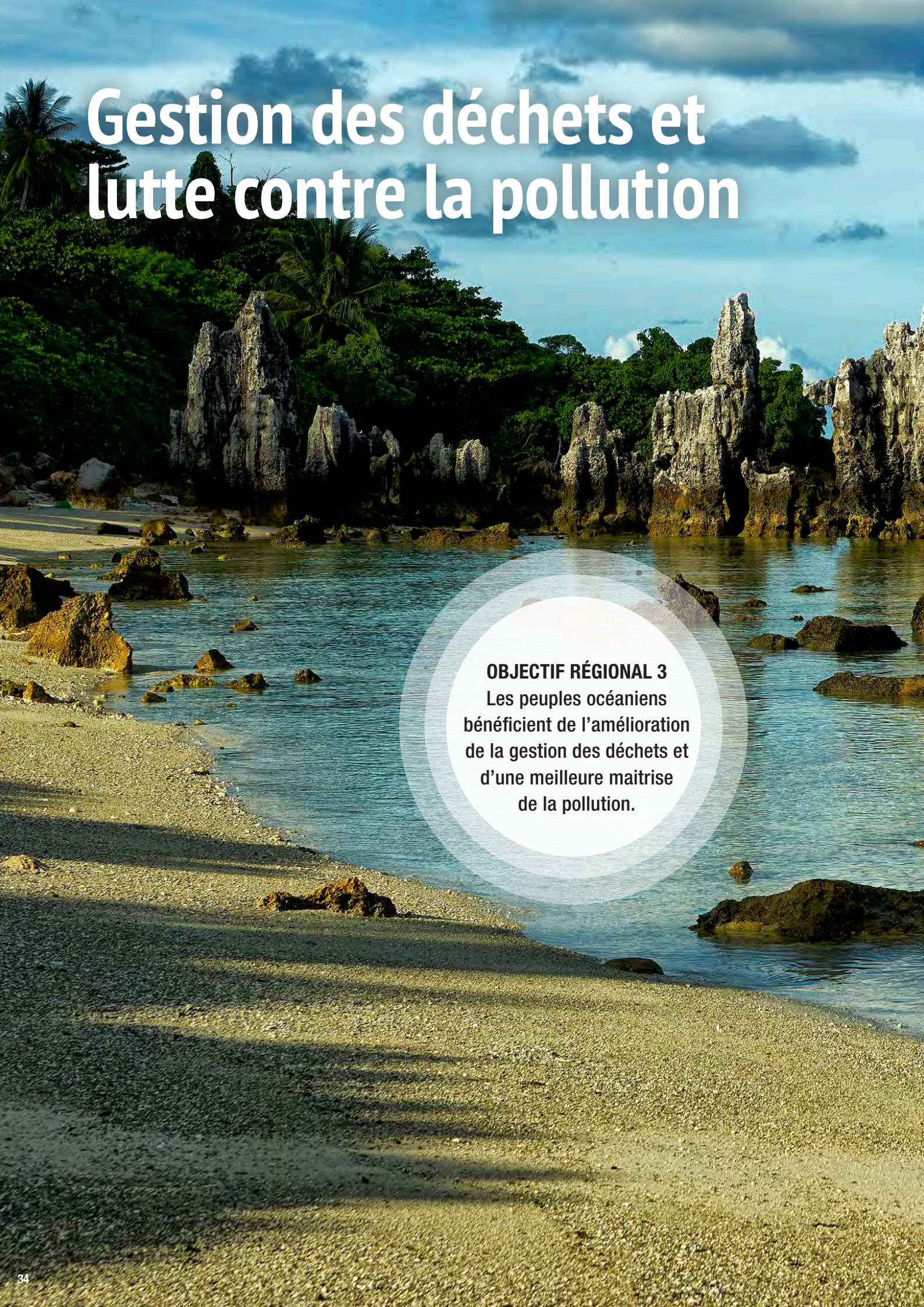
Cet effort, qui fait partie du programme Predator Free Pacific (PFP) du PRISMSS, dirigé par Island Conservation, redonne espoir pour les écosystèmes fragiles de la région et établit un précédent pour des initiatives de conservation similaires sur les îles du Pacifique.

De juillet à septembre 2024, les rats envahissants ont été éliminés des îlots de Motumua, Sakalua, Teafuaone et Teafatule à Tuvalu. Ces îlots, qui servent de sites de nidification pour les espèces d'oiseaux du Pacifique et d'écloseries pour les tortues de mer vertes en voie de disparition, étaient gravement menacés par les rats envahissants qui endommageaient les habitats locaux, épuisaient les sources de nourriture naturelles et perturbaient l'équilibre écologique.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet plus large PRISMSS-Restaurer la résilience des îles (RIR), une collaboration dirigée par le Pacifique et financée par le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande (MFAT), qui vise à améliorer les moyens de subsistance et la résilience climatique des îles du Pacifique en atténuant les impacts des espèces envahissantes sur les écosystèmes naturels et agricoles.



Gestion des déchets et lutte contre la pollution



OBJECTIF RÉGIONAL 3
Les peuples océaniens
bénéficient de l'amélioration
de la gestion des déchets et
d'une meilleure maîtrise
de la pollution.

OBJECTIF 3.1

Réduire au minimum les effets néfastes des produits chimiques et de tous les déchets sur la santé humaine et l'environnement grâce à une gestion respectueuse de leur cycle de vie, conformément aux cadres régionaux et internationaux convenus (dont « Un Pacifique plus propre 2025 »), et réduire considérablement les rejets de polluants dans l'air, l'eau et le sol.

Rendre plus vert le sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth aux Samoa

Une grande campagne de sensibilisation a été lancée pour réduire l'utilisation et le gaspillage de plastique lors du Sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth qui s'est tenu aux Samoa. Cette initiative visait à réduire la pollution plastique et l'usage de plastiques à usage unique. Le projet Pacific Ocean Litter Project (POLP), financé par le gouvernement australien, a fourni des conteneurs et bennes pour le tri, la collecte et le transport des déchets, afin de promouvoir une gestion écologiquement rationnelle des déchets. En outre, des audits et suivis des déchets ont été réalisés conjointement avec le gouvernement des Samoa.

Ces actions comprenaient :

- 2 publicités de 60 secondes sur la pollution plastique pour l'éducation et la sensibilisation du public.
- Un écran numérique à l'aéroport international de Faleolo – diffusion d'audiovisuels sur 3 écrans aux arrivées, aux départs et dans la salle d'attente.
- 3 publicités de 60 secondes : chaque publicité diffusée environ 80 fois par heure, 1920 fois en 24 heures et plus de 13 440 fois pendant les 7 jours du Sommet.

Des affiches ont également été distribuées sur un stand du PROE lors des événements parallèles organisés à l'Université nationale des Samoa, accueillant des visiteurs aux Samoa.



Amplifier la voix unique du Pacifique pour un traité mondial contraignant sur les plastiques

Les PEID du Pacifique (PSIDS) participant aux sessions du Comité intergouvernemental de négociation (CIN) chargé d'élaborer un instrument juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris en milieu marin, ont été appuyés par le PROE.

Travaillant à l'efficacité et à l'amplification de la voix unique du Pacifique dans les négociations, le PROE, grâce au soutien du POLP financé par l'Australie, a facilité deux réunions préparatoires du Pacifique avant l'INC4 à Ottawa (Canada) et l'INC5 à Busan (Corée). Ces réunions préparatoires stratégiques ont apporté un appui technique et ont contribué à la formation des positions de négociation des PSIDS pour une participation efficace.

Tout au long du processus INC en 2024, le PROE a fourni une assistance continue aux délégations PSIDS, en les aidant à coordonner quotidiennement et en apportant un soutien technique constant aux négociations. Le soutien en communication du PROE a renforcé la visibilité des PSIDS dans ces forums mondiaux, en amplifiant leur voix via les médias sociaux et les médias traditionnels.

La deuxième partie de la cinquième session est prévue en 2025.

Éliminer l'amiante du Pacifique

Dans le cadre du programme PacWastePlus (Programme Pacifique-Union européenne de gestion des déchets), plus de 3 800 m² de matériaux contenant de l'amiante ont été retirés de trois bâtiments de l'île Banaba et stockés dans des « HAZIBAGS », spécialement conçus pour empêcher toute libération de fibres d'amiante lors de la manipulation et du transport. Les sacs ont été expédiés à Tarawa puis en Nouvelle-Zélande pour une élimination sûre dans une décharge agréée à recevoir des matériaux contenant de l'amiante.



En partenariat avec le conseil de l'île Banaba et le ministère de l'Environnement, des Terres et du Développement agricole (MELAD) de Kiribati, cette opération a permis de réduire le risque d'exposition pour les quelque 400 habitants de Banaba.

Le programme PacWastePlus est un programme de 85 mois financé par l'UE et mis en œuvre par le PROE pour promouvoir une gestion des déchets et de la pollution efficace et durable, ainsi que pour répondre à des enjeux plus larges tels que la santé humaine et le bien-être, le changement climatique, la gestion des catastrophes, la conservation de la biodiversité et la valorisation des ressources.

4^e Table ronde pour un Pacifique plus propre organisée à Tuvalu

Les innovations durables pour un environnement propre, un océan résilient et des communautés en bonne santé ont été au cœur de la 4^e Table ronde pour un Pacifique plus propre, tenue à Tuvalu du 5 au 9 août. Il s'agissait de la première table ronde en présentiel depuis la pandémie, celle de 2021 ayant été organisée virtuellement par la Nouvelle-Calédonie. La Table ronde a rassemblé plus de 180 participants inscrits provenant de 19 îles du Pacifique, y compris des représentants des gouvernements, du secteur privé, de la société civile, d'organismes de recherche, de bailleurs de fonds et de partenaires, y compris des agences du CROP.



- Les contributions des parties prenantes ont été consolidées afin de garantir la mise en œuvre du plan Pour un Pacifique plus propre en 2025 et de produire une déclaration des activités prioritaires à court terme.
- Promouvoir une meilleure compréhension des lacunes et des opportunités dans la région et soutenir la mobilisation des ressources techniques et financières nécessaires pour combler les lacunes en matière de gestion des déchets et de la pollution.
- Collaboration avec les réseaux régionaux existants dans le secteur des déchets et de la pollution afin de favoriser une meilleure coordination des actions et promotion de la création de nouveaux réseaux de gestion des déchets.
- Les discussions ont été entamées sur la Vision, les Objectifs et les Cibles du Cleaner Pacific 2035 (CP2035) dont l'élaboration se poursuivra en 2024 et 2025.
- Engagement initial des bailleurs de fonds et des partenaires de développement à financer l'élaboration de la stratégie CP2035 et les activités souhaitées à inclure dans la stratégie afin de bénéficier d'un soutien financier continu.

La 4^e Table ronde pour un Pacifique plus propre 2024, coordonnée par le PROE en partenariat avec le gouvernement de Tuvalu, a été rendue possible grâce aux Membres du Comité directeur de la Table ronde et au soutien collaboratif et généreux des gouvernements d'Australie et de France, de l'Union européenne, de la JICA et du PNUE.

Amplifier la voix des jeunes lors de la 4^e Table ronde pour un Pacifique plus propre



Reconnaissant l'importance de donner aux jeunes les moyens de construire un avenir durable, un concours national scolaire sur le thème « Lutter contre la pollution plastique à usage unique à Tuvalu » a été organisé durant la Table ronde.

Soutenu par le POLP financé par l'Australie, il comportait trois catégories : rédaction d'essais, création d'affiches et sculptures pour les élèves du primaire et du secondaire. Un total de 180 élèves ont participé, issus des écoles des huit îles de Tuvalu.

Les efforts des élèves ont été célébrés lors d'une session spéciale du Dialogue sur les plastiques, au troisième jour de la Table ronde, à Funafuti, Tuvalu. L'événement a comporté une remise de prix et une exposition des créations des élèves. Les lauréats du concours d'essais, dans chaque catégorie, ont également eu l'opportunité de lire leurs textes devant les délégués présents.

« Je sais que nous aimons notre pays et voulons le protéger. Mais la vérité est que nous manquons de temps. Les déchets plastiques s'accumulent, et ce n'est pas seulement une pollution visuelle – c'est un risque sanitaire. Nos enfants jouent dans la terre entourés de sacs et de bouteilles en plastique. Nos poissons nagent dans des eaux remplies de plastique. C'est déchirant », a lu laeli Kaunatu, élève de terminale du Fetuvalu Secondary School.

« S'attaquer au problème du plastique à Tuvalu ne sera pas facile, mais c'est nécessaire. Nous nous le devons à nous-mêmes, à nos enfants et aux générations futures », a-t-elle ajouté.

Les soumissions ont été évaluées par un jury composé de représentants du Département des déchets, du Conseil national des femmes de Tuvalu, du Département des travaux publics et de l'équipe POLP du PROE.

Un total de 5 000 AUD a été attribué en prix, chaque lauréat recevant un dépôt sur un compte épargne nouvellement ouvert auprès de la Banque de développement de Tuvalu.



Dialogue sur les plastiques organisé lors de la 4^e Table ronde pour un Pacifique plus propre à Tuvalu

En abordant la question cruciale de la pollution plastique dans la région des îles du Pacifique et les efforts visant à en atténuer les impacts sur l'environnement et la santé humaine, le Dialogue sur les plastiques a abouti aux résultats clés suivants lors de la 4^e Table ronde pour un Pacifique plus propre (CPRT) :

- Reconnaissance de la pollution plastique comme résultat officiel de la Table ronde pour un Pacifique plus propre.
- Amélioration de la coordination pour la mise en œuvre du Plan d'action régional du Pacifique : Déchets marins (2018–2025) par le PROE, en tant qu'agence régionale chef de file.
- Visibilité stratégique du POLP dans le domaine du plastique grâce au succès du Dialogue sur les plastiques.
- Implication des femmes par la consultation, la participation et la collaboration – 14 des 22 modérateurs et intervenants du dialogue étaient des femmes.
- Les agents nationaux de projet du POLP ont été présentés au projet, avec clarification des attentes et de leurs rôles.
- Participation des jeunes et des femmes au concours national scolaire.
- Partage des méthodologies, des enseignements et des activités régionaux et nationaux visant à promouvoir l'action nationale, notamment par le lancement des rapports d'étude régionaux POLP.
- Les activités de communication et d'engagement des parties prenantes ont été menées à bien.
- Mobilisation des partenaires de développement – Banque mondiale, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) – et meilleure compréhension des opportunités de programmation conjointe entre les principaux acteurs soutenant les priorités du Pacifique pour mettre fin à la pollution plastique dans le cadre de la prochaine version du Plan d'action régional du Pacifique : Déchets marins.

Soutenu par le POLP financé par l'Australie, le dialogue a également permis d'échanger des informations et des points de vue sur les activités en cours et prévues dans la région Pacifique pour réduire la pollution plastique, ainsi que sur la manière d'harmoniser les efforts afin d'accroître leur efficacité et de réduire les doublons.

OBJECTIF 3.2

Renforcer les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux de gestion des déchets, notamment des produits chimiques, des déchets dangereux, des déchets produits par les navires et les avions, des déchets plastiques marins et autres débris marins.

Les Îles Salomon appliquent l'interdiction des plastiques à usage unique

Les dispositions interdisant la fabrication, la distribution, la fourniture et la vente des plastiques à usage unique interdits sont entrées en vigueur le 1er mars 2024, après l'interdiction d'importation instaurée le 1er septembre 2023.



Grâce à la cellule opérationnelle conjointe d'application, des représentants des autorités de régulation ont mené une enquête qui a conduit à la découverte d'articles interdits et a abouti à l'émission d'avertissements verbaux à l'encontre d'entreprises, à des avis de non-conformité, des amendes, des saisies et des renvois devant les tribunaux.

En 2024, le ministère de l'Environnement, du Changement climatique, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie (MECDM) des Îles Salomon a signalé qu'un restaurateur avait été poursuivi pour avoir distribué des fourchettes en plastique interdites à usage unique et qu'un mandat de perquisition avait été exécuté par la police. Cette affaire a ensuite été portée devant le tribunal, avec un procès en février 2025 qui a abouti à une condamnation.

Le rôle de la cellule opérationnelle conjointe d'application est essentiel pour garantir l'application et l'efficacité du règlement. L'implication active de la police a été particulièrement cruciale pour l'application de la loi et la dissuasion des violations.

Avec le soutien du POLP financé par l'Australie, les activités ont été accompagnées d'une campagne de communication intégrée comprenant de la sensibilisation et des actions de proximité avant le 1er mars 2024. Une campagne de sensibilisation des consommateurs sur les risques environnementaux et sanitaires liés aux plastiques à usage unique a également visé à accroître la motivation et l'intérêt des consommateurs pour changer de comportement et mieux connaître les alternatives. Cette campagne a été complétée par des actions de sensibilisation du MECDM, avec l'appui de jeunes stagiaires diplômés, auprès des écoles, marchés, communautés et autres lieux très fréquentés de Honiara. Ces activités ont été menées en parallèle avec le suivi de la conformité et les actions d'application ciblant les commerçants, réalisées par la cellule opérationnelle conjointe d'application inter-agences, y compris le conseil municipal de Honiara.

Feuille de route de Tonga sur les plastiques à usage unique lancée

La feuille de route nationale sur les plastiques à usage unique de Tonga a été lancée lors de la 53e réunion du Forum des dirigeants des îles du Pacifique. La feuille de route définit une trajectoire claire pour améliorer la propreté environnementale, réduire la dépendance et l'utilisation du plastique, accroître le recyclage des déchets plastiques et identifier et promouvoir des alternatives aux plastiques à usage unique. Un soutien sera apporté aux Tonga pour mettre en œuvre certaines des premières activités prévues dans la Feuille de route en 2025 et 2026.

La feuille de route nationale SUP de Tonga a été élaborée en partenariat entre le gouvernement de Tonga, le PROE, le POLP financé par l'Australie et le Haut-Commissariat de Nouvelle-Zélande à Tonga.



Normes pour l'élimination progressive des plastiques à usage unique dans le tourisme pacifique

Les normes visant à éliminer progressivement les plastiques à usage unique ont été élaborées en collaboration avec l'Organisation du Pacifique Sud pour le tourisme (STPO, South Pacific Tourism Organisation) et en consultation avec les parties prenantes du secteur touristique issues du secteur privé, du gouvernement, de la société civile, d'organisations

non gouvernementales et de partenaires de développement. Ces normes fournissent des orientations pour élaborer et mettre en œuvre des standards nationaux de suppression des plastiques à usage unique pour les îles du Pacifique, en servant de référence au secteur touristique afin d'évaluer sa performance actuelle et de progresser dans les domaines nécessitant des améliorations.

Elles soutiennent également les pays et leur secteur touristique dans la transition vers plus de durabilité grâce à des partenariats et des actions conjoints entre secteurs public et privé, tout en sensibilisant et en incitant les visiteurs à voyager de manière responsable. Les normes ont été approuvées par le Conseil d'administration de l'Organisation du Pacifique Sud pour le tourisme et

lancées par le Conseil des ministres du Tourisme à Suva. Le cadre de certification et la boîte à outils de mise en œuvre des normes seront finalisés en avril 2025, permettant la mise en place du programme de certification à partir de mai. Ces outils ont été élaborés par le PROE à travers le POLP financé par l'Australie et l'Organisation du Pacifique Sud pour le tourisme.



Code de pratiques pour la gestion de l'amiante à Tonga

La création d'un cadre législatif pour une gestion appropriée et sûre de l'amiante a conduit à l'élaboration d'un code de pratiques spécifique à Tonga.

Élaboré dans le cadre du programme PacWastePlus, le Code de pratiques pour la gestion de l'amiante fournit aux autorités de régulation, aux praticiens, aux artisans et au public les meilleures pratiques

pour respecter les exigences de sécurité lors de travaux impliquant de l'amiante.

C'est une mesure initiale essentielle pour garantir la gestion efficace de l'amiante à l'avenir, en offrant des conseils sur la manière de gérer, contrôler et finalement contenir tous les matériaux amiantés à Tonga.

Le code de pratiques a été élaboré en partenariat entre le gouvernement de Tonga et le programme PacWastePlus.

OBJECTIF 3.3

Récupérer les ressources des déchets et des polluants par le compostage (récupération des nutriments), le recyclage (récupération des matériaux), la récupération d'énergie et d'autres mesures afin de minimiser les déchets et de contribuer au développement économique et social.

Le Vanuatu renforce son système de responsabilité élargie du producteur



Le Département de la protection et de la conservation de l'environnement (DEPC) du Vanuatu a identifié depuis 2017 le système de responsabilité élargie du producteur comme une solution efficace pour la gestion des matériaux recyclables et valorisables.

Le programme PacWastePlus a développé des outils pour appuyer la prise de décision fondée sur des données probantes grâce à l'élaboration d'un modèle économique comparant différentes options, à la tenue de consultations et à l'examen législatif des composantes du système, à la rédaction de notes d'orientation pour la législation et la réglementation, ainsi qu'à la préparation de procédures opérationnelles et de contrats pour la mise en œuvre.

Une fois mis en œuvre, ce système offrira une solution efficace pour la gestion des matériaux recyclables, contribuera à réduire les déchets sauvages, créera des emplois et offrira un revenu aux personnes sans emploi ou marginalisées.

Un broyeur renforce la capacité de la République des Îles Marshall à gérer les déchets organiques

La gestion des matières organiques est devenue bien plus efficace pour la Majuro Atoll Waste Company (MAWC) aux Îles Marshall grâce à l'arrivée d'un nouveau broyeur lourd. La décharge Jable-Batkan, à Majuro, déborde et constitue un problème urgent pour la gestion des déchets dans la République des Îles Marshall. Cette décharge a depuis longtemps dépassé sa capacité prévue, les déchets s'entassant désormais jusqu'à 17 mètres de hauteur contre une digue côté océan de l'atoll. L'un des facteurs ayant contribué à cette surcharge est le volume élevé de matières organiques et de papier/carton.

Grâce au programme PacWastePlus, du matériel lourd a été acquis afin de permettre le traitement des déchets organiques et des papiers/cartons. Le broyeur mobile a été spécialement acheté pour les Îles Marshall afin d'assurer la collecte des ménages et le traitement des matières à la source, améliorant ainsi les opérations et optimisant le transport. Des améliorations ont également été réalisées, accompagnées de formations sur l'utilisation de ce matériel spécialisé. Des procédures ont été élaborées pour le personnel et un programme de sensibilisation a été conçu afin de promouvoir les projets liés aux déchets organiques et papier/carton, et de modifier les pratiques de gestion des déchets des ménages et des entreprises.



OBJECTIF 3.4

Améliorer la surveillance des déchets et de la pollution dans les milieux récepteurs afin de permettre une prise de décision éclairée sur les mesures appropriées pour protéger la santé humaine et l'environnement et pour réduire les dommages environnementaux associés.

Collection des déchets marins dans la région Pacifique

Dans le cadre de la première phase du projet SWAP (Sustainable Waste Actions in the Pacific) financé par l'Agence française de développement (AFD), 73 audits de plage et de déchets ont été réalisés sur 43 sites dans la région Pacifique. Cela comprend six enquêtes menées aux Fidji depuis 2023, 22 à Samoa depuis 2019, 17 aux Îles Salomon depuis 2022, 13 à Tonga depuis 2021, dix à Vanuatu depuis 2023 et cinq à Wallis-et-Futuna depuis 2021, afin de collecter des données sur la composition des déchets marins.

Les données recueillies dans le cadre du projet SWAP sont regroupées dans un rapport d'étude sur les déchets marins, dont l'objectif principal est de présenter les résultats des audits en matière de distribution, de composition et de densité des déchets marins dans la région Pacifique. Ces données contribuent également aux discussions sur le traité mondial sur les plastiques, qui vise à s'attaquer à la pollution plastique à l'échelle mondiale en se concentrant sur l'ensemble du cycle de vie du plastique – de la production à l'élimination.

Au total, 76 869 éléments ont été collectés lors des 73 audits, pour un poids total de 4 492 kg. Pour chaque catégorie de déchets, le nombre total d'éléments collectés s'élève à :

- 44 653 éléments en plastique
- 2 790 éléments en plastique expansé
- 2 828 éléments en tissu et textile
- 8 861 éléments en verre et céramique
- 11 191 éléments en métal
- 2 892 éléments en papier et carton
- 954 éléments en caoutchouc
- 966 éléments en bois
- 1 734 autres éléments

Davantage de données sur les déchets marins seront collectées tout au long de la deuxième phase du projet SWAP, de 2025 à 2028, dans les six pays et territoires mentionnés ci-dessus, auxquels s'ajouteront la Polynésie française, Kiribati et Tuvalu.

Les partenaires ayant contribué à obtenir ces résultats sur les déchets marins incluent le PROE, le projet SWAP financé par l'Agence française de développement (AFD), le POLP financé par l'Australie, le projet GEF ISLANDS, Sustainable Coastlines New Zealand, l'Université du Pacifique Sud, les gouvernements de Samoa, des Îles Salomon, de Tonga, du Vanuatu, l'Université de Newcastle et les communautés locales des six îles du Pacifique.



Nouvelles qualifications régionales en énergies renouvelables dans le Pacifique

Lancé en 2021, le projet Pacific Adoption of Waste to Energy Solutions (PAWES), financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le PROE en partenariat avec la CPS, couvrant Samoa, les Îles Salomon, la République des Îles Marshall, Tuvalu et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a conduit à l'adoption de deux nouvelles qualifications régionales reconnues.

Le projet PAWES vise à renforcer la gestion des déchets et la sécurité énergétique dans le Pacifique, en mettant l'accent sur l'autonomisation des gouvernements et des organismes de formation. En 2024, deux qualifications reconnues ont été introduites : un Certificat en énergie durable (niveau 4), conçu pour fournir des connaissances et compétences de base

en énergies renouvelables et technologies de valorisation énergétique des déchets, et un Diplôme en énergie durable (niveau 6), qualification avancée offrant une formation complète sur les systèmes d'énergie durable et les solutions de valorisation énergétique des déchets. Cette initiative a vu le jour après que le Programme de qualité et d'évaluation de l'éducation (EQAP) de la CPS et le projet PAWES ont réuni les membres du comité consultatif industriel et des parties prenantes du secteur, comprenant des représentants d'organismes de formation et de prestataires de services énergétiques de toute la région, afin d'approuver les qualifications régionales à l'issue d'une série d'ateliers de développement des qualifications.

Rapports d'évaluation de référence finalisés

Le projet PAWES financé par l'Union européenne a achevé et publié en 2024 des rapports d'évaluation de référence complets pour les cinq pays participants. Ces rapports fournissent des données fondamentales essentielles pour les futures décisions et politiques en matière de valorisation énergétique des déchets. Ils constituent une base probante pour le développement de politiques nationales, une analyse de l'état actuel de la gestion des déchets solides et du paysage énergétique, ainsi que l'identification des opportunités d'application de technologies de valorisation énergétique des déchets. Les rapports d'évaluation soutiennent également la prise de décision éclairée des gouvernements et des acteurs du secteur privé.

- **Rapport d'évaluation de référence de Samoa** – Évaluation complète de la gestion actuelle des déchets et du paysage énergétique
- **Rapport d'évaluation de référence de la République des Îles Marshall** – Évaluation des systèmes de gestion des déchets solides et des infrastructures énergétiques
- **Rapport d'évaluation de référence de Papouasie-Nouvelle-Guinée** – Analyse du potentiel de valorisation énergétique des déchets et des pratiques actuelles
- **Rapport d'évaluation de référence de Tuvalu** – Évaluation des défis de la gestion des déchets et des besoins en sécurité énergétique
- **Rapport d'évaluation de référence des Îles Salomon** – Évaluation des flux de déchets et des opportunités de production d'énergie



Île Gau, Fidji © Stuart Chape

Attribution de bourses de master

- Des bénéficiaires représentant Fidji, les Îles Salomon, Tuvalu et le Vanuatu ont obtenu des bourses, soutenues par le projet PAWES financé par l'Union européenne en partenariat avec l'Université du Pacifique Sud. Ces bourses couvrent les domaines suivants :
- **Melas Christian Nos** – Axé sur des méthodes efficaces de conversion des déchets en énergie, y compris les biodigesteurs et les technologies thermiques
- **Natalie Kausimae** – Recherche de solutions énergétiques issues des déchets pour répondre aux défis environnementaux du Pacifique
- **Miriam Taukiei** – Développement de solutions pratiques et évolutives de gestion des déchets, avec l'expérience du Département de la gestion des déchets de Tuvalu
- **Nikita Shriwastow** – Promotion des femmes et des filles dans les STIM tout en menant des recherches sur les innovations du secteur de la valorisation énergétique des déchets

Gouvernance et surveillance environnementales

OBJECTIF RÉGIONAL 4

Les peuples océaniens et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application.

OBJECTIF 4.1

Renforcer les systèmes nationaux de planification et de mise en œuvre du développement durable, notamment au moyen d'évaluations d'impact sur l'environnement, d'évaluations stratégiques de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Donner aux Îles Salomon les moyens de mener des études d'évaluation environnemental (EIE) et d'appliquer la planification spatiale

Ce partenariat sincère et durable a permis de perfectionner les compétences de plus de 40 agents des Îles Salomon afin qu'ils puissent réaliser des évaluations d'impact environnemental (EIE) et mettre en œuvre la planification spatiale.

À l'issue de l'atelier de cinq jours dirigé par le PROE, la Division de l'environnement et de la conservation des Îles Salomon (ECD) s'est engagée à collaborer étroitement avec le PROE afin d'améliorer les processus de prise de décision en matière d'environnement. Les participants ont acquis des compétences couvrant toutes les étapes de l'EIE, de la sélection des projets à l'examen des comptes rendus d'EIE, et ont appris à intégrer les données des systèmes d'information géographique (SIG) pour identifier les écosystèmes et habitats sensibles lors de l'évaluation des propositions de développement. Cela a permis aux régulateurs des Îles Salomon de prendre des décisions plus éclairées et fondées sur des preuves pour un développement durable.

L'atelier a été rendu possible grâce à la collaboration du PROE avec le gouvernement des Îles Salomon, le programme BioScapes de l'Union européenne, le projet EREPA (Assurer la résilience des écosystèmes et la représentativité des aires protégées) financé par l'UICN, le programme de partenariat pour les océans du Royaume-Uni (OCCP) et le projet de renforcement des capacités de l'Union européenne en matière d'accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) – Phase III (ACP MEA3).



L'atelier sur l'EIE et l'aménagement du territoire aux Îles Salomon a été guidé par l'utilisation du document « Renforcer l'évaluation de l'impact environnemental : Lignes directrices pour les pays et territoires insulaires du Pacifique, ainsi que lignes directrices sur l'évaluation environnementale (EIE) des projets de développement du tourisme côtier dans ces mêmes pays et territoires, élaborées par le PROE. Les directives régionales relatives à l'évaluation environnementale stratégique (EES) ont également été introduites en tant qu'outil pour intégrer la durabilité dans les politiques et plans nationaux. Une visite de terrain au parc naturel de Barana, géré par la communauté, a permis aux participants de découvrir la conservation et l'écotourisme en pratique, soulignant ainsi l'importance concrète de l'évaluation et de la planification environnementales.

Lignes directrices du PROE relatives aux eaux marines appliquées par les Îles Cook

Le Service national de l'environnement des Îles Cook (CINES) a franchi une étape importante en renforçant sa gouvernance environnementale dans les processus décisionnels nationaux grâce à la formation sur l'évaluation environnementale stratégique. Grâce au PROE, les compétences de 15 membres du personnel du CINES ont été renforcées en matière de planification et d'élaboration de politiques pour le développement durable.

Soutenu par le projet ACP MEA3 financé par l'Union européenne, la formation a eu lieu à un moment opportun, coïncidant avec des réformes importantes des politiques et de la législation environnementales nationales. La formation a démontré l'application concrète des lignes directrices du PROE en matière d'évaluation environnementale stratégique (ÉES) pour le Pacifique au niveau national, contribuant ainsi au renforcement de la nouvelle législation.

L'atelier a contribué à la mise en œuvre de la nouvelle Politique nationale de l'environnement 2022-2032 et du projet de loi sur l'environnement, qui intègre l'évaluation stratégique de l'environnement. Une étude de cartographie stratégique a permis d'identifier des mesures concrètes pour améliorer et renforcer les systèmes d'intégration de l'EES dans les processus de planification nationale.

« Ce qui rend ce projet de loi particulièrement remarquable, c'est qu'il inclut des dispositions spécifiques pour l'évaluation environnementale stratégique. Ces dispositions ont été élaborées en utilisant les directives régionales de l'EES du PROE, démontrant ainsi l'application pratique de nos cadres régionaux au niveau national », a déclaré Mme Roselyn Strickland, conseillère juridique en environnement, CINES.



Le Vanuatu améliore les processus de délivrance des permis de développement grâce à la formation sur l'EIE

L'appui du PROE aux parties prenantes nationales et provinciales du Vanuatu a principalement porté sur l'amélioration des processus d'EIE et des procédures d'approbation des projets. La formation a permis d'optimiser la collaboration entre les différentes agences gouvernementales dans le cadre de la délivrance des permis environnementaux pour les projets de développement. Cette formation visait à aider Vanuatu à mettre en œuvre son Plan national de développement durable (NSDP 2016-2030) en renforçant la planification environnementale et en intégrant les valeurs coutumières dans le processus décisionnel de l'étude d'impact environnemental (EIE).

Plus de 40 participants représentant plus de 10 agences ont pris part à la formation, ont cartographié les chevauchements de leurs rôles en matière de permis et ont élaboré une ébauche de liste de vérification pour coordonner les approbations de projets entre les départements.

À l'issue de la formation, les régulateurs de l'EIE de Vanuatu ont acquis des compétences renforcées en matière d'évaluation des impacts, de consultation des parties prenantes et d'utilisation des systèmes d'information géographique (SIG), ce qui leur permet de prendre des décisions plus coordonnées et fondées sur des données probantes.

Sous la direction du PROE, ce projet a été soutenu par le Programme des services d'information climatique du Vanuatu financé par le Fonds vert pour le climat, l'OCCP du Royaume-Uni, le programme Pacific BioScapes financé par l'UE et le projet ACPMEA3 financé par l'UE.



Kiribati adopte l'évaluation environnementale stratégique (EES) pour un avenir durable

Le renforcement des capacités nationales pour appliquer l'EES aux politiques, plans et programmes a permis à près de 50 participants de divers secteurs à Kiribati de suivre une formation avec le PROE. Kiribati prépare le terrain pour l'EES depuis plusieurs années. La loi modifiée sur l'environnement de 2021 inclut désormais des dispositions relatives à l'EES, fournissant une base juridique pour sa mise en œuvre. En réponse à l'intérêt croissant pour l'EES en tant qu'outil de planification à Kiribati, la formation a mis l'accent sur l'intégration des connaissances écologiques traditionnelles dans les processus d'EES. L'atelier, organisé en partenariat avec le gouvernement des Kiribati et le projet ACP MEA3, était opportun étant donné que les cadres juridiques des Kiribati appuient désormais l'évaluation environnementale stratégique et le besoin stratégique d'évaluer des plans à grande échelle tels que les activités minières des fonds marins.



Application des SIG aux Îles Salomon

Le renforcement des capacités des Îles Salomon pour gérer et conserver efficacement ses ressources naturelles grâce à une formation aux SIG a permis à plus de 20 participants d'apprendre les principes et les techniques des SIG. Des démonstrations pratiques pour utiliser les outils SIG pour la capture, l'analyse et la présentation des données faisaient partie de la formation qui était un partenariat entre le gouvernement des Îles Salomon, le projet EREPA financé par l'UICN, l'ACP MEA3 et le programme de l'Union européenne-Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (UE-OACPS) pour la biodiversité et la gestion des aires protégées (BIOPAMA).

Dans le cadre du projet EREPA, le PROE a piloté l'analyse spatiale pour délimiter les frontières des aires protégées, répondant ainsi à la perte de biodiversité terrestre et au déclin des écosystèmes en améliorant la gestion des ressources naturelles dans les provinces de Guadalcanal, Malaita, Rennell-Bellona et Temotu.



Les SIG au service de la gestion des ressources naturelles et de la conservation aux Fidji

Un programme intensif de formation de cinq jours aux Fidji sur « Le renforcement de la gestion et de la conservation des ressources naturelles grâce aux technologies spatiales » a vu 20 participants exprimer leur confiance dans l'application de leurs nouvelles compétences et dans le renforcement des relations de travail interinstitutionnelles. La formation a contribué à améliorer leur capacité à utiliser les SIG pour la gestion intégrée des écosystèmes, la conservation marine et la gestion durable des pêches.

Facilitée par le PROE, cette formation s'inscrivait dans un partenariat entre les programmes régionaux du PROE sur la gouvernance environnementale et la conservation de la biodiversité, financés par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre au niveau régional et aux Fidji : l'initiative BIEM (By-catch and Integrated Ecosystem Management), le projet ACP MEA3 et le projet BIOPAMA3. L'initiative BIEM est un composant du programme de partenariat maritime Pacifique-Union européenne (PEUMP) financé par l'Union européenne et le gouvernement de la Suède.

« En exploitant le potentiel des technologies spatiales, nous pouvons révolutionner notre compréhension, notre suivi et notre protection de notre patrimoine naturel. Les SIG nous permettent de cartographier, d'analyser et de visualiser des données environnementales complexes et fournissent des informations cruciales pour une prise de décision éclairée. » – Dr Sivendra Michael, Secrétaire permanent, Ministère de l'environnement et du changement climatique des Fidji.

Renforcement de la biodiversité marine des Samoa grâce aux SIG

Appuyer les efforts en cours des Samoa pour lutter contre la surpêche et la pollution marine grâce à la restauration des habitats, aux aires marines protégées et à la conservation menée par les communautés. Une formation aux SIG a été organisée pour 25 participants aux Samoa. Les SIG ont été présentés comme un outil essentiel pour renforcer la collecte, l'analyse et l'interprétation des données spatiales afin d'appuyer la prise de décision, ce qui renforcera la capacité des participants à gérer et protéger ses ressources marines.

Le programme de formation aux SIG a doté les professionnels samoans de la pêche des compétences et des connaissances nécessaires pour tirer parti efficacement de la technologie SIG dans leur travail de gestion de la pêche. Grâce à cette initiative, les participants ont renforcé leur capacité de gestion durable des pêcheries communautaires et ont contribué à la préservation de la riche biodiversité marine des Samoa.

Le PROE a dispensé la formation en partenariat avec le gouvernement des Samoa, le projet de productivité et de commercialisation de l'agriculture et de la pêche des Samoa (SAFPROM) financé par la Banque mondiale, le projet ACPMEA3 financé par l'UE, et le programme BIOPAMA de l'UE-OACPS.



Les SIG au service d'un environnement durable aux Kiribati

La formation sur la cartographie des voies de développement durable aux Kiribati grâce aux technologies spatiales et à la gestion des données, ainsi qu'à la sensibilisation à l'observation de la Terre, représentait un investissement stratégique dans l'avenir des Kiribati. Organisée par le PROE, la formation répondait au besoin de renforcement des capacités techniques des parties prenantes environnementales de Kiribati.

Plus de 30 participants ont acquis des compétences pratiques en SIG et en gestion des données, adaptées aux priorités environnementales des Kiribati. Les outils introduits comprenaient QGIS pour l'analyse spatiale et la cartographie, KoBo Toolbox pour la collecte de données sur le terrain, et les applications d'observation de la Terre (EO) présentées par Geoscience Australia. La formation a renforcé la capacité nationale en matière de surveillance environnementale, de rapport et de conformité avec les accords internationaux sur les communautés résilientes et les écosystèmes sains.

L'atelier sur les SIG a été rendu possible grâce à un partenariat entre le PROE, le gouvernement de Kiribati, les fonds Emma Luke, Géoscience Australia, le projet ACPMEA3 de l'UE et le programme BIOPAMA UE-OACPS.

OBJECTIF 4.2

Renforcer les capacités nationales pour une bonne gouvernance environnementale, étayée par une assistance technique pour l'élaboration de politiques et de lois, et pour contribuer à la mise en œuvre des engagements pris par les Membres sur les plans régional et international.

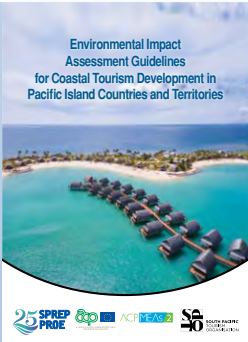
Les parties se réunissent pour renforcer la Convention de Nouméa

Une réunion ad hoc de la Convention de Nouméa a été organisée pour élaborer un plan de travail et un budget afin de mettre en œuvre les recommandations de la révision de la Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud (Convention de Nouméa) entreprise en 2021.

Au cours de la réunion ad hoc, 12 parties ont déterminé une voie pour renforcer l'importance de la Convention de Nouméa pour un environnement pacifique durable, y compris le renforcement du secrétariat de la Convention de Nouméa, l'amélioration de la coopération régionale sur les mers et les océans, le développement de stratégies de communication et de sensibilisation, et la garantie de la durabilité de la Convention.

Le plan de travail et le budget seront présentés à la dix-huitième Conférence des parties à la Convention de Nouméa en 2025 pour approbation.

La réunion ad hoc des parties à la Convention de Nouméa a été soutenue par le projet ACPMEA3 financé par l'Union européenne.



Comprendre le droit de l'environnement pour renforcer les capacités dans l'élaboration des politiques et de la législation du Pacifique était au cœur de la formation régionale destinée aux juristes du Pacifique travaillant en dehors des secteurs de l'environnement. Soutenue par le projet ACPMEA3 financé par l'Union européenne, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'UICN Océanie et le Réseau des juristes de l'environnement du Pacifique, la formation a réuni huit juristes du Pacifique pour leur première formation sur le droit de l'environnement.



Autonomiser les négociateurs des îles du Pacifique



Renforcer la confiance des négociateurs des îles du Pacifique pour une participation efficace lors des négociations dans le cadre d'accords multilatéraux. Des formations ont eu lieu lors de la réunion préparatoire régionale pour la seizième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 16 de la CDB) et de l'atelier régional de formation des juristes sur l'état de droit en matière d'environnement.

Cette formation a aidé les participants à comprendre les enjeux tout en renforçant leur capacité à examiner les ordres du jour, à formuler des positions nationales et à les aligner sur les positions régionales, ainsi qu'à constituer des coalitions pour renforcer leur pouvoir de négociation collective. Tous les délégués ont participé à un exercice de simulation de négociations.

Partenariats pour renforcer l'application du droit de l'environnement – webinaire régional Talanoa du PROE, PNEA et AELERT

Un webinaire régional d'échange sur l'application et la réglementation du droit de l'environnement, organisé par le Réseau du Pacifique pour l'évaluation de l'environnement (PNEA), a permis aux régulateurs des îles du Pacifique de découvrir le Réseau australasien de régulateurs et d'application de la loi en matière d'environnement (AELERT). En aidant à relever les défis de l'application du droit de l'environnement dans le Pacifique, le webinaire d'échange a présenté des solutions pour les défis quotidiens rencontrés.

Le premier Talanoa entre les deux partenaires a ouvert la voie à des relations renforcées pour développer notre capacité dans le Pacifique en matière d'application du droit de l'environnement. Cela a été soutenu par l'AELERT et le projet ACPMEA3 de l'Union européenne.



OBJECTIF 4.3

Renforcer la collecte, la surveillance et l'analyse des données environnementales et de la communication des résultats à l'échelle nationale et régionale.

Samoa et Vanuatu lancent leurs comptes rendus nationaux sur l'état de l'environnement

Des progrès ont été réalisés à Samoa et à Vanuatu avec le lancement de leurs comptes rendus sur l'état de l'environnement (SOE) afin de contribuer à la protection et à la gestion durable des ressources naturelles. Ces rapports fournissent des données environnementales actualisées et fiables que les décideurs politiques peuvent utiliser pour élaborer des stratégies éclairées alignées sur les objectifs de développement durable. Les comptes rendus aident à prioriser les domaines critiques d'intervention en fonction des preuves de dégradation ou d'amélioration de l'environnement.

Les Samoa ont lancé son quatrième rapport national sur l'état de l'environnement et son plan sectoriel national pour l'environnement. Le compte rendu a évalué quatre domaines thématiques clés : l'environnement naturel, l'environnement bâti, l'atmosphère, le climat et la gestion des catastrophes, ainsi que la gouvernance environnementale. Les analyses et recommandations basées sur les données reposaient sur cinquante indicateurs et sous-indicateurs évalués dans ces thèmes. Le quatrième rapport sur l'état de l'environnement pour Samoa a contribué à l'élaboration du plan sectoriel national pour l'environnement de Samoa, tous deux développés en partenariat avec le gouvernement de Samoa, le projet INFORM du PROE financé par le Fonds pour l'environnement mondial, ainsi que le programme conjoint de l'ONU financé par les Objectifs de développement durable (ODD) « Building Forward Better by Safeguarding Natural Capital and Ecosystem Services » (projet UNJP-SESS), mis en œuvre par le PROE et le PNUE.

Vanuatu a marqué l'histoire avec le lancement de son premier rapport sur l'état de l'environnement depuis l'adoption de la loi sur la protection et la conservation de l'environnement en 2002. Le compte rendu SOE reflète l'état des ressources naturelles de Vanuatu, les défis environnementaux et les voies pour renforcer les orientations de développement durable qui appuient les plans de développement nationaux et les cadres régionaux tels que la stratégie Continent bleu du Pacifique 2050. Le compte rendu a été élaboré en partenariat avec le projet ACPMEA3, financé par l'Union européenne.



Le portail environnemental du Pacifique a été mis en avant lors de la quatrième Conférence sur les petits États insulaires en développement

Solutions basées sur les données : « Les données clés pour surmonter les défis des petits États insulaires » était le titre d'un événement spécial organisé lors de la quatrième Conférence sur les petits États insulaires en développement (SIDS4). En mettant en avant le portail environnemental du Pacifique (PEP) en tant que principale plateforme de gestion des données environnementales dans le Pacifique, l'événement a présenté ses avantages et ses fonctionnalités pour appuyer les obligations de compte rendu nationales, régionales et mondiales.

L'événement a souligné l'importance de renforcer la collaboration existante entre nos îles du Pacifique, les agences régionales du Pacifique et les parties prenantes afin d'améliorer les pratiques de gestion des données, et a également abordé le besoin crucial de formation continue et de ressources pour améliorer les compétences en matière de collecte, d'analyse et de gestion des données dans nos îles du Pacifique.

L'événement parallèle, qui a attiré de nombreux participants, a réuni des intervenants représentant le PROE, le Forum des Îles du Pacifique (FIP), la Communauté du Pacifique (CPS) et le PNUE.



OBJECTIF 4.5

Renforcer les synergies entre la science, les politiques et les savoirs traditionnels et locaux pour guider la prise de décisions.

Les îles Cook marquent l'histoire avec leur premier OECM dans le Pacifique

Les îles Cook ont lancé la toute première mesure de conservation efficace à base d'aires (OECM) dans le Pacifique. Déclarée OECM à l'occasion de la Journée internationale de la biodiversité, la zone de conservation de Takitumu (TCA) couvre 155 hectares de forêt situés dans le district de Takitumu, à Rarotonga. Elle est protégée par trois familles propriétaires foncières depuis 1996, principalement pour protéger le kākērōri et conserver d'autres espèces végétales et animales uniques de la région.

Un point important est la manière dont l'OECM peut être reconnue comme une forme de zone protégée.

Souvent, les communautés ne disposent pas des critères requis pour une aire protégée, mais une OECM constitue une voie pour envisager la protection et la gestion des espèces et habitats présents dans ces zones.

En 2023, le PROE, en partenariat avec le PNUE-WCMC, a soutenu les îles Cook par un atelier national réunissant divers acteurs afin de découvrir le concept d'OECM, ses avantages potentiels, ses défis, les outils et l'aide disponibles pour favoriser la création d'OECM.

Depuis l'atelier de 2023, le Service national de l'environnement des îles Cook a organisé une série de consultations avec les propriétaires fonciers et les communautés, y compris la formation d'un groupe de travail, ce qui a abouti à l'obtention du consentement des propriétaires fonciers pour la soumission de l'accord de conservation du territoire (TCA) afin qu'il soit reconnu comme une ZEC le 12 mars 2024. Cette collaboration a démontré un véritable partenariat et un engagement envers la protection de la biodiversité des îles Cook, non seulement pour le présent, mais aussi pour les générations futures.



Participation du Pacifique à la conférence environnementale

Grâce à l'appui du PROE, des délégués des Fidji, des Samoa et de Tuvalu ont participé à la conférence 2024 de l'Institut de l'environnement d'Australie et de Nouvelle-Zélande (EIANZ). L'événement a offert une plateforme d'apprentissage interrégionale sur l'intégration des savoirs traditionnels dans les pratiques nationales de gestion environnementale, comme les études d'impact environnemental (EIE).

Les Fidji ont présenté une étude de cas mettant en lumière le rôle crucial que jouent les propriétaires fonciers traditionnels dans la planification des projets et le processus d'EIE aux Fidji.

La participation a été rendue possible grâce à l'appui du projet ACPMEA3 financé par l'Union européenne.



Les portails de données environnementales ont été mis en avant pendant la Semaine du changement climatique aux îles Marshall

Le PEP et le Portail environnemental des îles Marshall ont été présentés lors de la Semaine du climat des îles Marshall sur un stand dédié au PROE. L'espace interactif a sensibilisé les élèves et les parties prenantes aux défis climatiques dans la région des îles du Pacifique et aux initiatives en cours pour y répondre.

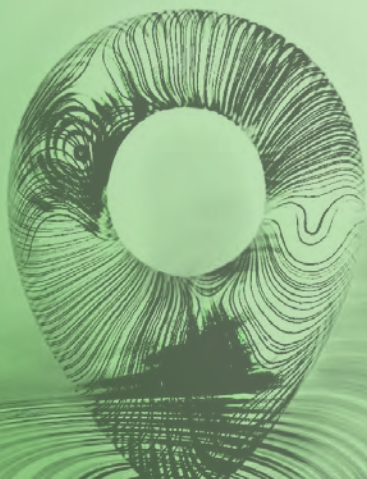
Tout au long de la Semaine du changement climatique de 2024, une série d'activités percutantes a mobilisé la communauté, mis en avant la durabilité environnementale et présenté les efforts en cours pour lutter contre le changement climatique. Les écoles locales ont participé à des discussions ouvertes, des débats et des présentations créatives de dioramas, témoignant de l'engagement actif de la jeunesse dans les échanges sur le climat.

L'exposition de la Semaine du changement climatique de 2024 au Centre international de conférence a présenté plus de 10 stands et était destinée aux lycées et aux étudiants universitaires, mais était également ouverte au public.

La participation du PROE a été soutenue par le programme du PNUE « Renforcement des services d'information et de connaissance sur le climat pour la résilience dans cinq pays insulaires du Pacifique » (PNUE CIS-Pac5) et le Bureau du PROE pour le Pacifique Nord.



Les travaux entrepris pour relever les défis environnementaux du Pacifique grâce aux SIG ont été amplifiés lors de la Conférence annuelle 2024 sur les systèmes d'information géographique (SIG) et la télédétection dans le Pacifique. Le PROE a participé à cet événement qui a rassemblé plus de 100 participants des îles du Pacifique autour du thème « Gestion durable des zones côtières grâce à la télédétection et aux SIG ». Le PROE a pu développer son réseau et présenter les activités menées dans le Pacifique en appliquant des technologies innovantes en SIG et en télédétection dans divers domaines et secteurs.



Événements marquants



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1

Le PROE dispose de systèmes d'information et de communication qui permettent de transmettre les bonnes informations aux contacts pertinents au moment opportun afin d'enclencher des changements positifs au niveau de l'organisation, des comportements et de l'environnement.

OBJECTIF 1.1

Partager et utiliser les connaissances grâce au développement et à la maintenance de systèmes et de processus fiables pour la collecte, le stockage et l'accès efficaces aux informations essentielles.

Le PROE est engagé dans un processus de transformation numérique guidé par sa stratégie TIC, une démarche visant à renforcer la résilience, à favoriser la collaboration et à autonomiser son personnel et ses membres grâce à des technologies innovantes. Points clés :

- Actuellement en cours de mise en œuvre, le projet de transformation numérique financé par la Nouvelle-Zélande—connu sous le nom de Système intégré de gestion d'entreprise (IEMS) – vise à moderniser les systèmes opérationnels et humains du PROE.
- Renforcement de la sécurité et de la résilience des réseaux et infrastructures informatiques grâce à des interventions en cybersécurité ayant permis de bloquer les tentatives d'intrusion et de déni de service, à la mise en place de systèmes hautement disponibles et de stratégies de reprise après sinistre conformes aux standards du secteur.
- Le service informatique du PROE continue de renforcer les capacités techniques et d'autonomiser les membres grâce à un appui technique, notamment en assurant la supervision et les conseils techniques pour le développement d'une application mobile météorologique pour Tonga. Assistance apportée à Kiribati et à Nauru pour l'évaluation de leurs besoins informatiques afin d'appuyer l'application sur les savoirs traditionnels, et lancement du site web du NHMS de Nauru.
- Une nouvelle plateforme d'apprentissage en ligne améliorée a été lancée lors du Conseil météorologique du Pacifique, reliant les utilisateurs aux connaissances et compétences nécessaires pour relever les défis environnementaux et technologiques de la région. Ces avancées technologiques contribuent également à lever les obstacles à l'accès à la formation technique et au partage des connaissances.
- Adoption de l'intelligence artificielle (IA) pour révolutionner l'accès à l'information. La fonctionnalité de recherche et de chatbot propulsée par l'IA a été mise en place sur les portails d'information de PROE.

Des jalons et réalisations majeurs sont attendus à mesure que le PROE poursuit son parcours de transformation numérique, fondé sur l'amélioration continue, la résilience et l'innovation.



OBJECTIF 1.2

Influencer un changement de comportement positif au sein du PROE et de ses parties prenantes par le biais de communications persuasives, ciblées et intégrées.

Plus de 50 praticiens météorologiques du Pacifique, issus de 14 îles du Pacifique, ont suivi une formation en communication pour transmettre leurs messages de manière claire à leurs publics, favorisant et renforçant l'action en matière de préparation. Dispensée par le PROE en partenariat avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM), cette formation a également contribué à établir des partenariats entre Pasifika TV et Radio New Zealand, permettant la diffusion du Cyclone Watch pendant la saison des cyclones. La formation a été appuyée par des partenaires qui se sont unis pour la rendre possible, notamment l'OMM, le projet Climate Risk and Early Warning Systems (CREWS), le programme de l'Union européenne Intra-ACP Climate Services and related Applications (ClimSA), le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), Radio New Zealand International, Pasifika TV et le Département de météorologie et des géorisques du Vanuatu (VMGD).

Le SPREP a été mis à l'honneur lors du Sommet des médias du Pacifique 2024 à Nioué avec le lancement du Vision Pasifika Media Award par le Premier ministre de Nioué, l'honorable Dalton Tagelagi, soutenu par le SPREP en partenariat avec le Bureau du Commissaire de l'océan Pacifique (OPOC). Ce prix encourage le journalisme sur cette thématique afin de sensibiliser le public. Les lauréats du prix seront annoncés en 2025. Le travail s'est poursuivi pour aider nos membres du PROE à amplifier leur voix au niveau national :

- Des officiers de préparation de Nauru, de Nioué et de la République des Îles Marshall ont suivi une formation avec le PROE afin de renforcer leur récit des îles du Pacifique avec un appui continu fourni tout au long de l'année.
- Des conseils ont été fournis pour l'élaboration de communiqués de presse et de bulletins d'information électroniques pour Nioué.
- Vingt journalistes de l'Association des journalistes de Samoa (JAWS) ont suivi une formation visant à renforcer leur capacité à assurer un suivi continu de l'actualité environnementale. Cette initiative a été appuyée par le Centre Pacifique sur le changement climatique (PCCC) et le Projet sur les déchets marins dans le Pacifique financé par l'Australie (POLP).
- En Samoa américaines, l'appui a permis de contribuer à l'élaboration de plans de campagne sur la résilience et la sensibilisation, ainsi qu'au renforcement des capacités pour faciliter la mise en œuvre des prochaines étapes.



- Une stratégie de communication médiatique a été élaborée pour le Samoa afin d'assurer une information claire et efficace à la suite d'un déversement d'hydrocarbures en mer au large de ses côtes.

Afin de garantir que les populations du Pacifique disposent des ressources nécessaires pour développer leurs connaissances et leur sensibilisation, les éléments suivants ont été mis à disposition et distribués :

- Plus de 70 exemplaires de la trousse à outils sur l'océan destinés aux médias du Pacifique ont été distribués pour encourager la couverture médiatique consacrée à nos océans.
- Plus de 100 ressources sur la pollution plastique ont été élaborées et distribuées aux jeunes du Pacifique, avec l'appui du projet Pacific Ocean Litter financé par l'Australie.

La couverture médiatique, contribuant à amplifier la voix du Pacifique lors des événements clés de 2024, a été assurée :

- Lors de la Clean Pacific Roundtable organisée à Tuvalu, le PROE a collaboré avec le Département des médias de Tuvalu pour élaborer dix articles diffusés sur le site web du PROE et sur les réseaux sociaux, atteignant plus de 50 000 personnes sur la page Facebook du PROE sur une période de trois jours.
- Lors de la 4^e Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement à Antigua-et-Barbuda, 41 contenus ont été créés et diffusés sur le site web et les réseaux sociaux du PROE. Rien que sur Facebook, ces publications ont touché plus de 90 000 personnes en seulement quatre jours.

En 2024, le PROE a poursuivi la mise en œuvre de sa Stratégie de gestion de l'information et du savoir, renforçant son rôle de leader régional en matière de connaissances en améliorant l'accessibilité, le partage et la préservation des informations environnementales à travers le Pacifique. Parmi les principales réalisations :

- Intégration renforcée entre la Bibliothèque virtuelle du SPREP et la Battlers Resource Base afin d'améliorer l'accessibilité et la visibilité des ressources.
- Utilisation écoresponsable de codes QR sur les publications lors d'expositions, favorisant un accès durable à l'information.
- Numérisation des ressources audiovisuelles existantes avec l'appui du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) pour assurer la préservation et l'accessibilité à long terme
- Diffusion et partage des comptes rendus et ressources environnementales du PROE avec la bibliothèque publique de Salafai à Savai'i, renforçant notre engagement à rendre l'information environnementale accessible aux communautés du Pacifique.

Le PROE a également renforcé la gestion interne des connaissances grâce à :

- Des formations pour le personnel et des séminaires de partage des connaissances
- L'amélioration des systèmes de mémoire institutionnelle et l'utilisation de l'intranet Fagogo.

L'engagement des communautés et des jeunes est demeuré une priorité, touchant plus de 450 étudiants en 2024. La campagne de sensibilisation à la conservation des oiseaux marins à Samoa s'inscrivait dans le cadre des initiatives plus larges de partage de connaissances du SPREP, appuyées par le programme Pacific Bioscapes financé par l'UE. La première Journée de l'information PROE à Savai'i a permis à plus de 100 étudiants de découvrir le PROE et les enjeux environnementaux du Pacifique, plus de 200 étudiants de l'Université Monash ont visité le PROE, et le PROE a participé à la journée des carrières du Samoa College en interagissant avec plus de 100 étudiants.

Avec plus de 1 700 ressources liées au genre ajoutées au répertoire du PROE et un engagement continu en faveur d'une diffusion inclusive, le PROE réaffirme son engagement envers le partage des connaissances comme fondement de décisions éclairées, de la gestion environnementale et de la résilience régionale.

OBJECTIF 1.3

Améliorer la qualité et l'interopérabilité de l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication dans la région.

OBJECTIF 2.1

Encourager des approches intégrées des programmes pour relever les défis de la gestion de l'environnement.



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2

Le PROE met en œuvre des processus pluridisciplinaires dans l'exécution de ses programmes et dans le soutien qu'il apporte à ses Membres pour l'élaboration de politiques et stratégies nationales et régionales.

Le PROE a renforcé ses partenariats avec les gouvernements des Samoa américaines, de Nauru et du Vanuatu grâce à l'élaboration conjointe et à la signature des Cadres de partenariat stratégique pour les pays et territoires (CTSPF).

La signature des CTSPF témoigne des engagements communs entre le PROE et ses membres en matière de protection de l'environnement et de résilience climatique. Les CTSPF renforcent la capacité du SPREP et de ses membres à collaborer sur un large éventail de sujets, allant de la météorologie et des systèmes d'alerte précoce à la conservation de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et la préparation aux catastrophes, en passant par la gestion des déchets et le contrôle de la pollution, ainsi que la planification environnementale durable.

PRMG et PCU renforcent le suivi et l'apprentissage institutionnel

Créée en 2017 avec l'appui financier du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT), l'Unité de coordination de projet (PCU) a démarré avec un portefeuille de projets d'une valeur de 30 millions USD. En 2024, ce portefeuille avait été multiplié par près de sept, grâce aux projets développés dans le cadre des programmes du PROE. L'UP a été intégrée en 2024 au nouveau département Planification stratégique, Partenariats et Mobilisation des ressources (SPPRM). À la fin de 2024, 60 projets étaient en cours de mise en œuvre, avec 18 projets supplémentaires en préparation.

Pour renforcer le suivi et l'apprentissage institutionnel, l'UP assure le rôle de secrétariat du Groupe de révision et de suivi des projets (PRMG), un organisme transversal regroupant des représentants des programmes techniques, des ressources humaines, des finances et du service juridique.

L'UP et le PRMG assurent conjointement la gouvernance stratégique du portefeuille et des projets en cours, garantissant leur alignement sur le Plan stratégique du PROE, la gestion des risques et la conformité. L'UP collabore également étroitement avec le Programme de gouvernance environnementale pour garantir le respect des sauvegardes environnementales et sociales, conformément aux exigences institutionnelles et des fonds multilatéraux.

OBJECTIF 2.2

Renforcer le cadre d'apprentissage et de compte rendu des résultats du PROE, en intégrant les performances organisationnelles et environnementales.



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Le PROE dispose d'une base de financement fiable et durable soutenant l'accomplissement de résultats environnementaux profitant à la région des îles du Pacifique et la gestion ses programmes et opérations dans le respect du budget convenu.

OBJECTIF 3.1

Établir un budget équilibré et durable

Grâce à une surveillance financière proactive, à une mise en œuvre stratégique et à un appui opérationnel, le PROE a atteint un budget équilibré et durable, se traduisant par un excédent financier global en fin d'exercice. Les initiatives clés comprenaient :

- Un suivi régulier de la trésorerie
- Des prévisions financières réalisées en temps utile
- Une gestion du risque de change
- La mise en œuvre de la Stratégie de durabilité des finances et des ressources

Ces efforts, combinés à des services administratifs efficaces et à une gestion performante des biens, ont renforcé notre performance financière et notre stabilité à long terme, se traduisant par :

- Un impact financier positif notable, avec un excédent global de 660 824 USD.
- Les dépenses réelles totales ont dépassé les prévisions budgétaires, atteignant 44 millions USD contre 41 millions USD budgétés, principalement grâce à une exécution solide des Programmes, qui ont enregistré 37 millions USD de dépenses réelles contre 33 millions USD prévus.

Cependant, le budget central a été sous-utilisé, avec des dépenses réelles de 6,9 millions USD contre un budget de 7,6 millions USD, entraînant un déficit de 700 000 USD. Ce sous-emploi est directement lié à l'excédent de fin d'exercice, illustrant une gestion prudente des coûts et un suivi efficace du budget dans les opérations centrales.

Les Programmes étaient responsables de la mise en œuvre des activités et de la gestion de leur budget, avec l'appui du Département des finances pour les achats et le reporting, tandis que l'équipe du Département des finances assurait la gestion financière globale du PROE pour l'ensemble de ses financements, incluant les Programmes, ainsi que le suivi direct du budget central du PROE.

Une étape clé en 2024 a été le maintien d'un fort élan dans l'exécution des Programmes, capitalisant sur les acquis de 2023.

L'exécution globale des Programmes a atteint en moyenne 112 % des objectifs, deux Programmes dépassant largement leurs cibles de mise en œuvre. Cette réussite reflète à la fois une exécution efficace et un engagement constant de toutes les équipes.

Parallèlement, la mise en œuvre anticipée de la Stratégie de durabilité financière et des ressources, approuvée l'an dernier, commence à produire des résultats concrets, notamment par l'augmentation des revenus issus des contributions des membres et des frais de gestion des Programmes, démontrant des progrès positifs sur nos priorités de durabilité financière.

Tous les partenaires de l'organisation ont contribué collectivement au succès de notre travail en 2024, que ce soit par le financement, l'assistance technique ou la collaboration stratégique. Leur appui combiné a été déterminant dans l'atteinte de notre programme et de nos résultats financiers.

Notamment, en ce qui concerne le financement de base durable, nous reconnaissons l'engagement continu de nos partenaires de longue date, tels que la Nouvelle-Zélande et l'Australie, qui fournissent chaque année un appui financier de base pour appuyer les activités de base du PROE. Un développement majeur en 2024 a été l'entrée du Royaume-Uni en tant que partenaire de financement central, bien qu'il s'agisse d'un financement initial et ponctuel, apportant pour la première fois un appui exceptionnel de 3 millions GBP pour combler le déficit budgétaire non financé des budgets biennaux 2024/2025.

Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande, via son financement de 15,2 millions NZD pour le changement climatique, a soutenu le renforcement des capacités humaines institutionnelles du PROE et de ses systèmes pour assurer la mise en œuvre réussie et l'atteinte des résultats de sa Stratégie de financement climatique, contribuant de manière déterminante à l'appui des postes clés de l'organisation et à l'amélioration de nos systèmes grâce à la Transformation numérique. L'engagement commun de tous les partenaires a été essentiel pour consolider nos bases et faire progresser nos objectifs stratégiques.

En 2024, le SPREP a renforcé l'intégrité et l'efficacité de ses opérations financières grâce à un alignement étroit de la surveillance financière avec les systèmes de gestion, de suivi et de reporting des Programmes. L'évaluation et l'atténuation des risques, qui constituent une composante essentielle de notre travail central, sont restées une priorité au niveau du Département des finances, comme en témoigne la révision et la mise à jour réussies de la Politique et du Manuel d'approvisionnement.

Notre approche rigoureuse des contrôles internes a été confirmée par des résultats d'audit constamment positifs, obtenus tant lors de l'audit annuel du PROE que des audits de projets réalisés l'an dernier. De plus, le département des finances a garanti des normes élevées de responsabilité financière en fournissant tout au long de l'année des informations financières exactes et en temps voulu aux partenaires bailleurs du PROE.

L'impact de ce travail s'est traduit par une responsabilité financière accrue, une confiance renforcée des bailleurs et une amélioration de la prise de décision à l'échelle de l'organisation. En intégrant la gestion des risques et les contrôles financiers au suivi des programmes, nous avons veillé à ce que les ressources soient utilisées efficacement, conformément aux politiques et en cohérence avec les priorités stratégiques. Les résultats positifs des audits continuent de renforcer notre crédibilité auprès des donateurs et des partenaires, permettant la poursuite du financement et, dans certains cas, son augmentation. Des comptes rendus financiers exacts et fournis en temps voulu ont également favorisé une gestion proactive et une transparence accrue, contribuant à la stabilité et à la performance financières globales de l'organisation, comme en témoignent les résultats financiers globaux de l'an dernier.

Des réunions annuelles bilatérales et trilatérales de haut niveau se sont poursuivies avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, principaux partenaires bailleurs clés du PROE. Ils ont également joué un rôle déterminant au sein du groupe de travail qui a contribué à l'examen de la structure de financement de base et, par conséquent, à l'élaboration de la Stratégie de financement et de durabilité des ressources du Secrétariat, approuvée lors de la réunion du Conseil exécutif en septembre 2024. Certaines des recommandations prioritaires ont été mises en œuvre, en lien avec la performance financière globale positive en fin d'exercice.

Les négociations avec le gouvernement britannique, en tant que nouveau bailleur essentiel, ont abouti à l'obtention d'un appui financier substantiel de 3 millions de livres sterling, ce qui a permis de combler le déficit budgétaire des budgets biennaux 2024/2025. L'intégration réussie du gouvernement britannique en tant que nouveau bailleur essentiel, avec une contribution de 3 millions de livres sterling, a également élargi notre base de financement de base, réduisant la dépendance à un nombre limité de partenaires et renforçant la résilience financière globale. Cela ouvre la voie à un partenariat potentiel à long terme de même nature, cette contribution précieuse constituant une plateforme essentielle. Cela renforce également nos relations avec le gouvernement britannique et place l'organisation en position d'attirer un appui financier de base supplémentaire de la part de nouveaux partenaires. L'impact de ce travail a été déterminant pour maintenir la stabilité financière et l'orientation stratégique de l'organisation. La collaboration continue à haut niveau avec des bailleurs essentiels tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, en tant que bailleurs clés du PROE, a renforcé la confiance et l'alignement, permettant de garantir un financement de base constant et prévisible. Leur participation active à l'élaboration de la Stratégie de durabilité financière et des ressources a permis d'intégrer les points de vue des bailleurs dans la planification financière à long terme, soutenant directement le succès des premières étapes de mise en œuvre et contribuant à l'excédent financier global de 2024.

OBJECTIF 3.2

Gérer les fonds de manière efficace et transparente grâce à des systèmes financiers, de gestion des risques et d'audit performants, intégrés aux systèmes de gestion, de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports du programme.



OBJECTIF 3.3

Établir des relations efficaces, stratégiques et durables avec les bailleurs nouveaux et déjà existants, grâce à une communication régulière, incluant des discussions et des réunions de haut niveau.



OBJECTIF 3.5

Rechercher des sources et formes supplémentaires de financement durable

En 2024, le PROE a mis en œuvre une série d'actions ciblées visant à diversifier et à renforcer l'appui financier durable, dont beaucoup – bien que n'ayant pas été directement lancées en réponse à la Stratégie de durabilité financière et des ressources – étaient étroitement alignées sur ses recommandations prioritaires.

Cela comprenait les actions suivantes :

- Renforcer les mécanismes de recouvrement des coûts en appliquant de manière plus systématique des frais généraux aux activités financées par les bailleurs, lorsque cela est pertinent et applicable.
- Fixer les frais de programme au taux plafond de 15 % pour les nouveaux financements, à négocier comme mesure stratégique provisoire, en attendant un examen plus approfondi prévu plus tard cette année.

Un financement supplémentaire de 15,2 millions de dollars néo-zélandais a été négocié et obtenu l'an dernier auprès du gouvernement néo-zélandais dans le cadre de sa stratégie de financement climatique, afin de renforcer les capacités institutionnelles du PROE, tant sur le plan des ressources humaines que des systèmes, pour lui permettre de remplir son mandat, en particulier en ce qui concerne les priorités liées au changement climatique.

En outre, le FVC a apporté un financement destiné à renforcer les capacités techniques, institutionnelles et opérationnelles des entités d'accès direct du Pacifique, afin de mieux appuyer les PEID du Pacifique dans la réalisation de leurs ambitions climatiques.



En 2024, le PROE a réalisé des avancées notables au titre de l'Objectif organisationnel 4.2 en renforçant son rôle de chef de file dans les partenariats régionaux et internationaux en faveur de l'action environnementale.

Quatre nouveaux partenariats ont été officialisés avec (i) l'Université Monash, (ii) la Great Barrier Reef Foundation, (iii) Live and Learn et (iv) l'Université nationale des Îles Salomon, élargissant ainsi la capacité du PROE à appuyer ses membres dans l'ensemble de ses domaines programmatiques.

L'appui à l'intégration transversale de la dimension genre et inclusion sociale (GESI) et les cadres de suivi, évaluation et apprentissage (MEL) du Secrétariat, ainsi que les travaux menés en 2024 pour élaborer le futur Plan stratégique de PROE sont financés par les gouvernements d'Australie, de Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni.

Dans le cadre du protocole d'accord PROE – CPS, l'initiative Pacific Women Lead (PWL), dirigée par la CPS, a apporté au PROE un appui financier pour l'intégration de la dimension genre sur la période 2024-2026 (dans le cadre du programme régional de PWL). Ces fonds ont été utilisés pour le recrutement du premier conseiller permanent en matière de genre du PROE, qui a pris ses fonctions fin 2024, avec pour priorités immédiates de finaliser la politique de genre conformément aux meilleures pratiques et de poursuivre l'intégration de la dimension genre au sein du PROE, notamment par la coordination des activités du Groupe pour l'intégration de l'égalité et de l'inclusion (GEIM).

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4
Le PROE est à la tête et engagé dans des partenariats et collaborations productifs.

OBJECTIF 5.1

Recruter et fidéliser des personnes qui apportent leurs compétences et leurs connaissances dans un esprit de collaboration afin de mettre en œuvre le plan stratégique du PROE de manière efficace et performante, notamment en canalisant l'assistance technique.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Le PROE a accès à un vivier de personnes possédant les attitudes, les connaissances et les compétences nécessaires à la concrétisation de la vision régionale commune.

Le Secrétariat reconnaît l'importance de la Stratégie pour définir l'orientation stratégique et

les directives en matière de leadership, de gestion des ressources humaines et de transformation, en particulier dans le contexte de l'évolution continue des principes et pratiques d'emploi ainsi que des incertitudes des marchés mondiaux et des modes de travail. En définitive, la Stratégie relative aux ressources humaines constitue un engagement envers notre personnel et reflète l'une des valeurs essentielles du PROE : valoriser nos collaborateurs. Les initiatives en cours qui appuient cet engagement incluent des travaux majeurs de restructuration et de réajustement. Les principaux développements sont les suivants :

- Suspension du deuxième poste de Directeur général adjoint ou Directrice générale adjointe
- Renommage du programme « Écosystèmes insulaires et océaniques » (IOE) en programme « Biodiversité et conservation » (BC) et transfert de l'essentiel de ses activités aux Fidji.
- Création du nouveau département Planification stratégique, Partenariats et Mobilisation des ressources (SPPR).
- Mise en place du nouveau programme « Science et information sur le climat » (CSI, Climate Science and Information) avec le transfert des fonctions et du personnel chargés de la science du climat et de la météorologie du programme « Résilience face au changement climatique » (CCR, Climate Change Resilience).
- Le programme Surveillance et gouvernance environnementales (EMG, Environmental Monitoring and Governance) a été renommé en programme de Gouvernance environnementale (EG, Environmental Governance).
- Réorganisation de l'Unité juridique en Département des services juridiques et des organes directeurs (LSGB), avec l'intégration de la supervision et de la coordination des politiques institutionnelles.
- Transfert des fonctions du Secrétariat de la Convention de Nouméa depuis le programme EG et des fonctions du Secrétariat de la Convention de Waigani depuis le programme Gestion des déchets et lutte contre la pollution (WMPC) vers le département LSGB.
- Transfert de la fonction Administration du département Finances vers le département Ressources humaines afin de consolider et de renforcer notre approche en matière de santé, sécurité et sûreté au travail.

En 2024, le taux de fidélisation du personnel s'élevait à 87 %.

L'essai de recrutement s'est poursuivi, avec une évaluation dont l'achèvement est prévu au deuxième trimestre 2025. Une grande partie des recrutements concernait principalement les projets. Un fait marquant a été le recrutement et l'intégration du premier directeur du tout nouveau Département de la planification stratégique, des partenariats et de la mobilisation des ressources. Ce poste clé jouera un rôle essentiel dans la collaboration avec l'ensemble des domaines de PROE.

Le processus de recrutement a été lancé pour six postes au sein de l'équipe de direction, principalement en raison des exigences de la règle des six ans, mais aussi pour répondre à de nouveaux besoins et à des changements liés à la réorganisation. Une initiative clé dans ce processus est l'engagement de la Troïka dans le processus de recrutement et de sélection de tous les membres de l'équipe de direction. Cela vise à faciliter l'engagement de la Troïka en tant que représentants de nos membres dans les processus et orientations au niveau du leadership.

L'examen des rémunérations a été facilité par le Secrétariat, le groupe de travail des Membres – composé de représentants de l'Australie, des Îles Cook, de la Nouvelle-Zélande, de Samoa, de Tokélaou et du Royaume-Uni – dirigeant le processus. Une invitation ouverte a été adressée aux autres membres pour y participer.

- Strategic Pay of New Zealand a été engagé en août 2024 pour mener à bien l'examen indépendant des conditions de rémunération et d'emploi du personnel du Secrétariat, qui devrait s'achever fin octobre 2024. Le contrat a été prolongé à trois reprises, la date finale étant fixée au 2 mai 2025.
- Le contrat avec Strategic Pay a pris fin le 2 mai 2025 et le rapport final devrait être distribué au groupe de travail des membres d'ici la fin de la semaine du 5 mai 2025.

Le groupe de travail des membres se réunira pour examiner le rapport et ses recommandations, y compris les prochaines étapes, afin d'obtenir la décision des membres.



OBJECTIF 5.2

Renforcer les capacités en matière de ressources humaines par le biais d'un développement professionnel continu dans le cadre d'une culture d'entreprise professionnelle et responsabilisante.

Conformément à notre engagement en faveur de l'amélioration continue du lieu de travail et afin de soutenir notre personnel à travers les initiatives de la stratégie RH, voici quelques améliorations clés apportées aux conditions générales dont bénéficie le personnel, dans l'attente des résultats de la révision des rémunérations :

- Prime de rendement de 3 % versée à l'ensemble du personnel.
- Octroi d'une allocation de gratification à l'ensemble des EPAI nationaux (Employés du Programme et des Activités Internes).
- Octroi d'une indemnité de résidence au personnel EPAI basé aux Îles Fidji.
- Renouvellement de l'assurance médicale avec des conditions générales supplémentaires et améliorées et une couverture accrue en cas d'évacuation médicale à l'étranger.

OBJECTIF 5.3

Créer une culture constructive, responsabilisante et axée sur les résultats afin de créer une culture de travail en équipe collaborative qui respecte et valorise chacun.

Afin d'offrir un environnement de travail valorisant et propice, de promouvoir une culture positive et de faire du PROE un lieu de travail épanouissant, un certain nombre d'activités ont été mises en œuvre pour appuyer la diversité et l'inclusion :

- Activité sociale de bienvenue au début de l'année 2025
- Célébration de Pâques sur les différents campus
- Cadeau de temps pour la Fête des Mères
- Pinktober avec l'équipe GEIM
- Journée internationale des femmes
- Journée internationale des droits des femmes

La première politique de règlement des griefs du PROE a été approuvée après des consultations approfondies avec le personnel et la participation d'un consultant externe indépendant et de la direction, et avec les conseils de groupes de travail internes composés de membres du personnel.

D'autres politiques en cours de rédaction, en réponse aux retours du personnel, incluent les modalités de travail flexibles et à distance, la santé, la sécurité, la sûreté et le bien-être au travail, ainsi que le plan de travail des effectifs.

Toutes ces initiatives, ainsi que de nombreuses autres en préparation, sont essentielles pour renforcer l'engagement et le devoir de protection de PROE en tant qu'employeur, tout en garantissant la continuité des activités grâce à la mise en œuvre de modes de travail appropriés et pragmatiques, conformément aux objectifs de la Stratégie des ressources humaines.





Questions transversales et enseignements tirés

Pour répondre efficacement aux trois crises planétaires que sont le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution, il est essentiel d'en reconnaître l'interdépendance et de comprendre comment ces liens influencent nos priorités stratégiques ainsi que la mise en œuvre d'interventions et de solutions adaptées.

Dans cette section du Résumé de haut niveau du PIP 4 (2024–2025), nous mettons l'accent sur les grands thèmes transversaux : innovation, synergies stratégiques, intégration de la dimension de genre, gestion des risques et enseignements tirés.

Gestion des risques

La gestion des risques est au cœur de la gouvernance et des processus décisionnels du PROE et reste une priorité stratégique de l'organisation.

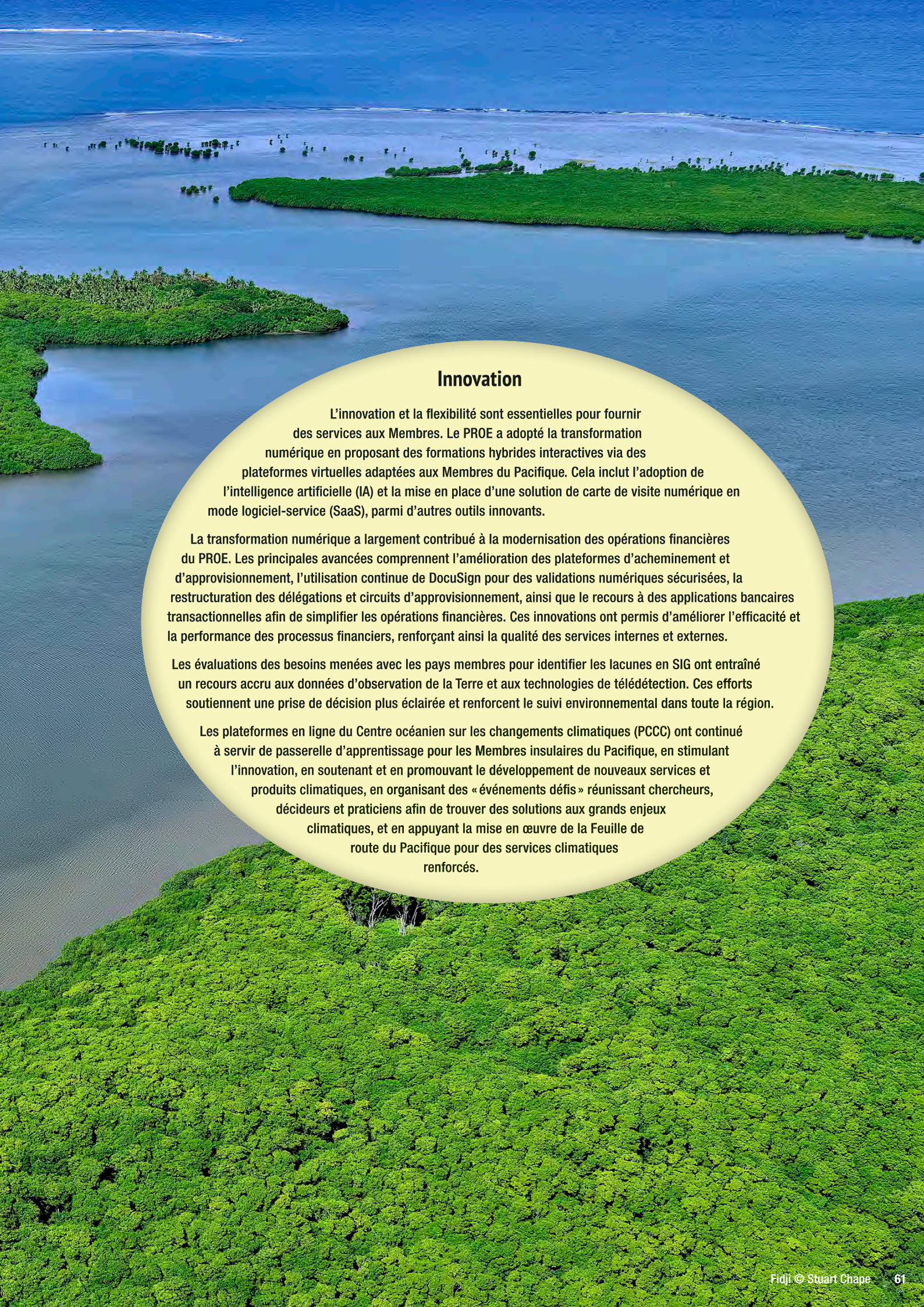
Au niveau organisationnel, les risques majeurs (PERs) sont suivis et gérés en continu par le Comité des risques (RC).

Au niveau des programmes, la gestion des risques demeure une composante essentielle du travail technique et est intégrée à la mise en œuvre des projets, avec suivi et évaluation tout au long de leur cycle de vie. Les évaluations identifient les risques et proposent des mesures d'atténuation pour les prévenir et les minimiser.

Le PROE a continué à surveiller attentivement et à mettre en œuvre des mesures visant à prévenir et minimiser les menaces liées à la cybersécurité. Cela inclut des formations régulières pour le personnel, ainsi que l'application de protocoles et de mesures de sécurité adaptés. Le PROE adopte une approche fondée sur les risques pour garantir la protection de l'organisation contre toute menace cyber.

Les risques financiers sont suivis et gérés de manière constante et continue, comme en témoignent les rapports d'audit positifs de 2024 couvrant toutes les vérifications et missions d'assurance réalisées. Cela témoigne non seulement de la gestion efficace et transparente des fonds par le PROE, mais également de la solidité de ses systèmes fiduciaires, de contrôle interne et de ses structures de gouvernance.

Le Secrétariat continue à travailler en étroite collaboration avec le Comité d'audit et le Comité des risques afin de garantir une surveillance appropriée et des mesures d'atténuation adaptées.



Innovation

L'innovation et la flexibilité sont essentielles pour fournir des services aux Membres. Le PROE a adopté la transformation numérique en proposant des formations hybrides interactives via des plateformes virtuelles adaptées aux Membres du Pacifique. Cela inclut l'adoption de l'intelligence artificielle (IA) et la mise en place d'une solution de carte de visite numérique en mode logiciel-service (SaaS), parmi d'autres outils innovants.

La transformation numérique a largement contribué à la modernisation des opérations financières du PROE. Les principales avancées comprennent l'amélioration des plateformes d'acheminement et d'approvisionnement, l'utilisation continue de DocuSign pour des validations numériques sécurisées, la restructuration des délégations et circuits d'approvisionnement, ainsi que le recours à des applications bancaires transactionnelles afin de simplifier les opérations financières. Ces innovations ont permis d'améliorer l'efficacité et la performance des processus financiers, renforçant ainsi la qualité des services internes et externes.

Les évaluations des besoins menées avec les pays membres pour identifier les lacunes en SIG ont entraîné un recours accru aux données d'observation de la Terre et aux technologies de télédétection. Ces efforts soutiennent une prise de décision plus éclairée et renforcent le suivi environnemental dans toute la région.

Les plateformes en ligne du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) ont continué à servir de passerelle d'apprentissage pour les Membres insulaires du Pacifique, en stimulant l'innovation, en soutenant et en promouvant le développement de nouveaux services et produits climatiques, en organisant des « événements défis » réunissant chercheurs, décideurs et praticiens afin de trouver des solutions aux grands enjeux climatiques, et en appuyant la mise en œuvre de la Feuille de route du Pacifique pour des services climatiques renforcés.

Synergies stratégiques

Le PROE a poursuivi ses activités et la fourniture de ses services de manière plus intégrée et cohérente entre programmes et projets. Ces avancées ont été appuyées et facilitées par des mécanismes internes de coordination opérationnels depuis 2018.

Afin de garantir que les populations du Pacifique bénéficient d'une résilience renforcée face au changement climatique, le CCR et l'IOE ont continué de promouvoir l'adaptation fondée sur les écosystèmes, les solutions basées sur la nature et les initiatives WRP. Par exemple, PRISMSS élabore une analyse de rentabilité sous l'angle du changement climatique et de ses liens avec l'éradication et la gestion des espèces envahissantes dans les PEID du Pacifique, afin d'obtenir un appui financier du Fonds d'adaptation.

Le sous-programme IOE sur les espèces menacées et migratrices (TAMS) a poursuivi ses échanges avec la Commission des pêches du Pacifique occidental et central sur la question des prises accessoires d'espèces menacées et migratrices, afin que les populations du Pacifique bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients.

Pour améliorer la gestion des déchets et le contrôle de la pollution, le programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution a développé une nouvelle plateforme d'e-learning sur le site du PROE, hébergeant une série de cours créés par PacWaste Plus. Cette initiative a été mise en place en collaboration avec le service informatique du PROE pour garantir un accès facile et continu à ces ressources.

Le renforcement de la résilience des communautés face aux impacts du changement climatique, grâce à une gestion efficace des déchets liés aux catastrophes, demeure une priorité stratégique. Les principales initiatives incluent l'amélioration de l'accès aux décharges à Tonga et au Vanuatu ainsi que la réduction des risques liés aux matériaux amiantés, dangereux pour les intervenants et bénévoles en cas de catastrophe. Le PROE continue également d'appuyer les négociations d'un traité mondial sur les plastiques visant à répondre aux trois crises planétaires.



Pour que les populations et l'environnement du Pacifique bénéficient de l'engagement et des meilleures pratiques en matière de gouvernance environnementale, une attention accrue a été portée au Cadre de gouvernance des océans, en cohérence avec le mandat et les priorités stratégiques du PROE.

Ce cadre vise à renforcer le rôle du Secrétariat dans la gouvernance des océans, améliorer la coordination interne, appuyer les conventions de Nouméa et de Waigani, et consolider la collaboration avec les Membres et partenaires. De plus, le Groupe de coordination pour le suivi et le rapportage environnemental (EMRCG), rassemblant plusieurs programmes, a poursuivi ses efforts pour promouvoir une approche coordonnée de la gestion et du reporting des données au sein de l'organisation.

Le PROE a également continué d'agir comme un pôle central de diffusion des informations officielles auprès des pays membres, partenaires et parties prenantes – garantissant que les bonnes informations parviennent aux bonnes personnes au bon moment pour appuyer la prise de décision et la collaboration régionale.

Pour amplifier les voix du Pacifique dans les négociations et forums internationaux, le PROE a apporté un appui stratégique aux Membres lors d'événements majeurs. Il s'agit notamment de la 29e session de la Conférence des Parties (COP 29) à la CCNUCC à Bakou (Azerbaïdjan), de la 4e Table ronde pour un Pacifique plus propre (CPRT) à Funafuti (Tuvalu), de l'INC-4 à Ottawa (Canada), de l'ANUE-6 à Nairobi (Kenya), de l'UNOC 2024 à Barcelone (Espagne), de la Convention BRS à Genève (Suisse) et de la 16e Conférence des Parties (COP 16) à la Convention sur la diversité biologique à Cali (Colombie).

Les résultats financiers sous l'Objectif organisationnel 3 sont étroitement liés à toutes les priorités stratégiques, car ils consolident et rendent compte de la base de financement globale du PROE. L'efficacité de la gestion financière influence directement la mise en œuvre des activités du Secrétariat et appuie la réalisation de l'ensemble des objectifs régionaux du Plan stratégique.

La stratégie du PROE pour son personnel reconnaît que celui-ci est son atout le plus précieux. Le Directeur général assure la direction globale de cette stratégie, dont la mise en œuvre est coordonnée par le Département des ressources humaines et de l'administration (HRAD) en collaboration avec l'ensemble du personnel. Le HRAD joue un rôle transversal dans tous les programmes et départements, appuyant la mise en œuvre de fonctions clés telles que la réorganisation de l'organisation, le recrutement, l'intégration, la gestion des performances et des initiatives plus larges liées au personnel. Il veille également à la fourniture de services opérationnels essentiels, tels que la gestion de la paie et des congés.



Genre

L'égalité femmes-hommes et l'inclusion sociale sont essentielles à la réalisation du Plan stratégique 2017-2026 du PROE. Elles sont intégrées aux programmes et projets du PROE qui soutiennent les priorités environnementales des pays membres et les Objectifs de développement durable. Elles ont été mises en œuvre à travers le travail technique du PROE avec les Membres, les actions régionales et mondiales, ainsi qu'au moyen d'une large gamme d'outils de sensibilisation et de formation sur l'égalité femmes-hommes, le handicap et l'inclusion sociale (GEDSI), de lignes directrices et de formations. Certaines de ces activités ont été réalisées dans le cadre de l'Initiative Kiwa, appuyée par la Communauté de pratique GEDSI et NbS.

La voix unique du Pacifique continue de promouvoir l'intégration de l'égalité femmes-hommes et de l'inclusion sociale (GESI) dans les domaines prioritaires de l'atténuation, de l'adaptation et du financement, ainsi que dans les thèmes de l'évaluation mondiale des CDN.

La réunion du Conseil météorologique du Pacifique (PMC) et la sixième réunion du Réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique (PILN) ont réaffirmé l'importance d'appliquer les principes GEDSI et des savoirs traditionnels pour assurer la réussite des actions.

Au niveau institutionnel, l'égalité de genre a été intégrée dans les opérations du PROE et dans les résultats des programmes. Le Secrétariat continue de collaborer activement avec le Conseil des organisations régionales du Pacifique (CROP) pour promouvoir l'égalité femmes-hommes, notamment par le biais d'actions de plaidoyer lors de grands forums mondiaux tels que la Convention sur la diversité biologique (CDB) et les Conférences des Parties (COP) de la CCNUCC. Lors de la COP 29, la Championne climatique pour le genre des PSIDS, l'hon. Mona AINU'u, ministre des Ressources naturelles de Nioué, a délivré les messages clés du Pacifique, soulignant les vulnérabilités particulières des PEID. Elle a mis en avant les impacts disproportionnés du changement climatique sur les femmes et les personnes dans toute leur diversité dans le Pacifique, réaffirmant la nécessité d'une action climatique inclusive et équitable.

La politique du PROE en matière d'égalité femmes-hommes a été considérablement révisée grâce à l'adoption des meilleures pratiques et des normes internationales. Le GEIM a soutenu ce processus de révision en collaboration avec les responsables de projets et programmes du PROE. La participation des femmes à diverses activités dans l'ensemble des programmes et des services atteint une moyenne de 45 % à 60 %.

Leçons apprises

La première année de mise en œuvre du PIP 4 (2024–2025) a fourni des enseignements précieux pour améliorer la planification et renforcer l'efficacité des actions futures.

En matière de partenariats et de coordination régionale, le rôle confié aux négociateurs PSIDS dans la direction et la coordination des priorités thématiques a contribué à renforcer leur confiance et leur expertise en matière de négociation.

La collaboration avec l'Organisation du Pacifique Sud pour le tourisme pour élaborer un cadre de normes et de certification destiné à éliminer progressivement les plastiques à usage unique dans le secteur touristique a permis de mettre en place un dispositif adapté et praticable pour les entreprises et les autorités de contrôle nationales.

Des partenariats solides et des synergies stratégiques sont essentiels pour atteindre des résultats durables. La coopération avec des partenaires clés continue de renforcer la valeur et l'impact des programmes du PROE.

La coordination et la mise en œuvre efficaces des programmes nationaux exigent une planification inter-agences et une communication constante avec les agences d'exécution et les points focaux nationaux pour assurer une exécution en temps voulu. Un défi récurrent reste le recrutement d'agents de projet nationaux, souvent freiné par le manque de personnel qualifié disponible.

La nature du travail du PROE exige que ses opérations et son personnel restent agiles et réactifs face à un environnement en constante évolution. Cela inclut le renforcement des capacités institutionnelles afin d'assurer le respect et l'application cohérente des cadres de gouvernance approuvés, tels que les procédures financières, le manuel des achats, le règlement du personnel, les politiques RH, les protocoles de gestion des risques, les politiques informatiques, la stratégie de gestion des connaissances et les sauvegardes environnementales et sociales (ESS).

Le financement durable du PROE repose fortement sur les efforts collectifs des Membres, partenaires et bailleurs de fonds. Alors que le portefeuille de programmes continue de croître, la demande sur les capacités de base augmente également, exerçant une pression accrue sur les ressources limitées disponibles. La viabilité à long terme dépend à la fois des efforts internes et d'une solide collaboration externe.

La Stratégie de financement et de ressources durables, adoptée l'an dernier, fournit des recommandations clés pour améliorer le financement durable du PROE. Elles incluent la nécessité d'augmenter les frais d'appui aux programmes et les contributions non affectées des bailleurs de fonds pour le financement de base, ces apports demeurant essentiels à la réussite et à la durabilité du Secrétariat.

À l'avenir, la transformation numérique continuera de jouer un rôle déterminant comme moteur d'innovation, en améliorant la performance opérationnelle, l'efficacité et la productivité, en positionnant stratégiquement l'organisation et en renforçant son avantage comparatif.



DÉCLARATION ANNUELLE SUR LE CONTRÔLE INTERNE POUR L'EXERCICE 2024

Champ de responsabilité

En tant que Directeur général du Secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique (PROE), je suis responsable de l'intégrité de la gestion des ressources financières de l'organisation et du maintien d'un système de contrôle interne efficace et efficient, conformément à l'article 25 du règlement financier du PROE. Je suis responsable de garantir que les fonds du PROE sont protégés, correctement comptabilisés et utilisés en tenant dûment compte de l'économie, de l'efficacité et de la performance pour appuyer nos objectifs stratégiques et nos responsabilités fiduciaires.

Objectif du système de contrôle interne

Le système de contrôle interne est un élément fondamental de la bonne gouvernance. Il est conçu non seulement pour gérer les risques financiers et opérationnels à un niveau acceptable, mais aussi pour appuyer l'atteinte des objectifs stratégiques et programmatiques du PROE. Il comprend un ensemble de processus en constante évolution visant à identifier, évaluer et atténuer les risques clés tout en promouvant une culture de la transparence, de la responsabilité et de l'amélioration continue.

Éléments clés de l'environnement de contrôle interne

Cadre de contrôle interne :

Le PROE a adopté un cadre de contrôle interne conforme au modèle COSO1, la norme de référence mondiale pour les systèmes de contrôle interne. Le Cadre définit cinq composantes interdépendantes et 17 principes essentiels pour un environnement de contrôle intégré et robuste. La ligne directrice du PROE définit les principaux mécanismes de contrôle pour chacun de ces volets, adaptés au contexte opérationnel unique du Secrétariat.

Valeurs organisationnelles et conduite éthique :

Les valeurs fondamentales et le code de conduite du PROE sont clairement intégrés à la culture et au fonctionnement du Secrétariat. Elles définissent les normes de comportement éthique attendues de tout le personnel. Cela est en outre appuyé par notre Manuel de prévention de la fraude et de protection des lanceurs d'alerte, qui favorise un mécanisme sûr et confidentiel pour signaler les inconduites présumées et renforce notre politique de tolérance zéro envers la fraude.

Conformité aux politiques et intégrité des processus :

Nous procédons à une révision complète de notre ensemble de politiques, procédures et manuels opérationnels afin de garantir leur cohérence, pertinence et capacité à répondre aux besoins institutionnels émergents et aux exigences externes en évolution. Ce processus renforcera davantage la conformité et la résilience opérationnelle.

Intégrité des marchés publics :

Le manuel des marchés publics du PROE énonce des exigences strictes afin de garantir des processus d'approvisionnement transparents, équitables et efficaces. Il protège les fonds des membres et assure que les décisions en matière de passation des marchés sont conformes aux meilleures pratiques et régies par une délégation d'autorité appropriée.

Systèmes de gestion financière :

Le directeur des finances et de l'administration dirige une équipe compétente responsable de la gestion financière, des marchés publics, de la production de rapports et de la comptabilité des projets. Le PROE utilise le système d'entreprise Tech-One pour la gestion financière, en service depuis 2014. Ce système permet une surveillance budgétaire robuste, un suivi des marchés publics et la préparation des états financiers conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et aux Normes internationales d'audit (ISA).

¹ Comité des organisations de parrainage de la Commission Treadway

Gestion des risques

Le Manuel de gestion des risques du PROE, mis à jour en novembre 2021, est aligné sur la norme ISO 31000:2018. Un comité de gestion des risques, fonctionnant selon un cadre de référence officiel, appuie la supervision des risques. La gestion des risques est intégrée comme un processus structuré et complet facilitant l'identification précoce, la hiérarchisation et l'atténuation des risques à tous les niveaux de l'organisation.

Examen de l'efficacité du contrôle interne

En tant que directeur général, je suis ultimement responsable d'évaluer l'efficacité de nos systèmes de contrôle interne. Pour remplir cette responsabilité, je suis soutenu par plusieurs mécanismes clés :

Équipe de direction supérieure (EDS) :

L'EDS fournit un leadership stratégique et opérationnel de haut niveau. Elle incarne les valeurs du PROE et joue un rôle crucial pour garantir que les contrôles sont intégrés dans toutes les fonctions et que les décisions stratégiques sont alignées sur les principes de gestion des risques et les objectifs de performance.

Comité d'audit :

Le comité d'audit est composé de cinq experts indépendants, ainsi que de la Troïka (présidents précédents, actuels et futurs de la Conférence du PROE). Le Comité me conseille sur les questions liées à l'intégrité financière, à l'adéquation des contrôles internes, à la conformité, à la gestion des risques et à la performance des audits internes et externes. Son expertise et sa supervision demeurent essentielles pour renforcer l'architecture de gouvernance du PROE.

Fonction d'audit interne :

L'unité d'audit interne opère de manière indépendante et fournit une assurance objective concernant la gouvernance, la gestion des risques et l'efficacité des contrôles internes. Relevant directement de moi sur le plan administratif et du comité d'audit sur le plan fonctionnel, le travail de l'auditeur interne renforce la reddition de comptes et favorise une culture de l'apprentissage au sein du PROE.

Audit externe :

L'audit externe du PROE est réalisé chaque année conformément aux normes IFRS et ISA, offrant une évaluation indépendante et professionnelle des états financiers du Secrétariat. Pour l'exercice financier 2024, le PROE a reçu une opinion d'audit sans réserve (« clean ») de l'auditeur indépendant KPMG Fidji, sans qu'aucune déficience majeure de contrôle n'ait été relevée.

Conclusion

En me basant sur les mécanismes d'assurance décrits ci-dessus et en me guidant sur le cadre de contrôle interne du PROE, je suis convaincu que le Secrétariat a maintenu un système de contrôle interne adéquat et efficace tout au long de l'exercice financier 2024. Ces contrôles ont permis au Secrétariat de remplir son mandat stratégique, de gérer les risques avec prudence et de maintenir la confiance de nos membres et partenaires.

Lorsque des domaines d'amélioration ont été identifiés, des actions sont en cours pour y remédier dans le cadre de l'engagement du PROE en faveur de l'amélioration continue et de l'excellence dans la prestation de services. Alors que nous poursuivons la mise en œuvre du Plan stratégique 2017-2026 du PROE, nous restons fermement engagés à respecter les plus hauts standards en matière de transparence, de responsabilité et de performance.



Sefanaia Nawadra

Directeur général

Apia, Samoa

Date : 6 mai 2025

1. Introduction

Le Comité d'audit a le plaisir de soumettre la présente Déclaration sur le contrôle interne pour l'exercice 2024, conformément à la Politique de gouvernance du PROE et aux décisions pertinentes adoptées lors des Conférences du PROE.

Le Comité exerce son mandat conformément à la politique de gouvernance du PROE, précisé davantage dans la charte du comité d'audit. Ces instruments directeurs offrent un cadre cohérent et solide pour les responsabilités et le fonctionnement du Comité, lui permettant d'exercer son rôle de surveillance avec indépendance, clarté et intégrité.

2. Composition du Comité d'audit (2024)

Pour l'exercice 2024, le Comité d'audit était composé des membres éminents suivants, chacun apportant une expertise précieuse et une représentation régionale pour appuyer et renforcer la gouvernance du Secrétariat :

- Président :** M. Tupuola Oloialii Koki Tuala, Associé, Comptable Agréé Koki Tuala (KTCA) – nommé initialement en 2016 et reconduit sous des conditions spéciales par la Troïka pour un mandat supplémentaire de deux ans jusqu'au 31 décembre 2026, après avoir accompli avec succès deux mandats de quatre ans.
- Samoa :** Mme Rosalini Moli, Directrice générale adjointe, ministère des finances – Reconduite pour un second mandat en mars 2023.
- Tokélaou :** Mme Ake Puka-Mauga, Secrétaire du Conseil et Conseillère politique principale, Bureau du Conseil pour le Gouvernement permanent des Tokélaou – Nommée en juillet 2023.
- Nouvelle Zélande :** M. Jonathan Lee, Deuxième Secrétaire (Commerce et économie), Haut-commissariat de Nouvelle-Zélande – Nommé en mars 2024.
- Australie :** Mme Bridgette Cottrill, Spécialiste principale des politiques et du développement, Négociations sur le climat dans le Pacifique et Océans Nouvelle-Zélande, Partenaires et Service des changements climatiques dans le Pacifique, Bureau du Pacifique, DFAT – Nommée en avril 2024.

Le Comité apprécie l'engagement et les contributions de tous ses membres, qui continuent de respecter des normes élevées de responsabilité et de contrôle à l'appui du cadre de gouvernance du Secrétariat.

3. Évaluation de l'efficacité du contrôle interne

Le Comité a examiné les états financiers audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, dûment signés par le Directeur général, M. Sefanaia Nawadra, le 2 avril 2025. Le Comité est satisfait que les états audités soient conformes aux registres financiers, aux comptes rendus internes et aux autres documents justificatifs présentés au Comité tout au long de l'année.

Sur la base de l'examen de ces comptes rendus par le Comité, ainsi que des mises à jour périodiques et des exposés de fond reçus du Secrétariat. Le Comité est d'avis que les systèmes de contrôle interne ont fonctionné efficacement et ont fourni une assurance raisonnable quant à la gestion financière, à l'intégrité opérationnelle et aux processus de gouvernance du Secrétariat au cours de la période considérée.

Sur la base de cet examen, le Comité a le plaisir de présenter le résumé ci-après des principales questions examinées et débattues au cours de l'exercice.

a. Performances financières

Le Comité salue les efforts collectifs et concertés déployés par le Secrétariat pour gérer sa situation financière et ses résultats. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, le Secrétariat a enregistré un excédent net de 660 824 dollars, contre 1 260 299 dollars l'année précédente. Ce résultat reflète les efforts continus déployés pour renforcer la discipline financière, accroître l'efficacité opérationnelle et maintenir l'harmonisation entre les recettes et les dépenses. Le Comité félicite le Secrétariat pour la régularité de ses résultats financiers ces dernières années, qui ont contribué à une assise financière plus stable et plus résiliente.

Les principales sources de revenus en dollars américains pour les cinq dernières années (2020-2024) sont présentées ci-dessous à titre de référence.

b. Appui des partenaires et des donateurs

Le Comité reconnaît et exprime sa profonde gratitude pour l'appui continu et significatif apporté par les principaux partenaires au développement du Secrétariat, notamment le ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) de l'Australie et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT) de la Nouvelle-Zélande, dont les contributions demeurent essentielles aux activités du PROE.

De plus, le Comité reconnaît l'appui précieux apporté par d'autres partenaires au développement, notamment la République populaire de Chine, dont les contributions en 2024 ont renforcé davantage les capacités opérationnelles et organisationnelles du PROE.

Une étape clé en 2024 a été la signature d'un accord de financement de base avec le Royaume-Uni en juin, qui a permis d'obtenir un appui financier substantiel pour la période 2024-2025. Les recettes totales provenant des bailleurs de fonds en 2024 ont atteint 3 210 393 \$US, soit une augmentation par rapport aux 2 570 374 \$US de 2023, ce qui représente 41,5 % des recettes totales pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Cet appui croissant témoigne de la grande confiance des bailleurs de fonds envers la gouvernance, la mise en œuvre des programmes et l'orientation stratégique du PROE.

c. Contribution des membres pour 2025

Le Comité salue chaleureusement la résolution adoptée lors de la 31e Conférence du PROE visant à appliquer la hausse de 20 % des contributions des membres, initialement proposée lors de la 28ème Conférence, à compter de 2024.

Le Comité remercie sincèrement les Membres qui ont honoré cette augmentation. Cet engagement collectif est une démonstration tangible de la solidarité régionale et joue un rôle crucial dans le renforcement de la viabilité financière à long terme du Secrétariat. Cela envoie également un message fort et uni à la communauté internationale quant à l'engagement de la région en faveur de la protection de l'environnement et de l'appropriation collective de la mission du PROE.

En même temps, le Comité demeure pleinement conscient des défis budgétaires auxquels sont confrontés certains Membres et encourage la poursuite du dialogue et de l'engagement à l'appui du règlement de toute contribution non acquittée. En 2024, les contributions des membres représentaient 16,4 % des recettes totales du Secrétariat. Payer dans les délais impartis ne répond pas seulement à une obligation légale ; cela renforce également les principes de partenariat, de reddition de comptes et de responsabilité collective qui appuient le mandat du PROE.

d. Frais de gestion de projet

Le Comité reconnaît une amélioration notable des frais de gestion de projet, une source de revenus principale pour le Secrétariat. En 2024, les revenus de ce volet ont augmenté de 21,4 %, soit 515 114 \$US, passant de 2 402 591 \$US en 2023 à 2 917 705 \$US. Cette évolution positive reflète le renforcement de la capacité de mise en œuvre des projets du Secrétariat, l'amélioration du rendement de l'exécution, une coordination efficace et une collaboration étroite avec les partenaires et les Membres, ainsi que l'expansion de son portefeuille de projets.

Les frais de gestion de projet ont représenté 38 % des recettes totales du Secrétariat pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soulignant leur importance stratégique pour la viabilité financière de l'organisation. Le Comité souligne que l'amélioration de l'exécution des projets favorise non seulement l'obtention de résultats programmatiques pour les Membres, mais contribue également directement au renforcement de la base de financement de base du Secrétariat.

En conséquence, le Comité encourage le Secrétariat à poursuivre l'amélioration continue de la réalisation des projets. Il exhorte également le Secrétariat à exploiter stratégiquement son accréditation et ses avantages comparatifs afin d'élargir cette source de revenus, reconnaissant que plus le PROE est performant, plus sa capacité à générer un financement durable pour appuyer ses fonctions essentielles et sa résilience organisationnelle à long terme est grande.

e. Amélioration de la position des réserves

Le Comité est heureux de constater que les réserves financières du Secrétariat continuent de se renforcer, passant de 2 304 271 dollars au 31 décembre 2023 à 2 965 095 dollars au 31 décembre 2024. Cette tendance à la hausse reflète la gestion prudente des finances du Secrétariat, la confiance croissante des Membres et des donateurs et l'engagement collectif des dirigeants et du personnel du Secrétariat. Fait important, le Secrétariat est maintenant en mesure de détenir des réserves suffisantes pour couvrir environ quatre à cinq mois de dépenses opérationnelles en cas de perturbations imprévues.

Pour l'avenir, le Comité souligne l'importance stratégique de préserver et de renforcer encore cette position de réserve. Un coussin financier robuste et résilient demeure essentiel pour :

- Appuyer l'augmentation des dépenses de fonctionnement pour assurer la continuité et l'efficacité des programmes de base et de la prestation de services aux Membres.
- Préserver le bien-être du personnel et préserver la stabilité institutionnelle pendant les périodes d'instabilité ou d'incertitude.
- Faciliter des interventions rapides et coordonnées en cas de risques émergents, d'urgences environnementales ou de perturbations des flux de financement ;
- Permettre au Secrétariat de poursuivre les priorités stratégiques futures, y compris les investissements dans l'infrastructure et le développement organisationnel.

f. Situation financière et résultats (2015–2024)

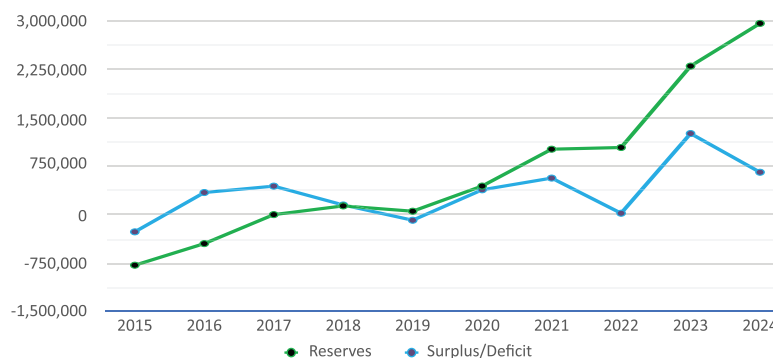
Le Comité a examiné la performance financière et la situation de réserve du Secrétariat au cours de la dernière décennie. Les données ci-dessous soulignent l'évolution financière du Secrétariat, illustrant un revirement important de l'insolvabilité technique en 2015-2016 à une solide position de réserve en 2024. Le tableau constitue un point de référence précieux et rappelle au personnel, à la direction et aux membres l'importance d'une responsabilité partagée et d'une amélioration continue pour stimuler la résilience institutionnelle et la réussite à long terme.

Année	Situation financière Réserve US (\$)	Performances financières Excédent/(déficit) net US (\$)
2024	2,965,095	660,824
2023	2,304,271	1,260,299
2022	1,043,972	26,261
2021	1,017,711	570,573
2020	447,139	389,376
2019	57,763	(81,977)
2018	139,740	154,273
2017	5,123	445,982
2016	(443,762)	346,898
2015	(778,112)	(261,729)

Financial Position and Performance (2015–2024)

The financial position (reserves) and financial performance (net surplus/deficit) for the last 10 years are as follows:

Situation financière (réserves) et performance (excédent/déficit) du Secrétariat de 2015-2024



g. Recommandations pour le maintien de la position de réserve du PROE

S'appuyant sur ces progrès importants, le Comité formule les recommandations suivantes afin de renforcer davantage la position de réserve du Secrétariat à long terme :

- i. Maintenir la vigilance stratégique et améliorer continuellement la production de revenus, le renforcement des capacités internes et la diversification des sources de financement.
- ii. Renforcer l'engagement auprès de tous les membres du PROE afin d'encourager le paiement rapide des contributions, la participation active et le sentiment d'appropriation partagé de la mission du Secrétariat. Cela comprend l'amélioration de la proposition de valeur de l'adhésion en alignant davantage les services sur l'évolution des priorités environnementales des Membres.
- iii. Mettre en œuvre de façon stratégique les recommandations du Groupe de travail¹ sur le financement et la viabilité des ressources, en veillant à leur alignement avec l'évolution des besoins opérationnels du PROE et ses objectifs financiers à long terme.
- iv. Consolider et élargir les partenariats en obtenant de nouvelles ententes novatrices de financement de base, tout en renforçant les relations existantes, en accordant une attention particulière à la participation des membres métropolitains restants et des autres partenaires de développement.
- v. Poursuivre le renforcement des systèmes et processus internes afin d'appuyer une réalisation des projets ponctuelle, efficace et axée sur les résultats.
- vi. Maintenir une discipline fiscale rigoureuse grâce à des contrôles budgétaires solides et à une utilisation prudente et transparente des fonds de base.
- vii. Restez à l'écoute des risques externes émergents, y compris les pressions inflationnistes, l'évolution du paysage des bailleurs de fonds et les développements géopolitiques qui peuvent affecter la viabilité financière et la résilience opérationnelle du Secrétariat.

h. Régularisation des soldes découverts des projets

Le Comité prend note de l'action menée par le Secrétariat en 2024 pour régulariser et passer par profits et pertes des soldes de projets à découvert d'un montant total de 394 185 dollars, dont la majorité provenait d'exercices antérieurs. Cette mesure, prise en réponse à des questions soulevées dans le cadre du processus d'examen, reflète les efforts déployés par le Secrétariat pour régler les questions comptables héritées. Le Comité encourage le renforcement continu des protocoles de clôture des projets, des mécanismes de contrôle financier et des contrôles internes pour éviter que des problèmes similaires ne se reproduisent à l'avenir.

i. Passif éventuel

Le Comité prend également note de la divulgation d'un passif éventuel lié à une réclamation contentieuse présentée par un ancien consultant, estimé à environ 70 000 dollars des États-Unis.

Selon les avis juridiques, il n'est pas probable qu'une sortie de ressources économiques soit nécessaire pour régler la réclamation.

Le Comité félicite le Secrétariat pour la transparence dont il a fait preuve et l'encourage à poursuivre la surveillance vigilante de cette question. Pour l'avenir, le Comité encourage également le Secrétariat à renforcer les garanties internes et les pratiques de gestion des contrats afin de réduire au minimum le risque de recours juridiques similaires à l'avenir.

j. Prévention et sensibilisation à la fraude

Le Comité exprime sa reconnaissance pour la confiance renouvelée des donateurs et des parties prenantes envers la gouvernance et les mécanismes de reddition de comptes du PROE. Il souligne également l'importance cruciale du maintien de la vigilance dans la lutte continue contre la fraude.

Au cours de la période visée par le rapport, aucun incident de fraude ni plainte n'a été reçu par les voies de communication établies par le Secrétariat. Notamment, aucun cas de fraude n'a été formellement signalé au cours des huit dernières années depuis la mise en place du mécanisme de lanceurs d'alerte, ce qui témoigne de l'efficacité des contrôles internes du PROE et de la solidité de sa culture éthique.

Le Comité a noté avec satisfaction que des séances ciblées de sensibilisation à la fraude avaient été organisées pour permettre au personnel de déceler, prévenir et signaler les cas présumés de fraude. Ces séances ont également souligné l'importance de protéger les lanceurs d'alerte et de garantir que les mécanismes de signalement restent clairs, confidentiels et accessibles.

Fait important, certains éléments de ces séances ont été offerts à certains représentants des membres participant à la mise en œuvre du projet, contribuant ainsi à favoriser une culture plus large d'intégrité, de responsabilité partagée et de gestion responsable des ressources.

k. Renforcement de la fonction d'audit interne

Dans le cadre de l'engagement continu du Comité à renforcer l'architecture de gouvernance du Secrétariat et à promouvoir une culture d'amélioration continue, un examen indépendant de la fonction d'audit interne (AI) et des arrangements plus généraux en matière de gouvernance a été commandé et entrepris au cours du troisième trimestre de 2024. L'évaluation finale s'est achevée en octobre 2024.

Cette initiative d'importance stratégique a été menée par un consultant externe, mandaté spécifiquement pour garantir l'indépendance, l'objectivité et la conformité aux normes internationales de référence. Les conclusions et recommandations qui en résultent fournissent une feuille de route claire et concrète pour renforcer la maturité de la gouvernance interne du PROE. Voici les principaux domaines prioritaires identifiés :

- i. Favoriser une meilleure harmonisation avec les normes et les meilleures pratiques internationales reconnues en matière d'audit interne.
- ii. Résoudre les contraintes persistantes en matière de capacités et de ressources afin de garantir que la fonction d'audit interne soit adéquatement dotée pour remplir son mandat ; et
- iii. Accroître les possibilités de perfectionnement professionnel et renforcer les compétences techniques du personnel d'audit.

¹ Quatrième réunion du Conseil exécutif

Le Comité a fait de la mise en œuvre de ces recommandations une priorité stratégique en matière de gouvernance pour la période 2025-2026 et continuera d'assurer la supervision, la direction et le suivi nécessaires pour garantir leur mise en œuvre efficace.

l. Importance de la cybersécurité

Le Comité remercie le Secrétariat pour les mesures prises à la suite du cyberincident survenu en décembre 2023. Le Comité souligne toutefois que la cybersécurité reste un domaine à risque en évolution rapide et de plus en plus sophistiqué, comme l'ont également souligné les entretiens avec les commissaires aux comptes externes, KPMG. Une vigilance soutenue, une capacité d'adaptation et un investissement stratégique sont essentiels pour protéger le Secrétariat contre les menaces futures.

À cet égard, il encourage le Secrétariat à tirer parti des progrès récemment accomplis et à renforcer encore son dispositif de cybersécurité en :

- i. Réexaminant, testant et améliorant régulièrement son plan de gestion des risques liés à la cybersécurité afin qu'il demeure réactif, tourné vers l'avenir et résilient face à l'émergence de nouvelles menaces.
- ii. Renforçant ses cadres stratégiques et son infrastructure informatique pour protéger les systèmes et les données critiques, tout en s'alignant sur les bonnes pratiques internationales.
- iii. Favorisant une culture organisationnelle de sensibilisation à la cybersécurité, par la formation continue du personnel, le partage des connaissances et la communication en temps opportun des risques et des stratégies d'atténuation ; et
- iv. Intégrant la cybersécurité en tant qu'élément central du cadre de gestion des risques de l'entreprise, avec des responsabilités claires, une gouvernance solide et des investissements adéquats pour assurer la protection à long terme et la continuité opérationnelle.

Le Comité continuera de suivre l'évolution de la situation et encourage le Secrétariat à adopter une approche proactive, intégrée et stratégique de la cybersécurité, ce qui renforcera la confiance des parties prenantes et assurera la continuité des opérations dans un environnement opérationnel de plus en plus numérique.

m. Cultiver une culture consciente du risque

Le Comité souligne l'importance d'instaurer une culture dynamique de gestion des risques à tous les niveaux du Secrétariat. Les actions clés comprennent :

- i. Examiner et mettre à jour régulièrement le plan de gestion des risques afin de s'assurer qu'il correspond à l'évolution du paysage des risques.
- ii. Promouvoir une culture qui valorise la sensibilisation au risque, encourage la prise de risques responsable et renforce la responsabilisation à tous les niveaux.
- iii. Favoriser l'identification précoce et l'atténuation des risques grâce à des approches collaboratives et prospectives.
- iv. Veiller à ce que les considérations de risque soient systématiquement intégrées à la planification stratégique et à la prise de décisions opérationnelles.

Le Comité encourage et appuie les efforts continus de la direction pour renforcer des cadres de gestion des risques pratiques, pertinents et efficaces, afin de protéger la performance, la réputation et la pérennité du Secrétariat.

n. Discussion et examen des états financiers

Le Comité a examiné en détail les états financiers audités de 2024, y compris les politiques comptables applicables, en consultation avec le Directeur général, le Directeur des finances et de l'administration, ainsi que les auditeurs externes, KPMG Fidji. En outre, le Comité a examiné le compte rendu de l'auditeur externe et la lettre de gestion qui l'accompagnait, qui comportaient des recommandations constructives visant à appuyer l'amélioration continue des pratiques financières et opérationnelles du PROE.

Le Comité note avec satisfaction que l'audit a été réalisé sans désaccord entre l'équipe de mission et la direction, sans limitation de la portée de l'audit et sans constatations défavorables signalées par les auditeurs externes.

Le Comité reconnaît la valeur de ses consultations annuelles avec les auditeurs externes, qui constituent toujours une plateforme importante pour échanger des points de vue, clarifier les enjeux clés et identifier conjointement des opportunités d'amélioration. Cette approche collaborative a été saluée par l'associé de KPMG et a apporté une réelle valeur ajoutée au processus d'audit et à la supervision financière du PROE.

o. Consultations continues avec la direction

Le Comité réaffirme son ferme appui à la poursuite de la pratique consistant à collaborer régulièrement et de manière proactive avec l'Équipe de direction tout au long de l'année. Ces consultations ont grandement contribué à favoriser un dialogue ouvert, à appuyer la prise de décisions fondées sur des données probantes et à accélérer la mise en œuvre de solutions pragmatiques pour relever les nouveaux défis. Cette pratique a renforcé le rôle de contrôle du Comité et renforcé son partenariat avec la direction pour faire progresser les objectifs du Secrétariat.

p. Approbation des états financiers audités

Compte tenu de ce qui précède, le comité d'audit recommande que les états financiers audités de 2024, accompagnés de l'opinion d'audit sans réserve émise par l'auditeur externe, soient officiellement acceptés par les membres du PROE.

Le Comité réaffirme son attachement indéfectible aux normes les plus élevées en matière de gouvernance, de transparence et de responsabilité. Il félicite le directeur général, l'équipe de la haute direction et l'ensemble du personnel pour leur dévouement continu à l'égard de ces principes et leurs efforts en vue de l'amélioration continue. Le Comité se réjouit de poursuivre la collaboration afin d'appuyer la mission du PROE et de maintenir la confiance des membres et des partenaires au développement.

Tupuola Oloialii Koki Tuala

Président du comité d'audit

Apia, Samoa

Date: 13 juin 2025



RAPPORT DE GESTION DE LA DIRECTION SUR L'EXERCICE 2024

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Executive Management's Report For the year ended 31 December 2024

The Executive Management present the annual report together with the financial statements of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) for the year ended 31 December 2024 and independent auditors' report as set out on the following pages thereon in accordance with the SPREP's Regulations.

Executive Management:

The Executive Management in office as at the date of this report are:

Sefanaia Nawadra – Director General
Easter Chu Shing – Deputy Director General
Tagaloa Cooper – Director Climate Change Resilience
Anthony Talouli – Director, Waster Management and Pollution Control
Jope Davetanivalu – Director, Environmental Monitoring & Governance
Clark Peteru – Legal Counsel
Simeamativa Vaai – Director Human Resource
Petra Chan Tung – Director Finance & Administration
Maikali Nawaqaliva – Director, Strategic Planning, Partnerships and Resource Mobilisation

Principal Activity:

The principal activity of SPREP is to promote co-operation in the Pacific region and to provide assistance in order to protect and improve its environment and to ensure sustainable development for present and future generations.

Operating Results:

We are pleased to present the following operating results of the Secretariat for the financial year as at 31 December 2024:

- During the year the Secretariat expended US\$7.2 million dollars compared to expenditure of US\$5.4 million in 2023.
- The net surplus for the period was US\$660,824 compared to the net surplus of US\$1.26 million in 2023.
- Foreign exchange exposure continues to be controlled and minimized within tolerable limits relative to transactions during the year, noting at year end a foreign exchange loss of \$58,138 compared to a loss of \$34,789 in 2023.
- Management recognizes that while reserves have improved in the last two years based on financial performance results, there is still a need to maintain sustainability of funding in the long run with a view to strengthening the financial structure for SPREP and thus maintaining adequate reserve funds over time to ensure a solid financial position for the Secretariat in the long term.
- The challenge remains for the Secretariat to ensure a collective effort by Members and Executive Management to support the long-term financial sustainability & resourcing through maintaining adequate funding support from members and donors.

Responsibility for Financial Reporting and State of Affairs

The accompanying financial statements are the responsibility of management. The financial statements have been prepared according to International Financial Reporting Standards and include amounts based on management's best estimates and judgments.

Management has established and had been maintaining accounting and internal control systems which include clearly stated policies and procedures. These systems are designed to provide reasonable assurance that our financial records are reliable and form a proper basis for the timely and accurate preparation of financial statements, and that our assets are properly safeguarded.



RAPPORT DE GESTION DE LA DIRECTION SUR L'EXERCICE 2024

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Executive Management's Report For the year ended 31 December 2024

SPREP Members oversee management's responsibilities for financial reporting. The financial statements have been reviewed and approved by the SPREP Members on recommendation from management.

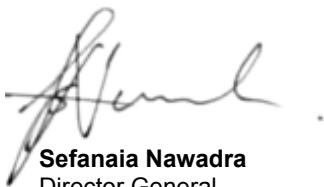
Our independent auditors KPMG Fiji, having been appointed by the SPREP Members, have audited our financial statements. The accompanying independent auditors' report outlines the scope of their examination and their opinion.

In our opinion:

- a. The accompanying statement of comprehensive income is drawn up so as to give a true and fair view of the results of the Secretariat for the year ended 31 December 2024;
- b. The accompanying statement of financial position is drawn up so as to give a true and fair view of the state of the Secretariat's affairs as at 31 December 2024;
- c. The accompanying statement of movement in reserves is drawn up so as to give a true and fair view of the movement of funds and reserves of the Secretariat for the year ended 31 December 2024; and
- d. The accompanying statement of cash flows is drawn up so as to give a true and fair view of the cash flows for the Secretariat for the year ended 31 December 2024.

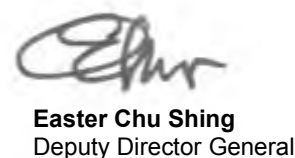
We are not aware of any circumstance which would render any particulars included in the financial statements to be misleading or inaccurate.

We authorize the attached financial statements for issue on behalf of the Executive Management of the Secretariat.



Sefanaia Nawadra
Director General

02 April 2025



Easter Chu Shing
Deputy Director General

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES



Independent Auditor's Report on the Summarised Financial Statements

To the Members of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme

Opinion

The summarised financial statements, which comprise the statement of financial position as at 31 December 2024, the statements of core fund statement of comprehensive income, statement of changes in fund and reserves and statement of cash flows for the year then ended are derived from the audited financial statements of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme ("the Secretariat") for the year ended 31 December 2024.

In our opinion, the accompanying summarised financial statements are consistent, in all material respects, with the audited financial statements, in accordance with the established criteria, being the extraction of the primary statements from the audited financial statements.

Summarised Financial Statements

The Summarised financial statements do not contain all the disclosures required by International Financial Reporting Standards. Reading the summarised financial statements and our report thereon, therefore, is not a substitute for reading the audited financial statements and our report thereon. The summarised financial statements and the audited financial statements do not reflect the effects of events that occurred subsequent to that date of our report on the audited financial statements.

The Audited Financial Statements and Our Report Thereon

We expressed an unmodified audit opinion on the audited financial statements in our report dated 3 April 2025.

Other information

Management is responsible for the other information. The other information is financial and non-financial information in the Secretariat's annual report which is provided in addition to the summarized financial statements and our auditors report thereon.

The other information we obtained prior to the date of this Auditor's Report was the Executive Management's Report. The remaining other information included in the annual report is expected to be made available to us after the date of the Auditors' Report.

KPMG, a Fiji partnership, is part of the KPMG global organisation of independent member firms affiliated with KPMG International Limited, a private English company limited by guarantee. All rights reserved. The KPMG name and logo are trademarks used under license by the independent member firms of the KPMG global organisation.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES



Our opinion on the summarised financial statements does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the summarised financial statements, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the summarised financial statements, or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated.

If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. Based on the other information that we obtained prior to the date of this Auditors' Report, we have nothing to report in relation to the Executive Management's Report.

Management's Responsibility for the Summarised Financial Statements

Management is responsible for the preparation of the summarised financial statements in accordance with the established criteria, being the extraction of the primary statements from the audited financial statements.

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on whether the summarised financial statements are consistent, in all material respects, with the audited financial statements based on our procedures, which were conducted in accordance with International Standard on Auditing (ISA) 810 (Revised), "Engagements to Report on summarised Financial Statements."

KPMG
KPMG

Suva, Fiji
10 April 2025

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDs PRINCIPAL 2024



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Core Fund Statement of Comprehensive Income For the year ended 31 December 2024

	Notes	2024	2023
		\$	\$
Income			
Member contributions	5	1,271,981	1,190,245
Programme management charges	17(b)	2,917,705	2,402,591
Other donor fund income	6	3,210,393	2,570,374
Amortisation of deferred income - property and equipment	8	239,474	239,474
Other income	7	102,683	188,851
Total income		7,742,236	6,591,535
Expenses			
Advertisements		12,372	11,678
Consultancies		91,980	86,410
Depreciation	12	277,383	274,905
Electricity & Water		95,339	55,104
Freight and Postal Expenses		768	272
Impairment Expense		18,681	(23,397)
Insurance		479,728	345,551
Printing, Stationery and Office Supplies		228,111	131,885
Professional Services		139,500	106,890
Program Support Costs		201,087	119,391
Repairs & Maintenance		36,532	43,794
Remuneration Costs		4,032,490	3,503,198
Superannuation expense		393,123	343,883
SPREP Meeting		41,149	103,099
Telephone and Internet		50,670	47,879
Travel		174,772	79,420
Workshops & Trainings		298,880	70,084
Other Expenses	19	582,582	139,910
Total expenses		7,155,147	5,439,956
Surplus before net finance costs and foreign exchange		587,089	1,151,579
Net finance income	10	131,873	143,509
Foreign exchange loss		(58,138)	(34,789)
Net Surplus		660,824	1,260,299

This is a Primary Statement of the Summarised Financial Statements.

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: www.sprep.org

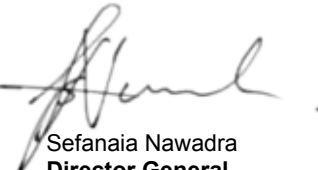
The established criteria for preparation of these summarised financial statements is to extract the primary statements (namely the Core Fund Statement of Comprehensive Income, Statement of Financial Position, Statement of Changes in Funds and Reserves, and Statement of Cashflows) from the audited financial statements.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2024



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Statement of Financial Position As at 31 December 2024

	Notes	2024 \$	2023 \$
ASSETS			
Non-current assets			
Property and equipment	12	9,408,491	9,640,657
Total non-current assets		9,408,491	9,640,657
Current assets			
Cash and cash equivalents	13	48,636,270	42,419,270
Receivables and prepayments	14	215,161	189,067
Total current assets		48,851,431	42,608,337
TOTAL ASSETS		58,259,922	52,248,994
RESERVES AND LIABILITIES			
Reserves			
Core funds		2,965,095	2,304,271
Total reserves		2,965,095	2,304,271
Non-Current Liabilities			
Employee benefits	15	1,113,618	304,202
Deferred income - property and equipment	8	8,962,112	9,201,586
Total non-current liabilities		10,075,730	9,505,788
Current Liabilities			
Programme/donor funds	17 (b)	36,319,223	31,948,960
Payables and accruals	16	1,207,437	1,282,196
Employee entitlements	15	925,776	1,056,723
Deferred income - property and equipment	8	239,474	239,474
Income received in advance	9	6,527,187	5,911,582
Total current liabilities		45,219,097	40,438,935
TOTAL RESERVES AND LIABILITIES		58,259,922	52,248,994


Sefanaia Nawadra
Director General


Easter Chu Shing
Deputy Director General

This is a Primary Statement of the Summarised Financial Statements.

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: www.sprep.org

The established criteria for preparation of these summarised financial statements is to extract the primary statements (namely the Core Fund Statement of Comprehensive Income, Statement of Financial Position, Statement of Changes in Funds and Reserves, and Statement of Cashflows) from the audited financial statements.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FOND PRINCIPAL 2024



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Statement of Changes in Funds and Reserves
For the year ended 31 December 2024

	Core Fund	Total
	\$	\$
Balance at 1st January 2023	<u>1,043,972</u>	<u>1,043,972</u>
Net Surplus for the year	<u>1,260,299</u>	<u>1,260,299</u>
Reinstated Balance at 31st December 2023	<u>2,304,271</u>	<u>2,304,271</u>
 Reinstated Balance at 1st January 2024	 2,304,271	 2,304,271
Net Surplus for the year	<u>660,824</u>	<u>660,824</u>
Balance at 31 December 2024	<u>2,965,095</u>	<u>2,965,095</u>

This is a Primary Statement of the Summarised Financial Statements.

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: www.sprep.org

The established criteria for preparation of these summarised financial statements is to extract the primary statements (namely the Core Fund Statement of Comprehensive Income, Statement of Financial Position, Statement of Changes in Funds and Reserves, and Statement of Cashflows) from the audited financial statements.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2024



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Statement of Cash Flows
For the year ended 31 December 2024

		2024	2023
		\$	\$
Cash flows from operating activities	Notes		
Member contributions		1,206,876	1,202,564
Interest received		143,152	175,171
Core donor funds received	6	3,210,393	2,570,374
Other receipts		151,260	213,396
Personnel costs - Corporate Services		(3,786,242)	(3,666,640)
Corporate Services costs		(1,673,109)	(2,886,099)
Programme Income/(Expenditure)		7,086,706	(1,524,157)
Net cash flows from/(used in) operating activities		6,339,036	(3,915,391)
Cash flows from investing activities			
Purchase of property and equipment		(45,217)	(27,090)
Proceeds from drawdown of term deposit		4,561,409	7,947,104
New term deposit		(4,704,332)	(4,561,409)
Net cashflows from/(used in) investing activities		(188,140)	3,358,605
Cash flows from financing activities			
Lease payments		-	-
Net cashflows from/(used in) financing activities		-	-
Net change in cash held		6,150,896	(556,786)
Cash at beginning of the year		38,101,398	38,692,973
Effects of foreign exchange		(58,138)	(34,789)
Cash balance at the end of the year	13	44,194,156	38,101,398

This is a Primary Statement of the Summarised Financial Statements.

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: www.sprep.org

The established criteria for preparation of these summarised financial statements is to extract the primary statements (namely the Core Fund Statement of Comprehensive Income, Statement of Financial Position, Statement of Changes in Funds and Reserves, and Statement of Cashflows) from the audited financial statements.

COMPTES RENDUS TECHNIQUES

ISBN/ISSN

COMPTES RENDUS TECHNIQUES

ISBN/ISSN

Évaluation des taux de capture des espèces ciblées et non ciblées dans la pêche aux vessies natoires de Kikori et connaissances écologiques locales sur les espèces de dauphins menacées localement	978-982-04-1178-4	Formation sur les déchets marins SWAP – Vanuatu. Rapport d'activité – Sustainable Coastlines, mai-juin 2023	
Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité et l'élaboration d'un plan national de gestion des huiles usagées pour Tonga, les îles Salomon, Samoa et Vanuatu : Rapport d'analyse – Tonga		Examen et mise à jour du guide de conception des routes rurales de Vanuatu (2017) – Compte rendu d'analyse des lacunes, livrable 1b : Juin 2023	
Contrat pour mener une étude de faisabilité et élaborer un plan national de gestion des huiles usées pour Tonga, les îles Salomon, Samoa et Vanuatu : Étude de faisabilité pour Samoa		Contrat pour mener une étude de faisabilité afin d'élaborer un plan national de gestion des huiles usées pour Tonga, Samoa, les îles Salomon et Vanuatu – Étude de faisabilité pour Tonga	
Contrat pour mener une étude de faisabilité et élaborer un plan national de gestion des huiles usées pour Tonga, les îles Salomon, Samoa et Vanuatu : Étude de faisabilité pour les îles Salomon		Analyse comparative de l'efficacité de la gestion des aires protégées (outils d'évaluation PAME pour la région des îles du Pacifique	978-982-04-1181-4 (i) 978-982-04-1183-8 (é)
Examen de l'état de la diversité des cétacés et des menaces dans la région des îles du Pacifique		Contrat pour mener une étude de faisabilité afin d'élaborer un plan national de gestion des huiles usées pour Vanuatu, Samoa, les îles Salomon et Tonga – Étude de faisabilité pour Vanuatu	
Atelier en ligne sur la gestion des déchets en cas de catastrophe – Compte rendu d'activité février		Cadre régional de collecte, de suivi et de rapport des données sur les déchets	978-982-04-1227-9 (i) 978-982-04-1228-6 (é)
Évaluation de l'exploitation des tortues marines en Papouasie-Nouvelle-Guinée		Examen de la gestion et de la conservation des tortues marines à Vanuatu	978-982-04-1176-0 (i) 98-982-04-1029-9 (é)
Stratégie de gestion de l'information et des connaissances du PROE 2022-2027	978-982-05-1157-9	Évaluation de l'impact des actions passées d'adaptation au changement climatique – Compte rendu de situation aux îles Cook	
Projet de services d'information climatique pour un développement résilient à Vanuatu : Stratégie de connaissance traditionnelle et plan de mise en œuvre	978-982-04-1135-7 (i) 978-982-04-1136-4 (é)	Évaluation de l'impact des actions passées d'adaptation au changement climatique – Compte rendu de situation à Palaos	
Projet de services d'information climatique pour un développement résilient à Vanuatu : Plan de gestion environnementale et sociale	978-982-04-1137-1 (i) 978-982-04-1138-8 (é)	Évaluation de l'impact des actions passées d'adaptation au changement climatique – Compte rendu de situation dans les États fédérés de Micronésie	
Comprendre le changement climatique à la manière du Pacifique : Guide visuel – Nioué	978-982-04-1103-6 (i) 978-982-04-1104-3 (é)	Évaluation de l'impact des actions passées d'adaptation au changement climatique – Rapport de la base de données	
Comprendre les changements climatiques à la manière du Pacifique Guide pour les enseignants du Pacifique – Nioué	978-982-04-1105-0 (i) 978-982-04-1106-7 (é)	Cartes du climat passé de Vanuatu – Précipitations mensuelles saisonnières et annuelles et température de l'air	
Comprendre la relation entre les humains et les mangroves pour renforcer la résilience en Samoa – Résultats de l'enquête auprès des ménages de Moata'a		Alliance mondiale pour le changement climatique Plus (GCCA+ : Renforcement de l'adaptation dans le Pacifique (SUPA) – Guide méthodologique sur les impacts	978-982-04-1223-1 (i) 978-982-04-1224-8 (é)
Écosystèmes résilients, communautés résilientes Analyse de la situation de la communauté de Moata'a et de l'environnement des mangroves – Rapport d'analyse		Plan de gestion des huiles usagées à Tonga	
Rapport d'analyse des lacunes du système d'atténuation des inondations et d'alerte précoce de Sarakata		Plan de gestion des huiles usagées à Samoa	
Compte rendu de faisabilité Vanuatu – Étude préliminaire pour la réhabilitation et/ou la protection contre le changement climatique des décharges à Vanuatu		Plan de gestion des huiles usagées à Vanuatu	
Compte rendu de faisabilité Îles Salomon – Étude préliminaire pour la réhabilitation et/ou la protection contre le changement climatique des décharges aux îles Salomon		Plan de gestion des huiles usagées aux îles Salomon	
Stratégie de communication Van-KIRAP – Août 2022		Aperçu 2022 : Gestion des ressources marines Mesures de sécurité de l'eau, protection des côtes et mesures agricoles résilientes	978-982-04-1194-4 (i) 978-982-04-1196-8 (é)
Formation SWAP sur les déchets marins – Îles Salomon – Rapport d'activité mars 2023		Système de radar météorologique pour les services d'information climatique en vue d'un développement résilient à Vanuatu – Analyse coûts-bénéfices	
Prévention de la pollution plastique au Timor-Leste : Analyse des lacunes de la législation, des politiques et des plans actuels	978-982-04-1185-2 (i) 978-982-04-1187-6 (é)	Projections des précipitations et des vitesses du vent de VanKIRAP : Rapport technique	978-982-04-1229-3 (é)
Comité directeur du programme PacWastePlus – Rapport de réunion, 26-28 avril 2023, Rarotonga Îles Cook	978-982-04-1189-0 (i) 978-982-04-1190-6 (é)	Rapport annuel du PROE 2022	ISSN : 1562-675X
Compte rendu d'audit des déchets Îles Salomon	978-982-04-1205-7 (i) 978-982-04-1207-1 (é)	Formation sur les déchets marins SWAP – Samoa : Rapport d'activité Sustainable Coastlines – juin 2023	
Formation sur les déchets marins SWAP – Fidji, Sustainable Coastlines – Mai 2023, Rapport d'activité		Compte rendu d'analyse régionale de l'audit des déchets – août 2023	978-982-04-1230-9 (i) 978-982-04-1231-6 (é)
Rapport final PIDU Saison de pêche 2022-2023 – Novembre 2022 – Avril 2023		Journée internationale de nettoyage des côtes 2022 – Rapport d'activité	
Stratégie et plan d'action nationale sur les espèces invasives du Royaume de Tonga 2021-2027	978-982-04-1172-2 (i) 978-982-04-1173-9 (é)	Plan d'action pour l'égalité femmes-hommes, les personnes handicapées et l'inclusion sociale (GEDSI) en matière de services d'information climatique pour un développement résilient à Vanuatu (VanKIRAP) :	978-982-04-1273-6 (i) 978-982-04-1274-3 (é)
Bateaux propres, ports propres – Un cadre pour protéger les pays et territoires insulaires du Pacifique contre les espèces invasives	978-982-04-1215-6 (i) 978-982-04-1216-3 (é)	Services d'information agricole et climatique (CIS) : Examen des politiques, plan d'action et de communication	978-982-04-0856-2 (i) 978-982-04-0855-5 (é)
Rapport d'introduction pour l'élaboration de la politique de gestion et de gouvernance des données pour les départements de météorologie et de géorisques de Vanuatu		Mécanisme de recouvrement des coûts et modèles appropriés pour le Département de la météorologie et des géorisques de Vanuatu	
Stratégie des technologies de l'information et de la communication (TIC) 2023-2028	978-982-04-1170-8 (i) 978-982-04-1171-5 (é)	Compte rendu d'analyse de l'audit national des déchets de Palaos – août 2023	978-982-04-1261-3 (i) 978-982-04-1262-0 (é)
		Compte rendu d'analyse de l'audit national des déchets de Nioué – août 2023	978-982-04-1259-0 (i) 978-982-04-1260-6 (é)
		Compte rendu d'analyse de l'audit national des déchets de Nauru – août 2023	978-982-04-1257-6 (i) 978-982-04-1258-3 (é)

COMPTES RENDUS TECHNIQUES

Compte rendu d'analyse de l'audit national des déchets de Kiribati – août 2023
Cadre directeur pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique
Compte rendu d'analyse nationale de l'audit des déchets des États fédérés de Micronésie – août 2023
Compte rendu d'analyse nationale des déchets des Fidji – août 2023
Compte rendu d'analyse national sur l'audit des déchets des Îles Cook – août 2023
Le PROE, par le biais du projet SWAP en collaboration avec le MNRE, organise une opération de nettoyage au village de Moata'a : compte rendu d'activité (événement parallèle à la 31e Conférence du PROE)
Palaos : Stratégie nationale de gestion de l'environnement (NEMS) 2022-2030
Manuel de surveillance des tortues marines : Guide pour la sélection d'outils appropriés pour la recherche et la surveillance de base des tortues marines
Compte rendu d'initiation et de consultation des parties prenantes : Révision et mise à jour du guide de conception des routes rurales de Vanuatu
Compte rendu d'analyse de l'audit national des déchets de Vanuatu – août 2023
Compte rendu d'analyse de l'audit national des déchets de Tuvalu – août 2023
Compte rendu d'analyse de l'audit national des déchets de Tonga – août 2023
Compte rendu d'analyse de l'audit national des déchets du Timor-Leste – août 2023
Compte rendu d'analyse de l'audit national des déchets des Îles Salomon – août 2023
Compte rendu d'analyse de l'audit national des déchets de Samoa – août 2023
Compte rendu d'analyse de l'audit national des déchets de la République des Îles Marshall – août 2023
Compte rendu d'analyse de l'audit national des déchets en Papouasie-Nouvelle-Guinée – août 2023
Femmes et handicap dans le contexte de la mobilité climatique : Études de cas aux Fidji, dans les Îles Salomon et à Vanuatu
Services d'information sur le tourisme et le climat (CIS) : Examen des politiques, plan d'action et de communication
Services d'information sur l'eau et le climat (CIS) : Examen des politiques, plan d'action et de communication
Services d'information sur les infrastructures et le climat (CIS) : Examen des politiques, plan d'action et de communication
Services d'information sur la pêche et le climat : Examen des politiques, plan d'action et de communication
Dispositions commerciales dans les accords environnementaux multilatéraux : Éléments clés à prendre en compte dans le contexte d'un traité visant à mettre fin à la pollution plastique – Note d'orientation
Note du service consultatif juridique sur le traité sur les plastiques : Principes clés
Considérations relatives à l'utilisation d'un mécanisme financier existant pour financer la mise en œuvre du traité Note du service consultatif juridique sur le traité sur les plastiques
Note du service consultatif juridique sur le traité sur les plastiques – Dispositions relatives aux non-parties
Dispositions relatives au commerce des non-parties dans les accords multilatéraux sur l'environnement : Éléments clés à prendre en considération dans le contexte d'un traité visant à mettre fin à la pollution plastique
Règles de l'Organisation mondiale du commerce et éléments clés à prendre en considération dans le contexte d'un traité visant à mettre fin à la pollution plastique – Note technique
Guide de conception routière pour Vanuatu : Renforcer la résilience climatique à Vanuatu

ISBN/ISSN

978-982-04-1255-2 (i)
978-982-04-1256-9 (é)
978-982-04-1213-2 (i)
978-982-04-1214-9 (é)
978-982-04-1253-8 (i)
978-982-04-1254-5 (é)
978-982-04-1240-8 (i)
978-982-04-1241-5 (é)
978-982-04-1242-2 (i)
978-982-04-1243-9 (é)
978-982-04-1158-6 (i)
978-982-04-1159-3 (é)
978-982-04-1293-4 (i)
978-982-04-1294-1 (é)
978-982-04-1236-1 (i)
978-982-04-1237-8 (é)
978-982-04-1234-7 (i)
978-982-04-1235-4 (é)
978-982-04-1233-0 (i)
978-982-04-1232-3 (é)
978-982-04-1269-9 (i)
978-982-04-1270-5 (é)
978-982-04-1267-5 (i)
978-982-04-1268-2 (é)
978-982-04-1238-5 (i)
978-982-04-1239-2 (é)
978-982-04-1265-1 (i)
978-982-04-1266-8 (é)
978-982-04-1263-7 (i)
978-982-04-1264-4 (é)
978-982-04-0853-1 (é)
978-982-04-0854-8 (i)
978-982-04-0851-7 (é)
978-982-04-0858-6 (i)
978-982-04-0857-9 (é)
978-982-04-0860-9 (i)
978-982-04-0859-3 (é)
978-982-04-1287-3 (é)
978-982-04-1284-2 (é)
978-982-04-1285-9 (é)
978-982-04-1286-6 (é)
978-982-04-1288-0 (é)
978-982-04-1289-7 (é)

COMPTES RENDUS TECHNIQUES

Évaluation des impacts basée sur les risques climatiques pour Vanuatu : Guide étape par étape pour les évaluations des impacts liés au changement climatique pour les secteurs
Examen des politiques – Évaluation des besoins en capacités de Kiwa pour la mise en œuvre de solutions basées sur la nature pour l'adaptation au changement climatique
Évaluation des besoins en capacités de l'initiative Kiwa pour la mise en œuvre de solutions basées sur la nature pour l'adaptation au changement climatique
Formation sur les déchets marins – Tonga : Compte rendu d'activité Sustainable Coastlines août 2023
Réduction de la production de plastique pour atteindre les objectifs climatiques : Considérations pour les négociations du traité sur les plastiques
Communiqué des ministres de l'environnement et des représentants de haut niveau du PROE Communiqué du Talanoa 2023, 8 septembre 2023. Complexe hôtelier Taumeasina Island, Apia, Samoa
Programme Weather Ready Pacific – Se préparer aux événements extrêmes dans un monde confronté au changement climatique
Sauver les espèces d'intérêt particulier des prises accessoires : 5 ans de sensibilisation basée sur les ports
Le partenariat Moana Taka – Promouvoir l'économie circulaire
Économie circulaire
Économie circulaire – Transformer les déchets en ressources
Le rôle des technologies de l'information dans la gestion efficace des espèces invasives dans le Pacifique
Application de surveillance du climat – Vanuatu
Communiqué de Talanoa 2023 des ministres de l'Environnement et des représentants de haut niveau du PROE. 8 Septembre 2023. Complexe hôtelier Taumeasina Island, Apia, Samoa.
Plan de mise en œuvre de la performance (PIP4) 2024-2025 : Programme de travail et budget biennal 2024 et 2025
Douzième réunion de la Conférence de Waigani 2023. 1er septembre 2023. Complexe hôtelier Taumeasina Islands, Apia, Samoa
Compte-rendu de la dix-septième Conférence des Parties contractantes à la Convention de Nouméa 2023. 31 août 2023. Complexe hôtelier Taumeasina Island, Apia, Samoa
Compte rendu du dialogue de partenariat du PROE – 4 septembre 2023. Complexe hôtelier Taumeasina Island, Apia, Samoa
31 st Conférence du PROE : Résumé du président – 8 septembre 2023. Complexe hôtelier Taumeasina Island, Apia, Samoa
Compte rendu du 31 st Conférence des responsables du PROE les 5 et 7 septembre 2023. Complexe hôtelier Taumeasina Island, Apia, Samoa
Rapport post-formation sur l'introduction du GNSS RTL
Guide national sur les indicateurs des connaissances traditionnelles de Vanuatu
Cartes climatologiques de Vanuatu
Cartes climatologiques de la province de Malampa
Stratégie et plan d'action nationaux de Tuvalu sur les espèces envahissantes 2022-2027
Bassin versant de Sarakata-Luganville : Plan de gestion des inondations, système d'alerte rapide et procédures opérationnelles standard
Cadre et méthodologie d'évaluation rapide des risques climatiques de Vanuatu
Table ronde océanienne pour la conservation de la nature, 26e réunion annuelle – 16 et 17 octobre 2023
Alliance mondiale pour le changement climatique Plus – Renforcement de l'adaptation dans le Pacifique : Tirer les leçons du passé et renforcer les mesures d'adaptation au changement climatique pour l'avenir – Rapport final
31 ^e Conférence des représentants et représentantes officiels du PROE – 5-7 septembre 2023 Apia, Samoa

978-982-04-00-1514-2 (é)

978-982-04-1291-0 (i)

978-982-04-1292-7 (é)

978-982-04-1219-4 (i)

978-982-04-1220-0 (é)

978-982-00-1530-2

VIDÉOS YOUTUBE

Journée internationale de nettoyage des côtes 2022 : Action menée par le gouvernement provincial de Temotu

Journée internationale de nettoyage des côtes 2022 : Action menée par le comité de développement du quartier de Graciosa Bay

Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022: Action menée par l'association Faiva Tautai des pêcheurs Wallis

Journée internationale de nettoyage des côtes 2022 : Savai'i, Samoa

projet international de nettoyage des déchets de l'océan pacifique (POLP, Pacific Ocean Litter Project) journée internationale de nettoyage 2022 : Ministère des ressources naturelles et de l'environnement des Samoa

projet international de nettoyage des déchets de l'océan pacifique (POLP, Pacific Ocean Litter Project) journée internationale de nettoyage des côtes 2022 : Division de la gestion et du contrôle des déchets de la ville de Honiara

Journée internationale de nettoyage des côtes 2022 : Actions menées par le centre communautaire de conservation aux Fidji

Événement parallèle sur l'outil de planification de l'adaptation écosystémique (EbA) de l'océan Pacifique à la COP27

Partage des expériences et des enseignements tirés de la gestion des déchets en cas de catastrophe dans les îles du Pacifique

Atelier en ligne sur la gestion de déchets issus de catastrophes naturelles

Gestion des déchets liés aux catastrophes aux Tonga – Bande-annonce

Vos déchets sont les déchets de tous

Statistiques de collecte des déchets pour la Journée internationale de nettoyage des côtes (ICCD) 2022

Documentaire sur la manière dont les Tonga ont géré les déchets liés aux catastrophes générés par l'éruption volcanique et le tsunami de janvier

Documentaire relatif à la manière dont les Tonga ont organisé la gestion des déchets produits par l'éruption volcanique et le tsunami de janvier 2022

Journée internationale de nettoyage des côtes 2022 : Action menée par le Réseau d'action pour le climat de Vanuatu (VCAN)

Recyclage des déchets plastiques et des huiles usées aux Samoa : J-PRISM II et SRWMA

Plastic Paradise – Français, bislama, tongien, fidjien, pidgin, samoan et anglais

Introduction au projet de nettoyage de l'océan pacifique (POLP, Pacific Ocean Litter Project)

Webinaire du PNEA : Renforcer l'évaluation environnementale stratégique dans le Pacifique

Folau ma le Fa'atuatua – Parcours des agences du CROP (SPC, PROE, UPS) avec les Samoa

Actualités | Les Îles Cook éliminent les rats de l'île de Palmerston pour renforcer la résilience de l'île

Cérémonie d'ouverture de la réunion du comité directeur de PacWastePlus

Entretien avec le responsable du programme PacWastePlus sur CITV

Comment utiliser la méthodologie standard d'estimation pour calculer le volume des déchets générés par les catastrophes

Bureau national de la gestion des catastrophes et application de la directive pour les praticiens sur cette question

La nécessité d'un plan national de gestion des déchets en cas de catastrophe

Animation du partenariat Moana Taka

Webinaire sur le programme des espèces marines

Vidéo d'évaluation à mi-parcours de PacWastePlus

Nouveau site Web revu et amélioré du PROE : lancement officiel lors de la 31e Conférence des responsables du PROE

Audit environnemental des activités touristiques dans le Pacifique

Célébration des 30 ans de la création du PROE

Démonstration vidéo du portail sur l'avenir du climat de Vanuatu dans le cadre du projet VanKIRAP (4)

Démonstration vidéo du portail sur l'avenir du climat de Vanuatu dans le cadre du projet VanKIRAP (3)

Démonstration vidéo du portail sur l'avenir du climat de Vanuatu dans le cadre du projet VanKIRAP (2)

Portail sur l'avenir du climat de Vanuatu : vidéo de présentation

Mana Moana Pasifika Voices 2022 – Bande-annonce

Lancement du manuel de surveillance des tortues marines – Webinaire

VIDÉOS YOUTUBE

Webinaire sur la base de données des échouages en Océanie

Unis pour un Pacifique plus propre

Journée mondiale de nettoyage du littoral 2023: Action menée par l'association

Journée internationale de nettoyage des côtes 2023 : Activité menée par la SRWMA

Introduction au programme sur les espèces marines

Journée internationale de nettoyage des côtes 2023 : Action menée par le comité de développement du quartier 9 de la baie de Graciosa, Îles Salomon

programme Pacifique prêt face aux aléas climatiques 2023

Protégeons notre paradis

Un héritage au-delà du sport

Webinaire PNEA Talanoa : Apprentissage et partage des bonnes pratiques de l'EIE

Pasifika TV rencontre les membres du groupe de discussion autochtone à la COP 28

Ils nous prennent en photo dans l'eau : Poésie écrite par Audrey Brown-Pereira, interprétée par Rizvan, Snare, Sven Illy, Judah Kidd, Iliseff, Snowman

Écrire /Writing : Poésie écrite par Déwé Gorodé, interprétée par Paul Wamo Taneisi et Lucile Bambridge

Cry Sis : Poésie écrite par Ruby Macomber, interprétée par Ruby Macomber et Selina Alefosio

Miss Samoa Moemoana Schwenke, militante et défenseure du climat, à la COP28

Ministre de Palau à la COP28

James Shaw, ancien ministre du Changement climatique de la Nouvelle-Zélande, à la COP28

La lutte de Nioué contre les espèces invasives présentée à la COP28

Présentation du pavillon Moana Continent bleu du Pacifique à la COP28

Pasifika vous souhaite la bienvenue pour le deuxième jour de la COP28

Étudiants des îles du Pacifique luttant contre le changement climatique à la COP28

Audrey Brown-Pereira, poétesse des îles du Pacifique, s'entretient avec Pasifika TV sur les voix du Pacifique et son poème

Pasifika TV clôture la troisième journée à la COP28

Travail avec les îles du Pacifique pour amplifier leur voix unique au Pacifique à la COP28

Duo mère-fille des îles du Pacifique à la COP28

Le Pacifique prêt pour le climat à la COP28

Seve Paeniu, ministre des Finances de Tuvalu, à la COP28

Ouverture du pavillon Moana Continent bleu

Pasifika TV s'entretient avec le Réseau d'action pour le climat des îles du Pacifique

Le rôle des communautés religieuses face au changement climatique

En savoir plus sur les SIG à la COP28

Pasifika TV vous présente les engagements de Nioué en matière de conservation des océans à la COP28

Pasifika TV s'entretient avec Kathy Kijiner, émissaire pour le climat de la République des Îles Marshall

Alfred Ralifo du WWF Pacifique s'entretient avec Pasifika TV à la COP28

Quatrième jour de la COP28 avec Pasifika TV

Pasifika TV clôture la quatrième journée à la COP28

Renforcer la résilience avec le Centre pour le changement climatique du Pacifique

Libérer la prospérité du Continent bleu du Pacifique à la COP28

Pasifika TV ouvre la cinquième journée de la COP28

Mise à jour de l'évaluation mondiale à la COP28

Pacifique sans plastique à la COP28

Les liens entre le plastique et le changement climatique à la COP28

L'Alliance des petits États insulaires tient une conférence de presse à la COP28

Pasifika TV s'entretient avec Safaira Tagiruni du ministère de la Grâce à la COP28

Les infrastructures et services durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement à Kiribati mis en lumière à la COP28

L'honorable John Silk de la République des Îles Marshall à l'honneur sur Pasifika TV

Initiatives d'action climatique aux Fidji

Bienvenue le 6 décembre à la COP28

Informations spéciales Hey Pres Mana Papa Nui Foundation Rapa Nui

VIDÉOS YOUTUBE

Journée d'ouverture 6 de la COP28 avec Pasifika TV

Daniel Lund, conseiller spécial CC Div Fidji sur les pertes et dommages

Des jeunes innove pour le climat

Rencontre avec Cresside Kuala, défenseur des droits de l'homme et militant écologiste à la COP28

Notre prochaine génération à la COP28

La construction de routes résilientes au climat à Vanuatu présentée à la COP28

Bienvenue au huitième jour de la COP28

En savoir plus sur l'innovation de l'incubateur Drua avec les Fidji

L'initiative de plantation d'arbres des Samoa présentée à la COP28

Transition juste vers un Pacifique sans combustibles fossiles avec le Vanuatu

Pasifika TV clôture le huitième jour de la COP28

Vidéo de la COP28 du Ministère des ressources naturelles et de l'environnement des Samoa

Bienvenue au neuvième jour de la COP28 avec Pasifika TV

Loupes de la COP28

Pavillon de la durabilité à la COP28

VIDÉOS YOUTUBE

Pacific Climate Warriors à la COP28

Le changement climatique en Samoa

Les peuples autochtones à la COP28

Jour de clôture, 9e journée de la COP28

L'initiative Fatei des Îles Salomon présentée à la COP28

Journée internationale de nettoyage des côtes 2023 : Action menée par le projet jeunesse du Pacifique sur les déchets océaniques

Points forts de la finale des Jeux du Pacifique 2023

Jeux du Pacifique 2023 – Temps fort no 7 : la championne des Îles Salomon et la plantation d'arbres

Jeux du Pacifique 2023 – Temps fort no 6 : Samoa et le PROE

Interview sur la plantation d'arbres sur Paoa FM

Jeux du Pacifique 2023 – Temps fort no 5 : Fidji

Jeux du Pacifique 2023 – Temps fort no 4 : Infrastructures

Jeux du Pacifique 2023 – Temps fort no 3 : Tourisme

Jeux du Pacifique 2023 – Temps fort no 2 : MECDM

Jeux du Pacifique 2023 – Temps fort no 1 : PNG et officiels techniques

SÉRIES

Bulletin d'information PACRES : Vol 6, 7 et 8 2023

Bulletin mensuel sur le climat COSPPac – janvier – décembre 2023 ISSN : 2617-3557

Surveillance régionale des précipitations pour une action rapide

Alerte pluviométrique mensuelle et saisonnière : Janvier – décembre 2023 ISSN : 2617-3665

SÉRIES

Bulletin trimestriel PRISMSS – avril et décembre

Bulletin GCCA et SUPA, quatrième trimestre, octobre – décembre 2022

PROE-Tok : Numéros 89, 90 et 91 ISSN : 2311-861X

Bulletin PACRES : Volumes 7 et 8

FICHES D'INFORMATION/AFFICHES

Approche coordonnée de la gestion des déchets à Nioué – Financement durable/frais de récupération avancés et systèmes de dépôt 978-982-04-1200-2

Bonnes pratiques en matière d'évaluation de l'impact environnemental (EIE) : Enregistrement et certification des consultants en EIE 978-982-04-1197-5 (i) 978-982-04-1198-2 (é)

Présentation de Pacific BioScapes

Tortue (affiche)

How We Can Help (affiche)

Conservation Wins (affiche)

Our Pacific Ecosystem (affiche)

Fiche d'information sur le Pacifique – Options de réponse

Fiche d'information sur le Pacifique – Projections

Fiche d'information sur le Pacifique – Principales conclusions

Pacific Connections (affiche)

Menaces pour notre écosystème marin (affiche)

Oiseaux de mer (affiche)

Requins et raies (affiche)

Baleines et dauphins (affiche)

Dugong (affiche)

Impacts du changement climatique sur la sécurité de l'eau à Vanuatu – Eau

Impact de la chaleur extrême sur la demande d'électricité à Efate – Infrastructure

Impact des vagues de chaleur marines sur les herbiers marins à Vanuatu – Pêche

Influence actuelle et future des cyclones tropicaux sur la production agricole à Vanuatu

Pavillon Moana Continent bleu du Pacifique à la COP28 Appel à candidatures pour des événements parallèles

Un traité mondial sur les plastiques guidé par la sagesse autochtone du Pacifique – Fiche d'information 978-982-04-1280-4 (é)

FICHES D'INFORMATION/AFFICHES

Interface science-politique – Fiche d'information 978-982-04-1279-8 (é)

Alternatives et substituts aux plastiques 101 – Fiche d'information 978-982-04-1283-5 (é)

Plastiques 101 – Fiche d'information 978-982-04-1282-8 (é)

Technologies d'élimination des plastiques 101 – Fiche d'information 978-982-04-1281-1 (é)

Microparticules de plastique 101 – Fiche d'information 978-982-04-1278-1 (é)

Fiche d'information – Options de mécanismes financiers 978-982-04-1277-4 (é)

Engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés – Fiche d'information 978-982-04-1276-7 (é)

Conception de produits et de systèmes pour une réutilisation sûre et durable – Fiche d'information 978-982-04-1275-0 (é)

Bioplastiques 101 – Fiche d'information 978-982-04-1290-3 (é)

Termes et définitions météorologiques pour le conseil de l'aire de Varsu, îles Epi

Portail sur l'avenir climatique de Vanuatu

Bulletin agro-météorologique – Guide de l'utilisateur

Rapport sur la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : Comment couvrir la COP virtuellement – Dossier d'information Pacific Media Mana – Fiche 10

Sur le lieu de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – À quoi s'attendre à votre arrivée : Dossier d'information Pacific Media Mana – Fiche 9

Participation à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques – Couverture médiatique de la COP elle-même : Dossier d'information Pacific Media Mana – Fiche 8

Couvrir la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – Préparation du voyage à la COP – Dossier d'information Pacific Media Mana – Fiche 7

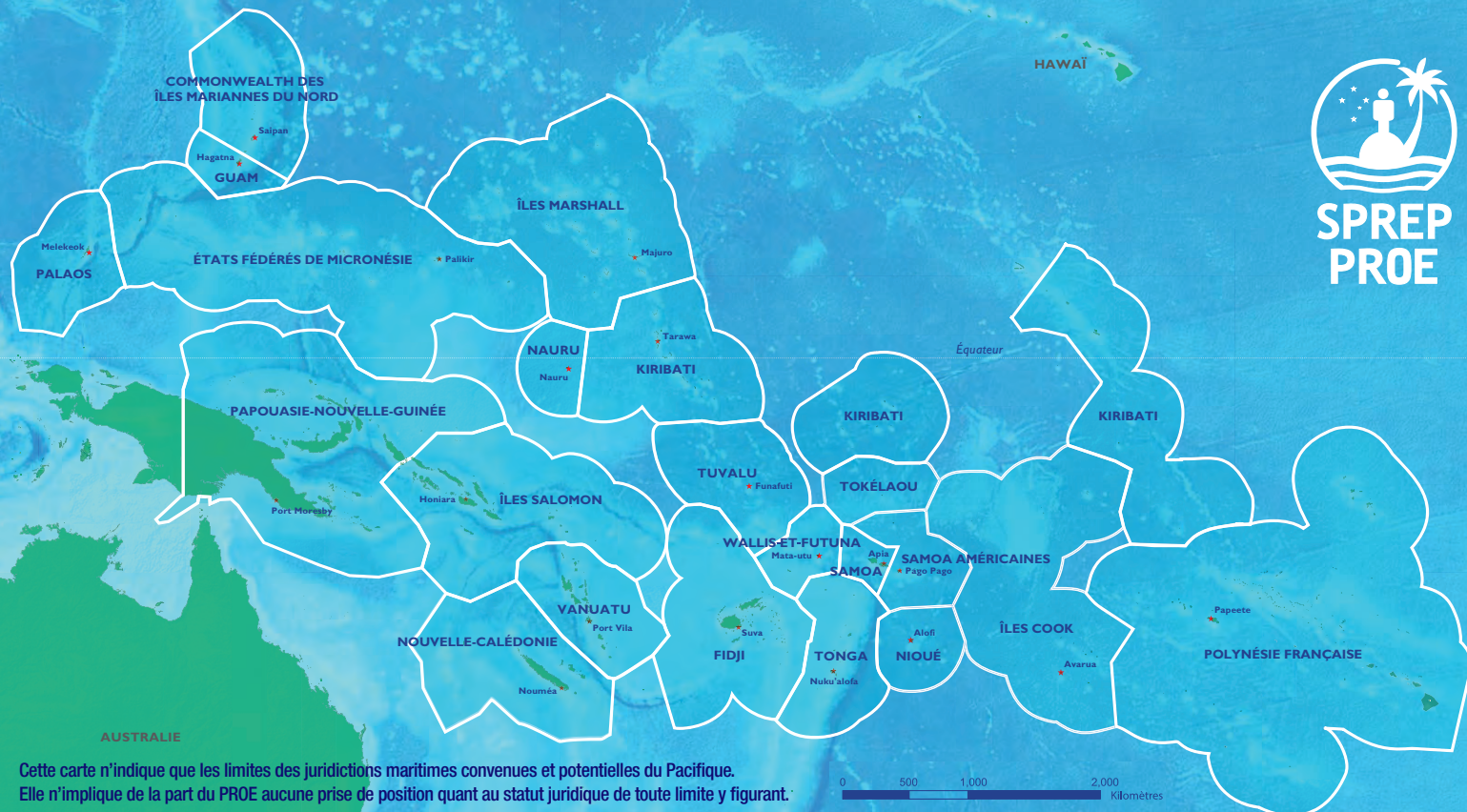
Compte rendu de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques – Les acteurs clés : Dossier d'information Pacific Media Mana – Fiche 6

MEMBRE DU PERSONNEL	INTITULÉ	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
ÉQUIPE DE DIRECTION SUPÉRIEURE			
Sefanaia Nawadra	Directeur général	Fidji	3-avr-26
Easter Chu Shing	Directrice générale adjointe et directrice par intérim de la conservation de la biodiversité et du bureau des Fidji	Samoa	9-fév-27
Tagalao Cooper-Halo	Directrice de la résilience aux changements climatiques	Nioué	30-juin-25
Jope Davetanivalu	Directeur de la gouvernance environnementale	Fidji	21-avr-25
Anthony Talouli	Directeur de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution	Fidji	14-avr-25
Maikali Nawaqaliva	Directeur Planification stratégique, partenariats et mobilisation des ressources	Fidji	9-sept-27
Petra Chan Tung	Directrice Finances et Administration	Samoa	30-juin-25
Simeamativa Vaai	Directrice des ressources humaines	Samoa	30-juin-25
Clark Peteru	Responsable, Services juridiques et organes directeurs	Samoa	30-juin-25
Salesa Nihmei	Responsable, Sciences et information climatiques	Vanuatu	30-avr-25
APPUI EXÉCUTIF			
Audrey Brown-Pereira	Agente exécutive	Îles Cook	31-oct-26
Rosanna Galuvao-Ah Ching	Adjointe exécutive du directeur général	Samoa	30-mai-25
Apiseta Eti	Adjointe exécutive du directeur général adjointe	Samoa	31-déc-27
COMMUNICATION ET SENSIBILISATION			
Nanette Woonton	Conseillère en communication et sensibilisation	Îles Cook	31-déc-25
Sosikeni Lesa	Responsable des relations publiques et médias	Samoa	2-jul-26
Leanne Moananu	Responsable de l'appui aux communications	Samoa	31-déc-25
Christine Tuioti	Agente d'appui à la sensibilisation	Samoa	29-mai-25
AUDIT INTERNE			
Niraj Kumar	Auditeur interne	Fidji	30-jul-25
PROGRAMMES TECHNIQUES			
RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE			
Foinijancey Fesolai	Assistante du Programme de résilience face aux changements climatiques	Samoa	1-oct-26
Filomena Nelson	Conseillère en adaptation au changement climatique	Samoa	8-oct-26
Timothy Breese	Conseiller en changements climatiques	Nouvelle Zélande	5-sept-25
Ewan Cameron	Coordonnateur de projet, Engagement international en matière de changements climatiques (ICCE)	Îles Cook	19-nov-26
Teuila-Jane Fruean	Agente de projet, ICCE	Samoa	31-mai-26
Vanda Faasoa-Chan Ting	Conseillère en atténuation des changements climatiques	Samoa	31-août-27
Ofa Kaisamy	Gestionnaire du Centre régional du changement climatique du Pacifique (PCCC)	Tonga	31-déc-25
Yvette Kerslake	Conseillère technique – Science aux services, PCCC	Samoa	31-déc-25
Tuileva Tuileva	Agent principal de projet, PCCC	Samoa	30-juin-26
Naoafioga Feu'u-Foti	Agente des finances et de l'administration, PCCC	Samoa	31-déc-25
Fred Patison	Conseiller en préparation au financement climatique	Îles Salomon	31-déc-25
SCIENCES DU CLIMAT ET INFORMATION			
Sunny Seuseu	Chef de projet, Vanuatu Klaemet Infomesen blong Redy, Adapt mo Protekt (Van-KIRAP)	Samoa	31-déc-25
Connie Sewere	Assistante technique et financier, Van-KIRAP	Vanuatu	31-déc-24
Siosinamele Lui	Conseillère en connaissances traditionnelles, Programme d'appui au climat et aux océans dans le Pacifique Phase 3 (COSPPac3)	Samoa	30-juin-27
Philip Malsale	Climatologue senior, COSSPac3	Vanuatu	30-juin-27
Florette Tuauu-Tiperia	Agente de projet, COSSPac3	Samoa	30-juin-27
Naheed Hussein	Gestionnaire de projet – Services climatiques intra-ACP et applications connexes (ClimSA)	Fidji	1-mai-26
Wati Kanawale	Agente des finances et de l'administration, ClimSA	Fidji	21-janv-26
Patricia Mallam	Agente de courtage des connaissances, ClimSA	Fidji	29-janv-26
Terry Atalifo	Coordonnateur régional du Centre climatologique, ClimSA	Fidji	16-jul-26
Ofa Fa'anunu	Responsable du programme WRPP (Weather Ready Pacific Programme)	Tonga	17-juin-27
Pomate Skelton-Soloi	Agente des finances et de l'administration, WRPP	Samoa	18-août-27
Kim Jinwhee	Stagiaire des services climatiques, placement de l'Institut météorologique de Corée	Corée du Sud	mai-25
GOVERNANCE ENVIRONNEMENTALE			
Rafael Tavita	Assistant au programme de gouvernance environnementale	Samoa	14-avr-27
Vainuupo Jungblut	Conseiller en suivi et rapports environnementaux	Samoa	13-août-26
Putu Tofinga	Agent d'évaluation environnementale et de planification	Kiribati	13-août-26
Tavita Su'a	Développeur et analyste des systèmes du Portail environnemental du Pacifique	Samoa	30-juin-27
Vani Koroisamanunu	Spécialiste SIG environnemental	Fidji	31-déc-24
Lagi Reupena	Agent du suivi et des rapports environnementaux	Samoa	20-oct-27
Ivan Diarra	Réseau Pacifique d'évaluation environnementale, agent de soutien technique	Nigéria	30-juin-25
Anastacia Amoa-Stowers	Coordonnateur des accords multilatéraux sur l'environnement – Projet ACPMEAs3	Samoa	31-déc-25
Flavia Vaai	Agent d'appui aux AEM – Projet ACPMEAs3	Samoa	31-déc-25
CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ			
Makerita Atiga	Assistant du Programme de conservation de la biodiversité	Samoa	2-août-26
Karen Baird	Conseillère pour les espèces menacées et migratrices	Nouvelle Zélande	26-avr-25
Amanda Wheatley	Conseillère en biodiversité et écosystèmes	Australie	16-déc-27
Kasaqa Tora	Spécialiste en analyse spatiale – Aires protégées	Fidji	28-fév-25
Isaac Round	Agent des aires protégées	Fidji	7-avr-26
Claire Oiiere	Jeune professionnelle, Coordonnatrice de la biodiversité du Pacifique pour la Table ronde océanique pour la conservation de la nature	Îles Salomon	31-janv-26
Juney Ward	Conseillère en écosystèmes côtiers et marins	Samoa	26-avr-27
Tamara Lui	Coordonnatrice de projet, Promotion des solutions fondées sur la nature dans les îles du Pacifique	Samoa	30-avr-26
Turang Teuea	Coordonnatrice de projet, Gestion des écosystèmes de carbone bleu (MACBLUE)	Kiribati	30-sept-25
Akanisi Lomaloma	Agente des finances et de l'administration, MACBLUE	Fidji	30-sept-25
Nolani Hazelman	Jeune professionnelle, coordonnatrice des zones humides pour les jeunes du Pacifique	Samoa	17-nov-25
Mathilde Kraft	Coordonnatrice du développement de projets, Initiative Kiwa	France	28-fév-25
Kenneth Kassem	Gestionnaire de projet – Initiative de gestion intégrée des écosystèmes et des prises accessoires	États-Unis	31-août-25
David Moverley	Conseiller en espèces envahissantes	Nouvelle Zélande	30-nov-27
Isabel Rasch	Gestionnaire de projet – Projet régional sur les espèces envahissantes	Samoa	31-oct-25
Dannicah Chan	Agente de projet – espèces envahissantes	Samoa	31-oct-25
Dominic Sadler	Gestionnaire du Service régional d'appui à la gestion des espèces envahissantes du Pacifique (SASPERS)	Suisse	14-jul-26
Josef Pisi	Coordonnateur du programme PRISMSS	Samoa	14-jul-26
Nitish Narayan	Agent de communication et de liaison PRISMSS	Fidji	30-juin-26
Pata Mase	Agente d'appui PRISMSS	Samoa	30-juin-26
James Fakaua	Spécialiste des technologies de l'information PRISMSS	Samoa	30-juin-26
Louis Thiercelin	Gestionnaire du composant Espèces envahissantes du programme PROTÉGÉ	France	31-mars-25
Etienne Delattre	Directeur de programme, Biodiversité du Pacifique et paysages terrestres et marins durables (Pacific Bioscapes)	Belgique	08-janv-28
Carlo Iacovino	Spécialiste des communications et de la sensibilisation, Programme Biopaysages du Pacifique	Australie	15-janv-28
Loraini Sivo	Chef de projet, Adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques (PEBACC+)	Fidji	30-avr-26
Setaita Tavanabola	Chargée de communication, PEBACC+	Fidji	31-janv-26
Joanne Aihunu	Coordonnatrice de pays des Îles Salomon, PEBACC+	Îles Salomon	31-janv-26

MEMBRE DU PERSONNEL	INTITULÉ	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
William Arudovo	Coordonnateur national pour le Vanuatu, PEBACC+	Vanuatu	31-janv-26
Joana Koroirokotuibau	Agente des finances et de l'administration, PEBACC+	Fidji	30-avr-26
Nicolas Rocle	Spécialiste du milieu marin et de la conservation, détaché du Ministère de la transition écologique (France)	France	31-août-25
Jezila Peteru	Consultante en appui à la saisie de données PRISMSS	Samoa	30-avr-25
Vaega Toelupe	Coordonnateur d'événements PRISMSS	Samoa	22-déc-25
GESTION DES DÉCHETS ET CONTRÔLE DE LA POLLUTION			
Davina Bartley-Tiitii	Assistant de programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution	Samoa	25-mars-25
Mohammed Zullah	Conseiller en pollution	Fidji	31-oct-25
Paul Irving	Agent de projet sur la pollution marine, Plan régional d'urgence en cas de déversement en mer (PACPLAN) des îles du Pacifique	Australie	14-mars-25
Susana Telakau	Conseiller en gestion des déchets solides	Tuvalu	7-nov-27
Julie Pillot	Agente de projet principal, Engagement à prendre des mesures en faveur des déchets durables dans le Pacifique (SWAP) France	(SWAP) France	30-juin-25
Memoree Imo	Agente d'appui au projet, SWAP	Samoa	30-juin-25
Lilian Penaia	Responsable des déchets techniques, Projet d'adoption de solutions de valorisation énergétique des déchets dans le Pacifique (PAWES)	Samoa	11-juin-25
Joshua Sam	Conseiller en gestion des déchets dangereux	Papouasie-Nouvelle-Guinée	15-jul-25
Bradley Nolan	Directeur de programme, PacWaste Plus (PWP)	Australie	30-sept-25
Crystal Schwenke	Agente technique et administratif, PWP	Samoa	30-juin-25
Sela Simamao	Agente des finances et des achats, PWP	Tonga	30-sept-25
Lance Richman	PWP, Agent de projet déchets techniques – Déchets dangereux	États-Unis	30-juin-25
Sainimili Bulai	PWP, Agente de projet déchets techniques – Déchets solides	Fidji	30-juin-25
Hilary Boyes	PWP, Agente de projet déchets techniques – récupération des ressources	Nouvelle Zélande	30-juin-25
Andrea Volentras	Gestionnaire de projet, Projet de gestion des déchets dans l'océan Pacifique	Samoa	24-oct-26
Ngaire Ah Ching	Agente principal de projet, POLP	Samoa	4-sept-25
Zhiyad Khan	Agent des communications et de la mobilisation des intervenants, POLP	Fidji	11-sept-25
Dwayne Bentley	Chargé de projet, POLP	Samoa	22-janv-26
Maryann Vaiula	Agente d'appui au projet, POLP	Samoa	31-jul-27
Dean Solofa	Chef de projet, Mise en œuvre d'un développement durable à faible ou sans utilisation de produits chimiques dans les petits États insulaires en développement (ISLANDS) – Projet Pacific Child	Samoa	31-mars-26
Renee Kamu	Projet Pacific Child – Agente des finances et de l'administration	Samoa	24-août-27
GOVERNANCE ET OPÉRATIONS			
SERVICES JURIDIQUES ET MISSIONS AUPRÈS DES ORGANES DIRECTEURS			
Kathleen Taituave-Afereti	Agente du droit et des politiques environnementales	Samoa	10-nov-27
Everett Sioa	Agent des affaires juridiques et des organes directeurs	Samoa	21-fév-27
BUREAU DU PACIFIQUE NORD			
Semi Qamois	Gestionnaire, Bureau du Pacifique Nord (NPO)	Fidji	22-mars-25
Kilom Ishiguro	Agent technique et de liaison – Bureau du Pacifique Nord (NPO)	RMI	31-déc-25
SERVICES D'INFORMATION			
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION			
Christian Slaven	Responsable des technologies de l'information (TI)	Samoa	30-nov-27
Niten Kumar	Ingénieur réseaux et systèmes informatiques	Fidji	2-avr-26
Billy Chan Ting	Spécialiste en développement d'applications Web	Samoa	30-avr-26
Ainsof So'o	Développeur et analyste de systèmes	Samoa	31-oct-25
Conrad Orange	Spécialiste en informatique	Samoa	15-sept-27
Setefano Finau	Agent d'appui informatique	Samoa	16-août-26
Kendrick Lui	Agent d'appui informatique	Samoa	6-oct-27
Adrian Roma	Agent d'appui informatique	Samoa	17-nov-27
GESTION DES CONNAISSANCES			
Miraneta Williams-Hazelman	Gestionnaire des connaissances	Samoa	30-nov-27
Lupe Silulu	Agente des dossiers et des archives	Samoa	31-déc-27
Ane Ah Poe	Agente de gestion des connaissances	Samoa	31-déc-26
Aleulia Seili	Assistante aux dossiers et archives	Samoa	8-mars-26
DÉPARTEMENT DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE, DES PARTENARIATS ET DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES			
Faia'e Faamanu-Falanaipupu	Agente d'appui au projet	Samoa	31-déc-25
Rupeni Mario	Spécialiste du développement et de la mise en œuvre de projets	Fidji	31-déc-25
Christina Tava	Responsable de la planification stratégique des projets	Samoa	31-déc-25
Vitolina Samu	Agente de mise en œuvre de projet	Samoa	31-déc-25
Salomé Tukuafu	Conseillère en partenariats stratégiques et relations avec les bailleurs de fonds	Tonga	16-août-27
Rebecca Polestico	Conseillère en suivi et évaluation	Philippines	30-avr-25
Melanie Bradley	Conseillère en planification stratégique	Australie	8-oct-26
Kim Robertson	Gender Adviser	Nouvelle Zélande	3-nov-27
DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ADMINISTRATION			
Laaloa Onesemo	Adjointe aux finances et à l'administration	Samoa	3-déc-26
Veronica Levi	Comptable financier	Samoa	10-avr-25
Maraea Slade-Pogi	Agente des achats	Samoa	5-janv-26
Siniva Tuuau-Enosa	Comptable de projet	Samoa	26-juin-25
Alvin Sen	Comptable de projet	Fidji	16-juin-25
Elizur Nashon	Comptable de projet	Fidji	30-sept-27
Gloria Esera	Comptable	Samoa	3-sept-26
Mercy Tausili	Agente des finances	Samoa	19-sept-27
John Fetisone	Agent des finances	Samoa	19-sept-27
Valelia Iusitino	Agente des finances	Samoa	5-juin-25
Premna Pedebone	Agente des finances	Samoa	26-mars-26
Viona Numia	Agente des finances	Samoa	12-mars-26
Astrid Koon Wai You	Agente des finances	Samoa	10-nov-27
Lupeuluiva Overhoff	Agente des finances	Samoa	10-nov-27
Samuelu Esera	Agent des finances	Samoa	24-nov-27
Lawrence Warner	Agent des services immobiliers	Samoa	4-déc-27
Faamanatu Sititi	Chauffeur / Commis	Samoa	5-déc-26
Cynthia Ah Loo	Agente d'entretien / Préposé au service du thé	Samoa	31-déc-26
Ivoga Sefa	Agente d'entretien / Préposé au service du thé	Samoa	5-janv-26
Lui Sea	Agent d'entretien / Préposé au service du thé	Samoa	14-oct-27
Tagiilima Enele	Jardinier / Préposé à l'entretien des terrains	Samoa	12-mai-26
Isaia Talaitau	Jardinier / Préposé à l'entretien des terrains	Samoa	11-sept-25
SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES			
Monica Tupai	Adjointe aux ressources humaines (RH)	Samoa	31-déc-24
Luana Jamieson	Conseillère en ressources humaines	Samoa	5-janv-26
Marion Tuipulotu-Chan Chui	Agente des ressources humaines	Tonga	31-mai-26
Roger Warren	Agent des ressources humaines	Samoa	7-juin-26
Olivia Hogarth	Agente des ressources humaines	Samoa	20-nov-25
Ada-Fanua Ott	Agent des ressources humaines	Samoa	4-déc-25

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ACP	Pays africains, caribéens et du Pacifique	NDC	Contributions déterminées au niveau national
ACPMEA3	Le projet de renforcement des capacités lié aux accords environnementaux multilatéraux dans les pays africains, caribéens et du Pacifique – Phase 3.	NDC	Contributions déterminées au niveau national
AELERT	Réseau australien d'application et de réglementation des lois environnementales	NHMS	Service national d'hydrométéorologie
AFD	L'Agence française de développement	NISSAP	Stratégie et plan d'action nationaux de Tuvalu sur les espèces envahissantes
AFE	Adaptation fondée sur les écosystèmes	NIWA	Institut national de recherche sur l'eau et l'atmosphère
AIMS	Institut australien des sciences marines	NOAA	Administration nationale océanique et atmosphérique
AIT RRC	Institut asiatique de technologie	NSDP 2016–2030	Plan national de développement durable du Vanuatu
AMCOP	Code de pratiques pour la gestion de l'amiante à Tonga	NUS	Université nationale des Samoa
BC	Biodiversité et conservation	Objectifs de développement durable (ODD)	Objectifs de développement durable
BIEM	L'initiative sur les prises accessoires et la gestion intégrée des écosystèmes	OCCP	Programme de partenariat océanique du Royaume-Uni
BIOPAMA	Programme de gestion de la biodiversité et des aires protégées	OCEM	Autre mesure de conservation efficace basée sur des zones
BMUV	Le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la sécurité nucléaire et de la protection des consommateurs	OPOC	Bureau du commissaire de l'océan Pacifique
CBD COP16	Seizième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique	PacWastePlus	Programme de gestion des déchets Pacifique-Europe
CCR	Résilience face au changement climatique	PAVE – Santé	Action du Pacifique pour renforcer la visibilité des données sur la santé et les impacts climatiques
CEPA	Autorité de conservation et de protection de l'environnement de Papouasie-Nouvelle-Guinée	PCCC	Centre du changement climatique du Pacifique
CHOGM	Chefs de gouvernement du Commonwealth	PCCR	Table ronde sur le changement climatique dans le Pacifique
CINES	Service national de l'environnement des Îles Cook	PCU	Unité de coordination de projet
ClimSA	Programme de services climatiques intra-ACP de l'Union européenne et applications connexes	PEBACC+	Adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques-Plus
COVID-19	Pandémie de Coronavirus 2019	PEP	Portail environnemental du Pacifique
CP2035	Pour un Pacifique plus propre en 2035	PEUMP	Programme de partenariat marin Pacifique-Union européenne
CPRT	Table ronde pour un Pacifique propre	PIFS	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
CPS	La Communauté du Pacifique	PILN	Réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique
CPS	La Communauté du Pacifique	PMC-7	Septième Conseil météorologique du Pacifique
CREWS	Systèmes d'alerte précoce et de risque climatique	PNEA	Réseau du Pacifique pour l'évaluation environnementale
CROP	Conseil des organisations régionales du Pacifique	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
CSI	Climate Science and Information (Science et informations climatiques)	POLP	Projet sur les déchets de l'océan Pacifique
CTSPF	Cadres de partenariat stratégique avec les pays et territoires	POPPCC4	Quatrième Conférence du Pacifique sur le changement climatique de l'océan Pacifique
DDG	Directeur/directrice général adjoint(e)	PPIN	Promotion des solutions fondées sur la nature dans les îles du Pacifique
DEPC	Ministère de la protection de l'environnement et de la conservation de Vanuatu	PRIMSMSS	Service régional d'appui à la gestion des espèces envahissantes du Pacifique
DG	Directeur/directrice général(e)	PRMG	Groupe de révision et de suivi de projet
ECD	Division de l'environnement et de la conservation (Îles Salomon)	Projet UNJP-SESS	Programme conjoint des Nations Unies pour construire un avenir meilleur en préservant le capital naturel et les services écosystémiques
EG	Gouvernance environnementale	PROTEGE	Projet régional océanique des territoires pour la gestion durable des écosystèmes
EIA	Évaluations de l'impact environnemental	PWL	Femmes leaders du Pacifique
EIANZ	Institut de l'environnement d'Australie et de Nouvelle-Zélande	RERC	Écosystèmes résilients – Communautés résilientes
EO	Observation de la Terre	SAFPROM	Projet de productivité et de commercialisation de l'agriculture et de la pêche de la Banque mondiale aux Samoa
EREPA	Garantir des écosystèmes résilients et des aires protégées représentatives	SCS	Société de conservation des Samoa
EU-OACPS	L'Union européenne – Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	SEA	Évaluation environnementale stratégique
GBF	Cadre mondial pour la biodiversité	SfN	Solutions fondées sur la Nature
GBRF	Fondation pour la Grande Barrière de Corail	SIDS4	Quatrième Conférence sur les petits États insulaires en développement
GCF	Green Climate Fund	SLT	Équipe de direction
GEIM	Intégration de l'égalité des sexes et de l'inclusion	SOE	Rapports sur l'état de l'environnement
GESI	Sexe et inclusion sociale	SPPRD	Département de la planification stratégique, des partenariats et de la mobilisation des ressources
GIS	Système d'information géographique	SPTO	Organisation du tourisme du Pacifique
GIZ	Société allemande pour la coopération internationale	SUP	Plastique à usage unique
IEMS	Système de gestion d'entreprise intégré	SWAP	Projet d'actions durables en matière de déchets dans le Pacifique
IKI	Initiative internationale pour le climat	TCA	Zone de conservation de Takitumu
INC	Comité intergouvernemental de négociation pour élaborer un instrument juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin	TISSAP	première stratégie et plan d'action territoriaux sur les espèces envahissantes
IOE	Écosystèmes insulaires et océaniques	TLTB	Conseil des fiducies des Terres i-Taukei
LSGB	Département des services juridiques et des organes directeurs	UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
MACBLUE	Projet de gestion et de conservation des écosystèmes de carbone bleu	UNDRR	Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe
MAWC	Société des déchets de l'atoll de Majuro	UNEP CIS-Pac5	Amélioration des services d'information et de connaissance climatique pour la résilience dans cinq pays insulaires du Pacifique
MEA	Accords environnementaux multilatéraux	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
MEDCM	Ministère de l'environnement, du changement climatique, de la gestion des catastrophes et de la météorologie des Îles Salomon	VFD	Département des pêches de Vanuatu
MELAD	Ministère de l'environnement, des terres et du développement agricole de Kiribati	VMGD	Département de météorologie et des géorisques de Vanuatu
MISCCAP	Gestion des espèces envahissantes pour l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique	VUW	Université Victoria de Wellington
MNRE	Ministère des ressources naturelles et de l'environnement des Samoa	WMO	Organisation météorologique mondiale
NAP	Plan national d'adaptation	WMPC	Gestion des déchets et lutte contre la pollution
NBSAP	Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité	WOW	Guerre contre les herbes invasives



Notre Région

Le Pacifique est le plus grand océan du monde, couvrant près d'un tiers de la surface de la Terre. Environ 30 000 îles de formes et de tailles variées s'étendent sur cette vaste étendue. Les membres insulaires du Pacifique du PROE sont les suivants :

- Commonwealth des Îles Mariannes du Nord
- États fédérés de Micronésie
- Fidji
- Guam
- Îles Cook
- Îles Salomon
- Kiribati
- Nauru
- Nioué
- Nouvelle-Calédonie
- Palaos
- Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Polynésie française
- République des Îles Marshall
- Samoa
- Samoa américaines
- Tokélaou
- Tonga
- Tuvalu
- Vanuatu
- Wallis-et-Futuna

Le PROE compte également cinq Membres métropolitains :

- Australie
- États-Unis d'Amérique
- France
- Nouvelle-Zélande
- Royaume-Uni



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement